

مايو 27

TRENTÉ-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 986

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 27 MAI 1980

Présidée
par le chancelier Kreisky

Une mission
de l'Internationale socialiste
séjourne à Téhéran

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
17 fr. ; Canada, 11 c. ; Côte d'Ivoire, 255 F CFA ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 25 p. ; Grèce, 48 dr. ; Iran, 125 rls. ;
Italie, 200 l. ; Liban, 500 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
30 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 2,20 M. ;
Suisse, 1,20 S. ; U.S.A., 55 cts. ; Venezuela, 27 bs.
Tarif des abonnements page 27
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C. G. P. 4387-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'échéance des négociations sur la Palestine

Un échec prévisible

Le miracle tant attendu n'a pas eu lieu, et la date fatidique du 26 mai, fixée par le traité israélo-égyptien de Washington comme terme de l'accord entre Le Caire et Jérusalem sur l'autonomie palestinienne, est passée sans que les deux partenaires aient pu concilier leurs positions. Les négociations s'étaient pourtant ouvertes dans un climat d'euphorie, il y a un an exactement, dans la ville de Beersheba, dans le désert du Néguev, et s'étaient depuis poursuivies alternativement en Égypte et en Israël. Ces pourparlers, qui se sont déroulés en présence d'un représentant américain, devaient définir les modalités et le contenu d'une « autonomie » palestinienne qui permettrait de faire du traité de paix séparé israélo-égyptien un accord global inaugurant une nouvelle ère de coopération entre les Arabes et les Israéliens.

Deux mois de pourparlers ardu n'ont abouti à rien. Le désaccord est demeuré entier. Il porte d'abord sur l'étendue des pouvoirs de la future administration autonome que les Égyptiens voudraient aussi larges que possible, alors que les Israéliens souhaitent les voir limités aux seules tâches administratives. Jérusalem entend par ailleurs garder une responsabilité totale et exclusive sur le maintien de la sécurité de la Cisjordanie et de Gaza, tandis que Le Caire souhaite que cette mission soit transférée au conseil autonome assisté par une force de police locale.

Une autre pierre d'achoppement de taille a été l'insistance de Jérusalem à multiplier les implantations dans les territoires occupés, implantations que les Égyptiens, comme les Américains, tiennent pour « illégales » et souhaitent voir supprimer au plus tôt. Le gouvernement de M. Begin n'a pas cessé, pour sa part, de réaffirmer le « droit historique » d'installer les Juifs partout où bon lui semble en Eretz Israël. Enfin, dernier obstacle et non des moindres : la volonté de M. Begin de proclamer officiellement Jérusalem la « capitale éternelle et indivisible » d'Israël. C'est d'ailleurs un projet de loi dans ce sens, soumis à la Knesset, qui a constitué la goutte qui a fait déborder le vase et a poussé le président Sadate à suspendre « sine die », il y a une quinzaine de jours, les négociations sur l'autonomie des Palestiniens.

Il est vrai que depuis lors le dialogue, mais il a pris soin d'ajouter qu'une éventuelle reprise des négociations ne devrait pas être soumise à des « conditions préalables ». C'est-à-dire que tous les problèmes, y compris celui particulièrement délicat posé par Jérusalem devraient être remis sur la table des négociations. Il a, en d'autres termes, donné de nombreuses preuves de sa bonne volonté et de sa détermination d'arriver à un accord qui permettrait d'aboutir à un règlement honnête entre Israéliens et Égyptiens sur l'autonomie palestinienne.

Le départ de M. Ezer Weizman, qui a tenu à préciser que la raison de sa démission ne tenait pas uniquement à un désaccord à propos du budget, mais était également et surtout liée aux « erreurs » commises dans la conduite des négociations sur l'autonomie, ne facilitera pas une éventuelle reprise des pourparlers. L'ancien ministre de la défense était l'interlocuteur préféré du président Sadate, qui en appréciait la modération et le « réalisme ». La presse du Caire vient à nouveau de se débattre contre M. Begin, accusé de « vouloir tout prendre sans rien donner », et de miner la voie des négociations et d'entraîner Israël au bord du gouffre.

Le président Sadate, déjà moins soutenu à Washington par une administration paralysée par la proximité de l'échéance électorale, doit faire face, à Jérusalem, à un gouvernement qui, pour l'instant du moins, ne compte que des « faucons ».

- Jérusalem et Le Caire ne sont pas parvenus à un accord à la date prévue du 26 mai
- M. Weizman a quitté le cabinet israélien pour protester contre les « erreurs » de M. Begin

Les états-majors des différents partis de la coalition au pouvoir devaient se réunir, ce lundi 26 mai à Jérusalem, pour examiner la situation après le départ du gouvernement de M. Ezer Weizman.

Avec la démission du ministre de la défense et celle du député Hillel Zeidel, qui a quitté le Likoud, la majorité gouvernementale à la Knesset n'est plus que de soixante-trois sur cent vingt députés. A mesure que cette majorité se rétrécit (elle était de soixante-seize députés, il y a trois ans) se rapproche l'éventualité d'élections anticipées, évoquées par M. Weizman le mois dernier.

Dimanche matin, avant de quitter le conseil des ministres, M. Weizman s'est lancé dans un violent réquisitoire, dénonçant le « mauvais fonctionnement » du gouvernement, les « excès » de la politique d'implantation, l'« improvisation » dans le domaine économique, et les « erreurs » commises dans la conduite des négociations sur l'autonomie.

Les conditions d'une éventuelle reprise de ces négociations devaient être examinées, lundi soir, par M. Begin et l'ambassadeur d'Israël au Caire, M. Eliahou Ben Elissar, qui a été rappelé en consultation.

De notre correspondant

Jérusalem. — Selon toute vraisemblance, M. Begin, comme il l'avait fait après le départ de M. Dayan, va assurer lui-même pendant un temps la succession de M. Weizman, afin d'éviter un conflit supplémentaire. En effet, M. Sharon brigue le poste de ministre de la défense, alors que les modérés du mouvement démocratique et du parti libéral s'y opposent en soulignant qu'il serait dangereux de confier la tutelle de l'administration militaire dans les

territoires occupés à celui qui est le champion de la colonisation et l'ami des extrémistes du Goush Emounim.

Une autre candidature est annoncée : celle de M. Moshe Ahrens, président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Un voyage au bout du désastre I. — Les décombres du Cambodge

Convoquée par les Nations unies, à la demande des pays non communistes d'Asie du Sud-Est, une conférence internationale sur l'aide humanitaire aux populations cambodgiennes se tient les 26 et 27 mai à Genève. En l'absence de représentants de trois des principaux intéressés, Phnom-Penh, Hanoi et Moscou, qui ont voulu éviter d'avoir à répondre à des accusations.

A l'issue de cette conférence, la communauté internationale devrait être invitée à accroître sa contribution financière — 263 mil-

lions de dollars sont indispensables d'ici à la fin de l'année — au programme de secours d'urgence. Les pays donateurs ne souhaitent pas s'engager à fournir leur assistance sans avoir obtenu la garantie que celle-ci sera distribuée de façon efficace et équitable. Totalement ruiné par dix ans d'épreuves, le Cambodge tente de retrouver, comme l'a écrit le général Roland-Pierre Parigaux dans une série de quatre articles, dont nous commençons la publication.

De notre envoyé spécial
R.-P. PARIGAUX

Phnom-Penh. — Tout, ou presque tout, est encore ruines et débris : au ras du sol, dans les champs, dans les rues. Attalibi, toujours menacé, le peuple khmer s'efforce de revivre avec une énergie que le manque quasi absolu de moyens rend certes admirable mais aussi, notamment dans la capitale, ave des excès, une insouciance et un égoïsme incontestables. Quinze mois après le début de la destruction militaire vietnamienne, suivie de la dislocation de l'appareil totalitaire des Khmers rouges et d'une « libération » dans un chaos qui préfigurerait de nouveaux drames, le bilan d'une décennie démentielle s'étale par-

tout. Elle explique à tel point le présent qu'il faut d'abord le rappeler pour mesurer les difficultés et les incertitudes auxquelles sont confrontés le Cambodge et son peuple. Au sortir de dix années d'enfer, la convalescence ressemble fort à un purgatoire, en compagnie de nouveaux « anges gardiens ». Mais, si les espoirs demeurent incertains, du moins le désespoir n'est-il plus certitude. Voyager à travers le Cambodge, c'est d'abord reconstruire les décombres. De Phnom-Penh à Battambang, de Kompong-Thom à Pursat et de Svay-Rieng à Takeo, ce qui domine — mise à part la présence militaire vietnamienne — ce sont les ruines, les ravages physiques, les mutilations des guerres successives et l'étalage interminable du génie destructeur des hommes. Au Cambodge, pays du sourire franchisé et sanglant, les villages, les hameaux, les routes, les pagodes, les maisons, les routes, les ponts, les forêts, les véhicules en tous genres, rien n'a été épargné. On suit, au fil des éboulements et des carcasses, la chronologie du désastre.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Flagrants délire

Le sol d'une boîte de petits pois dans une grande surface pourra être puni de la réclusion à perpétuité — pas moins ! si le voleur avait un couteau dans sa poche.

La « tentative de meurtre » (sic) d'une atteinte aux biens pourra être punie de cinq ans de prison.

La grève ou l'appel à la grève dans les transports, deux ans de prison.

Mais, rassurez-vous, pour des infractions identiques, les peines encourues par les riches seront deux fois moins lourdes que celles encourues par les pauvres.

Une chance pour les auteurs de ces suggestions dignes du regrettable Pierre Dac que notre droit pénal ignore la procédure des flagrants délire...

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

AU FESTIVAL DE NANCY

L'irlandais du dimanche

Des compagnies du monde entier convergent vers Nancy pour le Festival mondial du théâtre, n'était-il pas naturel par esprit de contradiction, de se tenir fin prêt à assister au nouveau spectacle d'une troupe qui habite Nancy tout au long de l'année, qui a pris pour nom 4 Litres 12 ?

Cette troupe ne fait pas, au Festival, malgré sa sédentarité, cavalier seul. Le papier ronéoté qu'elle distribue aux spectateurs porte, en effet, deux phrases d'Artaud qu'il convient de recopier ici, pour que les choses soient claires :

« Je dis que la scène est un lieu physique et concret qui demande qu'on le remplisse et qu'on lui fasse parler son langage concret. »

— Je dis que ce langage concret,

destiné aux sens et indépendant de la parole, doit satisfaire d'abord les sens, qu'il y a une poésie pour les sens comme il y en a une pour le langage, et que ce langage physique et concret auquel je fais allusion n'est vraiment théâtral que dans la mesure où les pensées qu'il exprime échappent au langage articulé. »

Oui, ces deux phrases d'Artaud méritent d'être ici relues parce qu'elles définissent avec clarté ce qui est, ce qui a été depuis sa création, la ligne de conduite du Festival de Nancy, ce qui fait que ce Festival est fondamentalement différent du Festival d'Avignon par exemple, et donc irremplaçable.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 23.)

Le Monde

idées

ÉTERNELLE ALBION ?

Les ministres des affaires étrangères des Neuf se retrouvent, les 28 et 29 mai, à Bruxelles, pour tenter d'apporter une solution aux problèmes de la contribution britannique au budget communautaire et de la fixation des prix agricoles. Ce rendez-vous, qui est un peu celui de la dernière chance, est l'occasion d'une interrogation sur l'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Europe. Pour Philippe Chateaubrynaud, la vérité est qu'il est resté fidèle à une conception qui a peu à voir avec le traité de Rome. Jean-Louis Burban montre en effet que la notion de transfert des ressources est la clé de la réalité communautaire. Quant à Emmanuel Decarra, qui admire beaucoup la patrie de Shakespeare, il conseille aux Français d'en imiter la légendaire ténacité.

PAS D'EUROPE SANS TRANSFERT

par J.-L. BURBAN (*)

DANS la crise européenne qui atteint en ce moment son paroxysme, il y a, comme pour les autres crises (nombreuses) qui depuis vingt ans ponctuent l'histoire du Marché commun, une solution communautaire et une autre.

La solution communautaire est celle qui consiste à reconnaître que Britanniques et Français ont tour à tour tort et raison et que leur conflit ne se pose pas en termes de dilemme. L'autre solution, c'est celle qui consiste à rester sur ses positions, à rompre, à se retirer du Marché commun ou à en expulser les Britanniques.

Les Britanniques ont raison de critiquer la P.A.C. et tout bien pesé leurs critiques trouvent écho jusqu'en France, chez les socialistes par exemple, au nom desquels le père de la P.A.C., Edgard Pisani, vient de présenter un plan de réforme en profondeur. Mais les Français ont raison de faire de la préférence communautaire et du système des prélèvements agricoles, son corollaire, la pierre angulaire du Marché commun. Alors la solution communautaire ? Elle consiste à maintenir la préférence communautaire, à réorienter le F.E.O.G.A., mais à reconnaître à la Grande-Bretagne le droit d'obtenir, non point évidemment un remboursement de sa « contribution », mais une authentique politique régionale et sociale européenne. Car, s'il n'est pas normal qu'une authentique Communauté européenne permette à ses États membres de s'approprier en dehors de la C.E.E. avant de le faire au dedans, il n'est pas davantage normal qu'une authentique Communauté européenne rassemble des pays ou des régions dont le niveau de vie varie du simple au sextuple entre Hambourg et Naples ou Belfast. Pour ne pas dire du simple au décuple lorsque le Portugal ou la Grèce auront adhéré ! La solution communautaire, authentiquement communautaire, c'est donc de redistribuer à travers une politique régionale et sociale le manque à gagner à des pays qui, comme la Grande-Bretagne, ont pris l'habitude de s'approprier à bon marché au cours mondial en produits alimentaires et doivent en conséquence payer d'énormes prélèvements.

Or cette solution communautaire apparemment simple suppose un authentique esprit communautaire. En effet, elle suppose moins une diminution des dépenses agricoles dans le budget communautaire, qu'une augmentation générale du budget en vue de promouvoir cette politique régionale et sociale. Or le budget européen, on le sait, ne peut être accru que par une augmentation de la part de T.V.A. versée par chaque État membre à la Communauté et qui constitue l'essentiel des ressources propres de cette Communauté depuis 1975.

Or le traité de Luxembourg qui a institué ce prélèvement de T.V.A. au profit de la C.E.E. l'a plafonné à 1 % du montant des T.V.A. nationales. A l'heure actuelle, il a déjà atteint 0,80 %.

UNE STRATÉGIE DE LA CONTINUITÉ

par PHILIPPE CHATEAUBRYNAUD (*)

QUATRE grands projets d'union européenne, auxquels la Grande-Bretagne a été associée (dont elle a pris parfois l'initiative), fournissent matière à réflexion : le mémorandum Brand en 1936, le Conseil de l'Europe en 1949, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1950, enfin l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E. ou E.F.T.A.) en 1960.

Rappelons les faits : dans un discours prononcé le 5 septembre 1939 devant l'Assemblée de la Société des Nations, Aristide Briand, alors ministre des affaires étrangères français, évoque la nécessité d'établir un « lien fédéral » entre les États européens. Aristide Briand est un Européen convaincu, qui milite depuis déjà longtemps dans divers mouvements européens. Il est chargé par ses collègues européens d'instaurer une consultation générale des gouvernements. C'est ainsi que le 1^{er} mai 1939 un mémorandum est adressé pour étude à vingt-six pays européens.

Le projet se caractérise par sa timidité, et l'idée de « lien fédéral »

évoquée ci-dessus ne recouvre en réalité qu'une forme d'association très souple entre États. Il est en effet proposé, grâce à un appareil institutionnel classique, de rassembler les États européens au sein d'une Union dont les objectifs seraient avant tout économiques.

Pour ne heurter aucune susceptibilité, ni des États destinataires ni d'autres puissances non-européennes, le projet fait preuve d'une grande prudence : les relations entre les membres de l'Union seront établies dans le cadre de la S.D.N., la « souveraineté absolue » des États est réservée, les décisions seront prises par une conférence européenne — organe intergouvernemental dans lequel chaque État disposera d'une voix — enfin l'Union ne sera tournée contre aucun pays extérieur (pas de bloc douanier).

Le projet est d'ensemble assez favorablement, sauf par la Grande-Bretagne, qui fournit une réponse négative étayée par trois constatations :

— Tout d'abord « il n'est pas sûr que l'établissement d'institutions internationales nouvelles et indépendantes soit nécessaire ou désirable » ;

— Ensuite, une Union européenne « exclusive et indépendante, de la nature qui est proposée, accentue ou suscite des tendances, des rivalités et des hostilités intercontinentales qu'il importe, dans l'intérêt général, de diminuer ou d'éviter » ; il est donc « indispensable que les mesures prises pour resserrer la coopération européenne ne provoquent ni inquiétude ni mécontentement dans aucun autre continent » ;

— Enfin, « il existe des considérations particulières dont le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, en sa qualité de membre du British Commonwealth of Nations, doit tenir compte ».

Dans cette réponse, on trouve déjà des éléments de la politique européenne de la Grande-Bretagne qui ne sont pas démentis de nos jours : volonté de ne pas aliéner sa souveraineté au bénéfice d'une organisation euro-

péenne, souci de préserver les intérêts des États-Unis (qui organisaient effectivement qu'une union douanière totale des États européens ne leur soit hostile), enfin affirmation de sa vocation mondiale, à travers le Commonwealth notamment.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les États européens sont écrasés économiquement et politiquement, la suprématie mondiale étant partagée entre deux super-puissances, les États-Unis et l'U.R.S.S.

Mais la Grande-Bretagne, militairement invaincue, conserve son indépendance et des illusions qui ne seront pas sans conséquences, alors que commence l'ère des réalisations européennes.

C'est pourtant par un Anglais, en la personne de Winston Churchill (discours de Zurich du 19 décembre 1946), que l'idée d'une union européenne est relancée. Elle aboutira finalement à la création du Conseil de l'Europe, après de laborieuses négociations au cours desquelles les Anglais firent triompher — contre les Français et les Belges, et avec l'appui des pays scandinaves — leur thèse d'une organisation strictement « intergouvernementale ».

Ainsi, le Conseil, dont le statut est approuvé le 5 mai 1949, dispose d'une compétence de principe très étendue, mais — consacrant pour une large part le point de vue britannique — ses organes sont tenus en bride, leurs moyens d'action sont limités, enfin toute possibilité d'évolution de l'organisation par ses propres moyens dans le sens d'une intégration est rejetée. Pour ce qui est de l'Assemblée consultative, ses pouvoirs sont très limités, ses membres ne sont que des représentants des États et votent par délégation nationale. Par la suite, la Grande-Bretagne s'est opposée à toute tentative pour transformer le Conseil de l'Europe en une organisation naissante d'une réelle autorité politique et dotée de pouvoirs effectifs.

Des aspects plus complexes

Cet épisode de la création du Conseil de l'Europe constitue une affirmation de la politique européenne de la Grande-Bretagne, déjà évoquée au mémorandum Brand : hostilité à toute organisation procédant d'un statut écrit aux termes duquel elle devrait abandonner une parcelle de ses droits souverains, et qui, d'autre part, compromettrait ses relations avec les pays du Commonwealth.

Mais cette période nous renseigne également sur des aspects plus complexes de cette politique : la Grande-Bretagne n'entend pas être mise à l'écart du « concert » européen et accepte de participer à une organisation, à condition qu'elle puisse en contrôler et l'activité (d'où l'imposition de règles d'unanimité et la recherche d'appui comme ceux des pays scandinaves) et le devenir (d'où le blocage de toute évolution).

Lorsque, le 9 mai 1950, M. Robert Schuman, s'adressant au gouvernement allemand, mais, par-delà, à tous les pays européens, propose de créer un marché commun du charbon et de l'acier, l'accueil de plusieurs gouvernements est immédiatement favorable, non seulement celui de la République fédérale allemande, mais également ceux des États du Benelux et de l'Italie. La Grande-Bretagne, quant à elle, irritée d'avoir été tenue à l'écart du projet français, refuse la proposition qui lui est faite de participer aux négociations.

Par la voie de son premier ministre travailliste, elle fait connaître, le 27 mai 1950, que le système imaginé par le projet s'oppose à la fois à la politique dirigée menée par le gouvernement anglais et à sa conception de la souveraineté nationale. Mais cette réponse ne correspond pas uniquement à un sentiment anti-européen propre au Labour, car, le 28 novembre 1951, Sir David Maxwell-Fyfe, nouveau ministre de l'Intérieur conservateur, déclare à Strasbourg à propos de la C.E.C.A. : « Pour nous, une fédération signifie la décision de transférer, par avance et de façon définitive, certaines fonctions

rationnelles d'entreprises de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, du Danemark, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, prenant l'initiative de négociations pour établir un régime préférentiel commun accordant aux pays signataires des avantages économiques comparables aux premières réductions tarifaires entrées en vigueur dans le cadre de la C.E.E.

Ainsi, le 20 novembre 1959, fut instituée l'European Free Trade Association (E.F.T.A. ou A.E.L.E.) qui entra en vigueur le 3 mai 1960 et qui, dans l'immédiat, para au danger que constituait la C.E.E., sans compter que, dans l'esprit de ses promoteurs, elle devait permettre aux pays membres de se trouver en meilleure position pour négocier ultérieurement avec la C.E.E.

Cette association est intéressante à plus d'un titre, car elle a permis à la Grande-Bretagne de donner la pleine mesure de sa politique européenne :

— Élimination des droits de douane entre les États membres par la suppression des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation, mais sans l'instauration d'un tarif extérieur commun ;

— Exclusion de certains secteurs « sensibles » de l'économie anglaise : l'agriculture, la pêche, les capitaux ;

— Maintien d'un régime préférentiel de la Grande-Bretagne vis-à-vis des pays du Commonwealth ;

— Enfin, absence d'organes supérieurs, de procédures communautaires ou de processus d'intégration politique de l'Association.

L'AIMER, C'EST L'IMITER

par EMMANUEL DECARRA (*)

P EU avant sa mort, en 1934, Philippe Barthélemy, qui fut douze ans secrétaire général du Quai d'Orsay, avait écrit un discours qu'il devait prononcer comme hôte d'honneur d'un dîner franco-anglais chargé de délimiter la frontière entre la Laos et la Birmanie. Le négociateur britannique, un colonel jovial, commença par un petit discours : « Le secrétaire d'État m'a dit : « Si vous cédez un pouce de territoire, c'est comme si vous abandonniez un morceau de Hyde Park. »

Après deux semaines de négociations, où les Français démontrent avec une logique parfaite leur bon droit, face à de faibles arguments, le colonel répétait encore la même instruction : « Le secrétaire d'État m'a dit... »

C'est André Siegfried, qui, dans son livre sur l'âme des peuples, tirait un chapitre : « La ténacité anglaise ». (2). Au moment où la presse française invoque Mme Thatcher, un effort de psychologie collective serait préférable. Là encore, la leçon mérite d'être écoutée : « Quand nous prétendons raisonner avec eux, les convaincre par des arguments qui nous semblent irrationnels, nous avons l'impression de ne trouver personne en face de nous et plutôt encore de nous heurter à une sorte de mur. C'est qu'ils se placent dans la discussion sur un autre terrain, plus exactement sur un autre plan : aucune argumentation ne les enlève. Ainsi lorsque nous discutons avec les Anglais, nous ne devons en aucun cas nous laisser aller à des raisonnements à des mercenaires, perdant eux-mêmes toute mesure dans le jugement de leur interlocuteur. La bonne attitude c'est d'indiquer sa position et de s'y tenir, sans qu'il soit même nécessaire de dire pourquoi. Notre format nous rendra sympathiques et nous obtiendrons plus ainsi que par la plus savante argumentation. »

Avant de se préparer à de nouveaux marchandages, comme celui du sommet de Luxembourg, qui a déconstruit l'Europe, il serait bon que les négociateurs français n'oublient pas ces exemples du passé, et qu'on puisse parler de « ténacité française ». La leçon est d'autant plus précieuse qu'elle provient de grands anglophiles. Mais aimer la Grande-Bretagne, ce n'est pas lui céder, c'est l'imiter.

(1) Auguste Berthel, Philippe Barthélemy, Gallimard, 1937.
(2) André Siegfried, l'Âme des peuples, Hachette, 1930.

Cela n'empêche pas, toutefois, la Grande-Bretagne d'être à l'origine d'une grave crise de l'A.E.L.E., lorsque, en octobre 1964, les travaillistes, arrivés au pouvoir, décident unilatéralement — et semble-t-il sans consultation préalable de leurs partenaires — d'augmenter de 15 % leurs droits à l'importation, afin de faire face à la détérioration de la balance des comptes de leur pays. Ni les protestations des autres membres de l'A.E.L.E., ni celles de la Commission de la C.E.E., ni celles du GATT (accord général international sur les tarifs douaniers et le commerce, ni celles de l'Assemblée consultative du Conseil de l'O.C.D.E. et de l'Assemblée de l'O.E.C.E. ne suffirent pour faire revenir la Grande-Bretagne sur sa décision.

En janvier 1972, la Grande-Bretagne, admette, comme le Danemark, au sein de la Communauté européenne, quitte l'A.E.L.E. Et, comme le déclarait M. Macmillan le 1^{er} août 1961 devant les Communes, lors de la première tentative d'adhésion, parce que l'on peut mieux « conduire de l'intérieur que de l'extérieur » ? Etait-ce pour y introduire les mêmes principes qu'elle avait fait prévaloir dans l'A.E.L.E., et qu'elle n'a cessé de maintenir depuis plus de cinquante ans ?

Il semble bien que les difficultés de la Communauté européenne provoquées par la Grande-Bretagne puissent effectivement trouver une explication beaucoup plus ancienne.

(*) Professeur à l'Institut juridique de Périgueux (Université de Bordeaux).

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

Le Monde

PROCHE-OR

DÉLÉGUÉ

MM

ont eu un prem

PROCHE-ORIENT

Iran

DÉLÉGUÉS PAR L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

MM. Kreisky, Palme et Gonzalez ont eu un premier entretien avec le président Bani Sadr

Une délégation de l'Internationale socialiste conduite par le chancelier autrichien Bruno Kreisky est arrivée le dimanche 25 mai à Téhéran. Elle a eu un entretien de trois heures dans la soirée du même jour avec le président Bani Sadr qui a porté sur « tous les aspects de la révolution iranienne ».

MM. Kreisky, Palme, ancien premier ministre de Suède, et Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, ont également participé à un dîner de travail chez M. Ali Reza Khatami, gouverneur de la banque centrale iranienne, considéré comme un proche de M. Bani Sadr, qui s'était rendu la semaine dernière à Vienne et avait contribué à mettre au point cette visite.

Les trois visiteurs ont souligné qu'ils n'étaient pas venus engager une médiation dans la crise des otages américains, mais effectuer un voyage d'étude visant à améliorer la compréhension de la révolution islamique iranienne par les Européens.

Le chancelier a déclaré que le groupe comptait revoir le président Bani Sadr lundi, et espérait également rencontrer l'ayatollah Behchhti, chef du parti républicain islamique, formation dominante du nouveau Parlement.

Comme on lui demandait si l'entretien avec le président Bani Sadr avait abordé la question des cinquante-trois otages américains détenus depuis six mois, M. Palme

a déclaré que « toutes les questions intéressantes » avaient été évoquées, mais il s'est refusé à toute précision. De source proche des visiteurs, on indique cependant que la question des otages n'était pas au centre de la conversation. Les trois hommes pourraient cependant la soulever au cours de leur deuxième entretien, lundi. Les Iraniens considéraient comme positif le fait que la délégation souhaite rencontrer l'ayatollah Behchhti.

A propos de l'entretien avec le président Bani Sadr, M. Palme a déclaré : « Nous avons fait un large tour d'horizon. Nous sommes venus pour entendre ce qu'ils pensent de leur révolution, et pour leur faire part de nos vues sur le monde ». M. Kreisky a déclaré qu'il n'y avait « rien de commun » entre les deux missions.

Le chancelier Kreisky a fait savoir qu'il quitterait Téhéran lundi soir, et il est probable que ses deux compagnons feront de même.

A l'unanimité de ses quinze juges, la Cour internationale de justice a décidé samedi 24 mai à La Haye que « le gouvernement iranien doit assurer la libération immédiate des ressortissants des

Etats-Unis détenus en otages » et restituer les locaux de l'ambassade américaine de Téhéran (nos dernières éditions du 25-26 mai). La Cour a donc confirmé quant au fond l'ordonnance qu'elle avait rendue le 16 décembre 1979, à titre provisoire, à la suite de la plainte introduite par le gouvernement américain contre l'Iran.

Par trois voix contre deux — celles des juges soviétique Platon Morozov et syrien Salah El Dine Tarazi — la Cour a en outre décidé que, par son comportement, l'Iran a violé les obligations qu'il a à l'égard des Etats-Unis en vertu des conventions internationales relatives aux otages, et que les Etats-Unis ne peuvent pas être considérés comme responsables de la situation.

La Cour a en outre décidé que, par son comportement, l'Iran a violé les obligations qu'il a à l'égard des Etats-Unis en vertu des conventions internationales relatives aux otages, et que les Etats-Unis ne peuvent pas être considérés comme responsables de la situation.

La Cour a en outre décidé que, par son comportement, l'Iran a violé les obligations qu'il a à l'égard des Etats-Unis en vertu des conventions internationales relatives aux otages, et que les Etats-Unis ne peuvent pas être considérés comme responsables de la situation.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE AU PRÉSIDENT CARTER D'INTERVENIR DANS LA QUESTION DE LA PEINE DE MORT

Londres (A.F.P.). — Amnesty International a lancé lundi un appel au président Carter pour qu'il crée une commission chargée d'examiner la question de la peine de mort aux Etats-Unis.

L'organisation humanitaire internationale estime que les exécutions aux Etats-Unis ont lieu en violation des engagements internationaux de ce pays en faveur des droits de l'homme. Les conséquences de la peine de mort sur la criminalité, la société et le comportement social doivent également être examinées par cette commission, estime Amnesty International.

L'organisation rappelle qu'elle a adressé le 14 avril au président Carter une proposition recommandant un moratoire des exécutions aux Etats-Unis jusqu'à la publication des conclusions de cette commission d'enquête.

Selon Amnesty International, plus de six cents personnes sont actuellement condamnées à mort aux Etats-Unis.

D'après elle, la quasi-totalité des condamnations à mort aux Etats-Unis sont prononcées par la justice des Etats, qui ne dépend pas de l'autorité fédérale, et que le président n'a pas le pouvoir de décréter

un moratoire des exécutions. Le grand débat sur la peine de mort se déroule devant la Cour suprême, qui, dans ses derniers arrêts sur la question, n'a pu se décider à la mettre hors la loi.

● Les bandes magnétiques de Watergate vont être mises à disposition du public qui pourra les écouter au cours de séances gratuites organisées par les archives nationales, à l'occasion d'un événement à Washington. Ces bandes contiennent les conversations entre le président Nixon et ses collaborateurs au cours desquelles sont évoqués les moyens d'étouffer le scandale provoqué par le cambriolage du quartier général démocrate en 1972. — (Reuters).

● Des désordres se sont produits au camp de réfugiés cubains de la base aérienne d'Ingen, Floride, a annoncé, le samedi 24 mai, un porte-parole de l'armée des Etats-Unis. Deux mille des quelque huit mille réfugiés cubains qui sont actuellement dans le camp, mécontents de la lenteur avec laquelle ils sont rélogés, ont tenté de sortir de force et se sont heurtés à la police militaire. Un entrepôt contenant des vivres a également été pillé, et environ cent personnes se sont enfuies, a ajouté le porte-parole. La plupart d'entre elles ont regagné le camp quelques heures plus tard, et la police locale a organisé des recherches pour retrouver les autres, a-t-il précisé. — (A.F.P.).

El Salvador
DES ORGANISATIONS
DE GUÉRILLA
AFFIRMENT AVOIR TUÉ
DE NOMBREUX MILITAIRES

San-Salvador (A.F.P., U.P.I.). — Deux organisations de guérilla, l'Armée révolutionnaire populaire (E.R.P.) et les Forces populaires de libération (F.P.L.), ont annoncé dans des communiqués rendus publics séparément le samedi 24 mai avoir tué ou blessé la semaine dernière deux cent vingt-cinq soldats ou membres de groupes paramilitaires d'extrême droite. De leur côté, les Forces armées de la résistance nationale (F.A.R.N.), qui avaient réalisé des attaques coordonnées contre six villes du pays, vendredi 23 mai, ont annoncé qu'elles s'apprêtaient à déclencher de nouvelles offensives « dans les prochaines heures » avec l'armement récupéré vendredi.

Les conceptions stratégiques de ces différentes organisations semblent encore assez éloignées. Ainsi l'E.R.P. et les F.A.R.N. appellent, elles, à la « grande insurrection populaire » et à la « révolution sociale », alors que les F.P.L. ont situé leurs objectifs dans le cadre d'une « guerre populaire prolongée » de style vietnamien.

Colombie

● UNE MISSION FRANÇAISE composée de trois médecins et un avocat, membres du Comité international contre la répression, est arrivée le dimanche 25 mai à Bogotá pour tenter d'obtenir des informations sur le sort de cinq médecins colombiens détenus depuis plusieurs mois pour avoir, selon le comité, dispensé des soins à des guérilleros. La mission française — composée du professeur Pierre Bétourné, des docteurs Pierre Rivière et Louis Leguay, et de M. Mourad Ousséif — a sollicité une entrevue avec le solliciteur Julio Cesar Turbay, à qui elle souhaite remettre une pétition signée par huit cents médecins et chercheurs français. Elle espère, d'autre part, pouvoir s'entretenir avec les détenus. — (A.F.P.).

Nicaragua

● UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT contre M. Moises Hassan, membre de la junte de gouvernement, a eu lieu le vendredi 23 mai. La police a révélé que quelques jours auparavant un autre membre du gouvernement avait également été pris pour cible par des hommes armés, et que M. Hassan avait lui-même été l'objet d'une tentative de ce genre. — (U.P.I.).

République
Sud-Africaine

● LA POLICE SUD-AFRICAINNE a arrêté samedi 24 mai plus de cent lycéens mépris après avoir lancé de violentes charges de marche pour disperser des manifestations anti-apartheid dans le centre et dans la banlieue du Cap, a annoncé un porte-parole officiel. Trois mille lycéens

Israël

L'échéance des négociations sur la Palestine

(Suite de la première page.)

Si M. Ahrens était nommé, il viendrait renforcer les rangs des « faucons », largement majoritaires après l'arrivée au cabinet de M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères et de M. Ygal Horowitz, ministre des finances, qui eux aussi, en 1978, avaient désapprouvé les accords de Camp David.

Dans les rangs de l'opposition, on réclame la démission du cabinet tout entier. Au parti travailliste, on fait remarquer que M. Weizman était le « dernier lien du gouvernement avec la réalité » et que son départ, après celui de M. Dayan, aurait pour effet d'affaiblir la position d'Israël sur le plan international et de rendre plus difficiles les rapports avec l'Egypte et les Etats-Unis, précisément au moment où les pourparlers sur l'autonomie sont dans l'impasse. M. Shimon Peres a téléphoné à M. Weizman pour lui exprimer son courage et dans une interview télévisée, il a redit qu'il n'aurait pas l'hypothèse d'une participation de M. Weizman à un gouvernement dirigé par les travaillistes.

Les modérés du mouvement démocratique, animé par M. Ya'acov, vice-premier ministre, après bien des hésitations et malgré de nombreuses convergences de vues avec M. Weizman, ont décidé, à la fin du mois d'avril, de conserver une attitude de soutien conditionnel au gouvernement, car, avec sept sièges à la Knesset, ils représentent un appoint de voix indispensable pour le maintien d'une majorité qui n'a cessé de se rétrécir et qui est plus jamais à la merci de la moindre défection. Ils savent, par ailleurs, qu'eux-mêmes risquent de disparaître, ou de subir de lourdes pertes, aux prochaines élections.

Au parti libéral (membre du Likoud), on a tenu à peu près le même raisonnement. D'autant que les éléments les plus modérés, favorables à une remise en cause de leur alliance, ont perdu de leur influence au sein de cette formation lors du congrès qui a eu lieu au début de ce mois. On dit, à Jérusalem, que les démocrates et les libéraux nient être à l'origine, avec M. Weizman, de la création d'un nouveau mouvement centriste lié aux travaillistes en cas de victoire de ces derniers.

Les sondages, d'usage si très grande popularité qui est son seul atout. Dans les milieux politiques des territoires occupés, on est partagé entre la satisfaction de voir le cabinet de M. Begin connaître de nouveaux et graves ennemis, et la crainte de subir une politique plus sévère dès lors que M. Weizman ne sera plus là pour tempérer les exigences manifestées par les ultras pour une répression accrue. M. Elias Freij, maire de Bethléem, a déclaré que la démission de M. Weizman marquerait peut-être la fin des espoirs de coexistence entre juifs et arabes. Il a souligné que M. Weizman avait souvent montré qu'il savait « comprendre » la situation en Cisjordanie. Le maire de Gaza, M. Rachad Chawwa, a déclaré, lui aussi, qu'il regrette le départ de M. Weizman, qui représentait au sein du gouvernement israélien un « courant modéré ».

FRANCIS CORNU.

Un « faucon » devenu « colombe »

De notre correspondant

Jérusalem. — « Mon pire ennemi est mon franc-parler », M. Ezer Weizman avait pris l'habitude de faire cet aveu, car il n'ignorait pas qu'opinion publique israélienne a tendance à considérer ce défaut comme une qualité. On ne peut compter le nombre de fois où il a menacé de démissionner ou claqué la porte du conseil des ministres — au sens propre du terme. Il est fréquemment revenu sur ses emportements au prix de quelques contradictions évidentes. Dans la classe politique son inconstance n'était guère appréciée alors que son impétuosité lui valait les faveurs populaires. M. Weizman ne cultivait pas le secret, l'habileté manœuvrière et le don de dissimulation d'un Moshe Dayan — dont la popularité n'a jamais été grande, tout le le précise. Avant souvent partagé les mêmes points de vue, les deux hommes ne pouvaient être plus différents. La presse israélienne a toujours été à l'affût des commentaires abrupts que M. Weizman formulait parfois avec toute la verve d'un langage très « militaire ». On se délectait de ses passages d'armes verbales qui fappaient à certains des ses collègues du gouvernement et dernièrement à M. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture et chef de file du clan des « faucons » devenu en quelques mois largement majoritaire.

Neveu de Haim Weizman, l'un

des fondateurs et premier président de l'Etat, il est né en 1924 à Tel-Aviv. Durant la seconde guerre mondiale à dix-huit ans, il s'engage dans la Royal Air Force et combat sur les fronts d'Afrique et d'Europe. Lors de la guerre d'indépendance d'Israël, il participe activement à la création des premières unités aériennes. Devenu général puis commandant en chef de l'armée de l'air, il impose sa conviction qu'Israël ne peut garantir sa survie sans la suprématie aérienne. C'est sous ses ordres que les Mirages, frappés de l'étoile de David, assurent, en quelques heures, le succès israélien dans la guerre de 1967. En 1969, il quitte l'armée pour commencer une carrière politique au sein du Front libéral et nationaliste (Gahal) qui s'associe plus tard au Herout, le parti de M. Begin. Son entrée dans le cabinet de Golda Meïr au poste de ministre des transports (décembre 1969 - août 1970) marque un net glissement à droite du gouvernement et attire nombre de travaillistes. Il est alors considéré comme un « faucon ». Plus des partisans les plus acharnés du « Grand Israël » et de la colonisation des territoires occupés. En 1971, il mène une campagne pour exiger la démission de M. Dayan dont il deviendra sept ans plus tard l'adjoint au sein du gouvernement de M. Begin. En 1977, il contribue grandement à la victoire du Likoud.

Dès 1973...

Mais, depuis, l'attitude de M. Weizman a considérablement évolué. Il semble même que cette évolution se soit dessinée dès 1973. M. Weizman ayant été frappé par les difficultés militaires rencontrées pendant la guerre de Kippour et la malaise qu'a connue ensuite la société israélienne.

Nommé ministre de la défense en juin 1977, il se déclare favorable à la paix et à la libération libérale dans les territoires occupés. Il n'hésite pas à flouer des dirigeants de l'administration militaire après une « bavure » et il autorise le retour d'un membre du gouvernement national palestinien exilé deux ans plus tôt. Cette politique de détente est interrompue lorsque les personnalités de Cisjordanie manifestent leur hostilité aux accords de Camp David. Dès ce moment, les éléments les plus durs du gouvernement israélien reprochent à M. Weizman son « extrémisme ».

Le ministre de la défense parvient toutefois à limiter une répression accrue et déclare notamment : « Je ne laisserai pas les Juifs battre des Arabes ». En novembre 1979, il joue un rôle modérateur quand le maire de Naplouse est menacé d'expulsion. Pressé par l'ensemble de ses collègues de réagir vigoureusement après le regain d'agitation des derniers mois en Cisjordanie et surtout après l'attentat d'Hébron, il a ordonné l'expulsion des milliers d'Hébron et de Khalkhoul, mais il a fait savoir qu'il redoutait les conséquences d'une riposte excessive.

Opposé à toute négociation avec l'O.L.P., M. Weizman a été

avec M. Dayan l'un de ceux qui ont souhaité favoriser à terme une éventuelle discussion avec des personnalités modérées dans les territoires occupés.

M. Weizman a souvent dénoncé les menées du mouvement extrémiste Gush, Emonim et l'influence grandissante des colons au sein du gouvernement. Il a tenté de s'opposer à la création de colonies et « colonies surges » et combattu le développement à outrance de la politique d'implantation prônée par M. Sharon, ce qui a déclenché de nombreux éclats entre les deux hommes.

Depuis le début des pourparlers avec l'Egypte à la fin de 1977, M. Weizman a été l'un des principaux négociateurs israéliens et a été plus d'une fois envoyé au Caire pour « arrondir les angles » lorsque des difficultés apparaissent. Il était de beaucoup calé avec les dirigeants égyptiens, et notamment le président Sadate, avaient les meilleurs rapports, parfois très familiers. En Israël, la « compréhension » à l'égard des positions égyptiennes a fréquemment été critiquée.

Il n'a cessé d'expliquer depuis deux ans qu'il ne faisait pas, par trop d'exigences, risquer de mettre dans l'embarras le gouvernement égyptien, de plus en plus isolé au sein du monde arabe. Récemment, il en était venu à juger que ses efforts étaient vains et d'est pour cela qu'il ne participait presque plus aux pourparlers sur l'autonomie. L'interdiction de ceux-ci explique en grande partie son départ du gouvernement.

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● UNE MISSION FRANÇAISE composée de trois médecins et un avocat, membres du Comité international contre la répression, est arrivée le dimanche 25 mai à Bogotá pour tenter d'obtenir des informations sur le sort de cinq médecins colombiens détenus depuis plusieurs mois pour avoir, selon le comité, dispensé des soins à des guérilleros. La mission française — composée du professeur Pierre Bétourné, des docteurs Pierre Rivière et Louis Leguay, et de M. Mourad Ousséif — a sollicité une entrevue avec le solliciteur Julio Cesar Turbay, à qui elle souhaite remettre une pétition signée par huit cents médecins et chercheurs français. Elle espère, d'autre part, pouvoir s'entretenir avec les détenus. — (A.F.P.).

Nicaragua

● UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT contre M. Moises Hassan, membre de la junte de gouvernement, a eu lieu le vendredi 23 mai. La police a révélé que quelques jours auparavant un autre membre du gouvernement avait également été pris pour cible par des hommes armés, et que M. Hassan avait lui-même été l'objet d'une tentative de ce genre. — (U.P.I.).

République
Sud-Africaine

● LA POLICE SUD-AFRICAINNE a arrêté samedi 24 mai plus de cent lycéens mépris après avoir lancé de violentes charges de marche pour disperser des manifestations anti-apartheid dans le centre et dans la banlieue du Cap, a annoncé un porte-parole officiel. Trois mille lycéens

métis, en grève depuis cinq semaines pour protester contre le racisme dans l'enseignement, s'étaient rassemblés dans la rue principale du Cap, Adderley Street, où, selon la police, ils avaient commencé à piller les magasins. Selon des témoins, plusieurs lycéens ont été blessés par les brigades anti-émeutes. — (A.F.P.).

● UN PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DU CAP, M. Neville Alexander, a été arrêté dimanche 23 mai à l'aéroport de cette ville. Il avait été frappé d'un « ordre d'interdiction » (restriction) à la liberté de déplacement pour cinq ans, en 1974, après sa libération de la prison de Robben-Island, où il avait été détenu pendant dix ans pour avoir mené des actions de sabotage. M. Alexander, qui a fait ses études à l'université de Tubingen (R.F.A.), devait se rendre en République fédérale d'Allemagne pour assister à une conférence. — (A.F.P.).

ASIE

Afghanistan

Tandis que se poursuivent les manifestations antisoviétiques à Kaboul

« La Pravda » affirme que la conférence d'Islamabad a servi les « intérêts des impérialistes »

Les manifestations antisoviétiques se poursuivent à Kaboul, samedi 24 mai. Selon un homme d'affaires indien arrivé à New-Delhi et cité par l'agence Reuters, sept personnes auraient été tuées lorsque l'armée afghane a ouvert le feu sur une foule de jeunes gens et de jeunes filles. Un important dispositif de sécurité avait été mis en place dans le centre de la capitale que survolaient à basse altitude des hélicoptères.

Radio-Kaboul a, d'autre part, confirmé, le 26 mai, que des rebelles avaient attaqué le siège de la police de Hérat, à l'ouest du pays. Des combats opposaient les insurgés — qui contrôlent certains secteurs-clés de la ville — aux forces soviéto-afghanes.

D'autre part, les mouvements de résistance au Pakistan ont indiqué, le 24 mai, que les résistants battaient en retraite devant une offensive soviétique dans la vallée de Hal-Pach, à l'est de la province du Kunar. Des milliers de

villageois auraient pris la fuite. L'offensive aurait pour objectif le bouclage de la frontière afghano-pakistanaise. Les résolutions sur l'Afghanistan, adoptées le 22 mai par la conférence islamique, ont été critiquées, dimanche, par la Pravda. Le journal écrit que ces résolutions sont « conformes aux intérêts des forces impérialistes » qui ambitionnent de faire de ce pays « une place forte pour leurs aventures ».

Le quotidien passe sous silence l'offre de constitution par les pays islamiques d'un comité spécial chargé de prendre contact avec toutes les parties intéressées au conflit afghan et accuse le Pakistan et les « pays musulmans réactionnaires » d'avoir dominé les débats. La Pravda rend toutefois hommage par ailleurs à « certains milieux occidentaux (l'Union à la France) qui, raisonnant d'une façon réaliste, sont conscients de la nécessité d'étudier sérieusement la position afghane ».

Inde

La campagne électorale dans neuf États est marquée par de graves incidents

New-Delhi (A.F.P., A.P., U.P.I.). Marquée par de graves incidents, la campagne pour les élections législatives des 28 et 31 mai dans neuf États de la Fédération indienne, avait fait, le 26 mai, sept morts, dont trois candidats. Dans l'ensemble des États, le Parti du Congrès (Indira), au pouvoir à New-Delhi, s'oppose à des partis régionaux et à des formations nationales représentées au Parlement central. L'influence du fils du premier ministre, M. Sanjay Gandhi, a été déterminante, semble-t-il, dans le choix des candidats du Congrès (I). Cependant, Mme Gandhi a déclaré dans une interview qu'il était « absurde » de considérer que son fils lui succéderait à la tête du parti gouvernemental. Ce sera « au peuple de décider », a-t-elle dit.

Les conditions dans lesquelles ont été désignés les candidats du Congrès (I), notamment en Uttar-Pradesh, sont à l'origine de la démission du secrétaire général du parti, M. O. N. Bhargava, et de ses partisans. A la suite de cette défection, la formation de Mme Gandhi a perdu la majorité

des deux tiers à la Chambre basse, mais elle pourrait la retrouver si, comme il y a lieu de le penser, elle bénéficie de l'appui d'un parti du sud du pays, le D.M.K. La majorité des deux tiers est requise pour adopter tout amendement constitutionnel.

Enfin, Mme Gandhi a déclaré dans une interview que l'Inde était prête à discuter de la normalisation de ses relations avec la Chine sans condition préalable, précisant que le différend frontalier entre les deux pays n'était pas un obstacle à l'ouverture de discussions. « Si la Chine regarde les choses en face — ce qu'elle n'a malheureusement pas fait — elle devrait voir qu'il est dans son intérêt de discuter avec nous sur la base d'égalité », a-t-elle dit.

Le premier ministre a précisé qu'elle se rendrait en Chine après la visite en Inde prévue pour cette année, du ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua.

A VENDRE

FONDS DE COMMERCE
ALIMENTATION NATURELLE DIETETIQUE
MAGASIN 30 m² + CAFE BIEN AGENCÉE
BAIL 3 ANS — LOYER 900 F par mois — 3.200 F PAR JOUR
CA 795.000 F
PRIX 280.000 F
Tél. : 822-68-46

(Publié)

POUR LA PALESTINE MEETING DE SOLIDARITÉ

Judi 29 mai, à 20 heures

SALLE DE LA MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor, 75005 PARIS

Avec la participation des maires expulsés de Palestine et le représentant de l'O.L.P. en France

Première projection en France du film des Nations unies

« Oui, les Palestiniens ont des droits »

Association France-Palestine, Association Médicale Franco-Palestinienne, Association de Solidarité Franco-Arabe, Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine, Collectif National pour la Palestine et Union Générale des Etudiants de Palestine.

Cambodge

Un voyage au bout du désastre

(Suite de la première page.)

Quelle machine infernale a emprunté systématiquement ces routes et ces routes en recrachant derrière elle, sur les talus et dans les fossés, dans un fureux vacarme, des milliers de tas de pierres, ces squelettes de métal tordus.

L'âge de pierre et l'âge de fer semblent se confondre en débris : ceux des blindés « Made in U.S.A. » de la République khmère achèvent de rouiller non loin de ceux fabriqués en U.R.S.S. et en Chine qui équipaient les armées nord-vietnamiennes et chinoises.

Par la fenêtre de la Mercedes — seule marque automobile couramment épargnée, confort obligé, par les dirigeants khmers — on guette une localité, un village, connus jadis « C'est où, Taing-Kauk, Kompong-Trabek ? — Déjà passé. »

Etait-ce ces éboulements de pierres sous les passages ? Au bord du Mékong, Mekong-Trung rasé, vérifié et enterré en 1973 par une « erreur » des otocrotteurs de l'U.S. Air Force. Ce qui n'a pas été démantelé, frappe, on pille, s'effrite et se dégrade, mais on se bat pour y habiter. Le Cambodge est une litane funéraire de ravages sans précédent.

Ailleurs, dans les banlieues de Phnom-Penh, de Siem-Rep, de Kompong-Cham et de tant d'autres lieux, on visite les fosses communes : ossements plus ou moins blancs, lambeaux terribles de hardes noires, crânes fracassés par les masses de l'Angkor (l'Organisation) des Khmers rouges. Les vivants viennent à la sauterie récupérer l'or des mâchoires, et les morts contribuent ainsi à la relance de l'économie. Mais les enfants, les enfants rentrent de l'école rient et se bousculent ; ils traversent l'osuaire sans y prêter attention.

D'un cimetière à l'autre

Sépulture ouverte, abandonnée en pleine nature, comme tant d'autres débris surpris des débris de la vie. A quelques centaines de mètres de là, un « nouveau » cimetière, symbole de la grandeur de la personne n'a jamais été. C'est celui des soldats vietnamiens « morts pour la libération du Cambodge », et enseveli en terre khmère, non loin des temples d'Angkor, symbole de la grandeur de la personne n'a jamais été. C'est celui des soldats vietnamiens « morts pour la libération du Cambodge », et enseveli en terre khmère, non loin des temples d'Angkor, symbole de la grandeur de la personne n'a jamais été.

Si la palme des destructions matérielles toutes catégories revient sans conteste à l'aviation américaine, les divisions vietnamiennes, alliées aux révolutionnaires khmers contre l'armée de la République, ont fait souvent les seules constructions en dur dans les campagnes, — dont les habitants leurs postes de commandement, les transformant souvent en cibles pour les canons adverses. A Svay-Rieng, désormais ville-caravane, proche de la frontière vietnamienne, des responsables de tout le corps social traditionnel, des valeurs religieuses, familiales, culturelles et autres, M. Pol Pot a systématiquement procédé, par les méthodes expéditives que l'on sait, à la destruction de l'identité khmère traditionnelle et moderne pour façonner un « homme nouveau », mélange de paysan moyen âgeux à la fois serf et révolutionnaire.

Après avoir fait table rase du passé, obéissant par le goût d'autosuffisance et la maîtrise des canaux, le régime du Kampuchéa démocratique s'est aussi appliqué à transformer l'environnement. D'un bout à l'autre du pays, le quadrillage des rizières, des diguettes, des barrages, réservoirs et canaux

immenses — toutes réalisations qui ont coûté cher en vies et en souffrances — témoignent d'un labeur impressionnant. Ces réalisations sont aujourd'hui jugées aberrantes et inefficaces. « Au lieu de retenir les eaux, elles provoquent la sécheresse », dit un cadre vietnamien. Elles sont, dans la plupart des cas, laissées à l'abandon, s'effritent et se désagrègent. Pour M. Ieng Sary, ministre des affaires étrangères du régime déchu, ces travaux ruineux devaient assurer l'« abondance » au Cambodge en 1979.

On est également frappé de constater que, trois ans après

tolérant les trafics lucratifs dont elle fait l'objet. Dans les campagnes les plus désertées, la population souffre en attendant la pluie. Certes, les citadins, de plus en plus nombreux à peupler la caravane d'une capitale qui se gonfle comme une saignée, ne produisent pas leur nourriture. Mais l'aide que reçoit cette nouvelle clientèle politique, pourtant minoritaire, paraît disproportionnée. La logique qui veut que les paysans (80 % de la force de production) « se débrouillent tous seuls » les condamne souvent à la disette, au pire à la famine. Ce type de raisonnement montre avec

toute sorte — y compris bon nombre de camions fournis par l'aide internationale — des dizaines de milliers de personnes font profiter les circuits parallèles. Tous n'ont pas cette possibilité.

Les paysans et les citadins

A Takko, à Svay-Rieng, à Pursat, ces milliers de paysans végètent misérablement, haillonneux, amaigris, écorchés de chaleur, beaucoup regardent passer les convois de vivres sans y avoir la moindre part. Les informations recueillies pendant deux semaines de déplacements en province font apparaître que, dans le meilleur des cas, les distributions, parfois espacées de plusieurs mois, ne dépassent jamais 2 kilos de riz, de maïs ou de farine, soit cinq jours de ration minimale. Par conséquent, les fonctionnaires et les membres adultes de leurs familles touchent chacun 13 kilos de riz et leurs enfants la moitié. A Phnom-Penh, des citadins qui n'appartiennent pas à l'administration reçoivent néanmoins 7 à 8 kilos par mois. On comprend que la ville agisse sur les campagnes comme un aimant, et que bien des personnes interrogées pensent que les secours « profitent toujours aux mêmes ».

Dans les régions limitrophes du Vietnam, les plus touchées par les guerres, l'exode rural s'accroît. Des familles mendient leur subsistance de village en village. Les paysans privilégiés, ceux qui ont des bœufs ou une bicyclette, s'en sortent en faisant du colportage et du troc. Les autorités confirment parfois cette situation inquiétante. M. Thach Chau, l'un des responsables de Svay-Rieng (à 120 kilomètres au sud-est de Phnom-Penh), nous dit : « La population manque de riz depuis la fin avril. Toute la récolte a été mangée. Nous n'avons plus de stocks. Les distributions sont insuffisantes. Si nous ne pouvons pas régulièrement approvisionner pendant les pluies, nous ne pourrions pas éviter la famine ».

Après une nouvelle « année zéro », à l'approche de la deuxième saison des pluies, toute la réhabilitation du pays, l'avenir et l'état de santé de ses habitants vont dépendre du riz. Celui de l'aide internationale pour sa survie immédiate, et celui des rizières khmères pour la reconstruction de l'économie.

ROLAND-PIERRE FARINGAUX.

Prochain article :

LA RÉSURRECTION

Chine

M. Geng Biao négocie à Washington l'achat de matériels militaires américains

M. Geng Biao, vice-premier ministre, membre du bureau politique et secrétaire général de la commission militaire du parti communiste chinois, est arrivé dimanche à Washington et devait entamer le 26 mai des conversations avec le secrétaire américain à la défense, M. Harold Brown.

Le M. Geng Biao aux Etats-Unis doit se prolonger jusqu'au 4 juin. Elle répond à celle que M. Brown avait faite en Chine au mois de janvier dernier et elle a été préparée sur place depuis deux semaines par une mission militaire chinoise conduite par le général Liu Huaqing, chef d'état-major général de l'armée de terre.

Les entretiens porteront principalement sur la vente par les Etats-Unis à la Chine soit d'équipements militaires d'intérêt défensif ou logistique (avions de transport, hélicoptères, véhicules, matériel de transmission, etc.), soit de technologies avancées d'intérêt civil mais pouvant avoir des applications militaires (station de réception au sol pour satellite d'observation de type « Landsat » notamment).

A l'occasion de la Pentecôte

TRENTE EVEQUES ASSISTENT A LA MESSE PONTIFICALE A PÉKIN

Pékin (Reuters). — Les personnalités religieuses qui participent au synode de l'église catholique patriarcale de Chine ont assisté, dimanche 25 mai, à la messe pontificale célébrée à l'église de Nantang. Une trentaine d'évêques chinois et plus de soixante-dix prêtres venus de toutes les régions de Chine entouraient l'évêque de Pékin, Mgr Fu Tieshan.

La messe pontificale a été chantée en latin, suivant les rites romains. Environ sept cents fidèles se pressaient dans l'église et ont entouré les évêques à l'issue de l'office pour demander leur bénédiction. Ce rassemblement de responsables de l'église catholique patriarcale est le plus important en Chine depuis près de vingt ans.

Jusqu'à présent, les responsables américains n'ont pas envisagé de livrer à la Chine d'autres types de matériels militaires. Avant de quitter Pékin toutefois, M. Geng Biao a déclaré au cours d'une conférence de presse que la République populaire espère faire sur un pied d'égalité avec les autres pays qui acquièrent des armements aux Etats-Unis, tels l'Egypte ou l'Arabie Saoudite, aux quels ont été livrés notamment des appareils de combat.

Les entretiens militaires sino-américains ont été précédés par les essais réussis des premiers missiles balistiques chinois intercontinentaux (le monde des 20 et 23 mai). Cette circonstance pourrait conduire les responsables américains à soulever à nouveau avec M. Geng Biao le sujet déjà abordé, en janvier, à Pékin, par M. Brown, d'une éventuelle participation de la Chine à des programmes de contrôle des armements nucléaires.

La réception traditionnelle

organisée à Pékin par le corps diplomatique africain à l'occasion de la journée de l'Unité de l'Afrique a été annulée cette année par crainte de manifestations. Les étudiants africains de la capitale avaient en effet fait connaître leur intention de protester contre le fait qu'un de leurs camarades originaire de Sierra-Leone, ait été retenu près d'une dizaine de jours et malmené par la police pour avoir eu des relations sexuelles avec une jeune chinoise. — (A.F.P.)

● L'auteur d'un vol de plus de 40 kilos d'or, commis en 1961, qui avait été condamné à mort le 30 avril dernier, a été exécuté dans le nord-est de la Chine, a rapporté lundi 26 mai, le Quotidien du peuple en première page. Son épouse et complice, avait été elle aussi, condamnée à mort, mais avec un sursis de deux ans. Avant la découverte de son vol, le supplicié s'était distingué à plusieurs reprises dans son usine pour son activisme, obtenant le titre de « ouvrier modèle » et devenant membre du parti. — (A.F.P.)

La France a un langage d'un... déclare M.

Une mise en garde de l'ambassadeur des Etats-Unis...

LA REMONTE EN CHARGE...

La presse soviétique « l'esprit de... »

De notre... Si l'esprit soviétique... la presse soviétique... l'esprit de... de notre...

مكتبة

DIPLOMATIE

La France a tenu à l'U.R.S.S. un langage d'une grande fermeté
déclare M. François-Poncet

Pendant le samedi 24 mai au « Journal inattendu » de R.C.T., M. François-Poncet a déclaré que le gouvernement français, tout au long de la visite de M. Gromyko à Paris, a tenu à l'U.R.S.S. « un langage d'une grande fermeté ». Indiquant que le projet de sommet des puissances responsables évoqué par M. Giscard d'Estaing, pourrait se tenir « à partir du début de 1981 », à la condition que de nouvelles causes de tension ne soient pas apparues d'ici là, notamment en Afghanistan, le ministre français des affaires étrangères a ajouté : « Il est important que l'Union soviétique tienne compte de cette préoccupation, j'allais dire de cette mise en garde ». Selon lui, la France est « dans le camp occidental », mais « l'absence ne signifie pas alignement ». « Il peut arriver que dans certaines situations, nous nous mettions d'accord (avec les États-Unis) pour avoir des politiques qui sont différentes tout en étant parallèles ».

Une mise en garde de l'ambassadeur des États-Unis

Pour sa part, M. Arthur Hartman, ambassadeur des États-Unis en France, a traité des relations euro-américaines dans un discours prononcé, dimanche 25 mai, à l'occasion du Memorial Day, au cimetière américain de Nogent-sur-Seine. Revenant sur la trentième année de l'ambassadeur, M. Hartman a dit : « Cette situation n'est pas un cadeau. Elle représente un énorme effort de la part des démocrates

occidentaux, et surtout une volonté politique de coopérer au sein d'une alliance dont le but bien défini est d'éviter une nouvelle guerre. Tout fléchissement de cette volonté, tout relâchement de cette coopération courrait le risque d'une aventure des plus dangereuses ».

Selon M. Hartman, « le danger d'une hésitation de notre part a été mis en relief très clairement par les événements d'Afghanistan ». L'installation d'une force militaire soviétique dans ce pays fait planer, à terme, une grave menace sur les sources d'énergie de l'Europe, du Japon et des États-Unis. Nos intérêts vitaux à tous sont directement menacés et c'est à partir de là que nous devons qu'évoquer les guerres. Il me paraît donc de la plus haute importance de dévotion pour la survie de nos sociétés, que nous, Européens, et nous, Américains, regardions ensemble la situation au Moyen-Orient bien en face, et en tirons des conclusions communes ».

Sous le titre « Un ambassadeur donneur de leçon », Max Léon écrit dans l'Humanité : « Si son Excellence, il ne fallait donc pas aller à Varsovie et, au contraire, compromettre un peu plus les relations Est-Ouest et la détente ».

M. l'ambassadeur aurait souhaité sans doute que les pays français participent à la brillante opération de l'abus dans le désert israélien ?

Mais le rôle d'un ambassadeur accrédité à Paris est-il de dicter à la France ce que devrait être sa politique ?

Selon M. Pomiatowski

L'EUROPE DOIT « SOUTENIR LA REMONTÉE EN CHARGE DES ÉTATS-UNIS »

M. Michel Pomiatowski évoque la situation internationale dans Prospectives hebdo, bulletin de l'Institut de prospective politique dont il est le directeur (numéro du 23 mai). Il note que la tension actuelle est caractérisée par « deux facteurs de risques accrus » : « La remontée en puissance des États-Unis sur la scène internationale, entre trois et cinq ans et ajoutera à la tension ; la capacité de tir nucléaire à grande distance de la Chine inquiète profondément les Russes ». Il souligne ensuite que, face à cette situation, la « réponse européenne » devrait consister à « soutenir la remontée en charge stratégique et géopolitique des États-Unis pour rétablir un nécessaire équilibre international ». Lutter contre les facteurs de l'insécurité de l'Europe ; agir pour réduire une tension et les risques de « collision » et de guerre dont l'Europe serait la première et la seule victime, les superpuissances ayant intérêt à porter leurs épreuves de force sur un territoire tiers. L'ancien ministre d'Etat ajoute : « Si la période de tension

qui s'ouvre peut être traversée sans trop de dommage, nous entrerons alors dans une période marquée par la complémentarité des deux mondes. Nous pouvons penser à notre planète sous bien des formes. L'une d'elles est de concevoir l'unité et la réciprocité de dépendance des pays avancés (U.R.S.S., les deux Europe, les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, l'Afrique du Sud). Dès ces pays s'embriment et l'émbrication, si elle suit la pente naturelle des événements, ira croissant (...).

« A plus long terme, le grand problème résidera dans les rapports entre les pays avancés, disposant d'une culture, d'une technologie, d'une science toujours plus sophistiquée et raffinée et le reste du monde. Ainsi voyons-nous se dessiner, pour le monde avancé, trois étapes marquées par la menace, la complémentarité, la solidarité, la nécessité pour nous, citoyens pacifistes d'une vision globale projetée sur un quart de siècle des problèmes qui se posent au sein du monde avancé et entre ce monde et les autres États de la planète ».

La presse soviétique exalte « l'esprit de Varsovie »

De notre correspondant

Moscou. — Si « l'esprit souffle où il veut », il ne fait aucun doute pour les commentateurs soviétiques qu'en ce mois de mai c'est Varsovie qui a chuté. Deux événements justifient cette appréciation : le sommet des États socialistes et, après lui, la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing. Naturellement, admet Novosti, « après lui » ne veut pas nécessairement dire « par voie de conséquence » ; mais les deux événements « possèdent un tel potentiel de conséquences durables que l'on est en droit d'utiliser l'expression : esprit de Varsovie ». En quoi consiste-t-il ? Le commentateur de l'agence de presse soviétique, dont les articles sont essentiellement destinés à l'étranger, en donne une définition qui ne correspond pas exactement à l'interprétation du gouvernement français. En lui-même, l'analogisme entre les deux réunions est déjà gênant, mais les Soviétiques vont encore plus loin par la manière dont ils introduisent, pour l'évacuer immédiatement, la question afghane. L'essence de « l'esprit de Varsovie » tient en un « retour au dialogue après une période d'éloignement et d'hostilité ». Occidentaux et Soviétiques ne sont pas d'accord sur les causes de cette tension. Pour les premiers, c'est l'Afghanistan ; pour les seconds, l'hostilité a commencé bien avant. « Mais, ce n'est pas ce qui compte maintenant », affirme Novosti. La question est de savoir si l'on admet ce prétexte (ou pour l'Occident cette « raison ») pour faire dériver la paix. Or, l'esprit de Varsovie signifie « un appel à revenir à la diplomatie, après une période d'anti-diplomatie, à revenir au bon sens et à la politique de détente ».

« Car, renchérit la Pravda du dimanche 25 mai, les pays socialistes ne peuvent pas faire tout seuls. Leurs actions unilatérales en faveur de la paix, aussi colossales soient-elles, ne suffisent pas. Il faut absolument chercher des contacts avec tous ceux qui sont intéressés et prêts à être un pas en direction de ces efforts pacifiques ». D'où « la signification importante » de la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing qui a montré, poursuit le journal du P.C. soviétique, que « des divergences dans l'approche de telle ou telle question concrète de la vie internationale (sous-entendu l'Afghanistan) ne créent pas des obstacles insurmontables dans la recherche d'une voie pour le maintien et le renforcement du processus de détente ». Et la Pravda conclut en lançant un appel à la coopération de toutes les forces éprises de paix et à l'isolement des partisans de la guerre froide.

Si les chefs d'Etat s'estiment trop occupés pour participer au sommet mondial proposé par le pacte de Varsovie, qu'ils regardent comme le leur conseil Novosti : « combien de temps Leonid Brejnev consacra-t-il à la cause de la paix ». Voilà l'exemple à suivre. Esprit de Varsovie, est-ce là ?

DANIEL VERNET.

● Le conseil des ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) a pris fin dimanche 25 mai à l'issue de quatre jours de travaux dans la capitale togolaise. Les ministres des seize pays de la communauté ont adopté un rapport portant sur les tarifs douaniers, le commerce, la libre circulation des biens et des personnes, les transports, les télécommunications, l'énergie et l'agriculture. Ce rapport sera soumis à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront à partir de mardi à Lomé. — (A.F.P.)

M. Barre en Norvège

(Suite de la première page.)

On sait bien à Oslo que cette formidable concentration de sous-marins — deux cents, trois cents, dont la moitié nucléaires ? — ne vise pas la Norvège. Mais on sait aussi que l'U.R.S.S., en cas de conflit ou de tension extrême, sera sans doute prête à tout pour protéger cette zone stratégique, y compris donc à s'assurer du contrôle du Finnmark, la partie la plus septentrionale de la Norvège.

La politique de défense de la Norvège ne vise certainement pas à s'opposer à une telle éventualité ; le rapport des forces est par trop inégal. Mais l'apparte-

nance à l'OTAN, estime-t-on, devrait convaincre l'U.R.S.S. que toute attaque contre le pays sera considérée comme une agression contre l'alliance, et non pas comme une opération locale sans conséquences majeures. L'inconvénient de cette situation n'a jamais été sous-estimé à Moscou, dont la presse tente régulièrement d'intimider Oslo et dénonce comme autant de provocations tout effort — pourtant modeste — dans le domaine militaire.

C'était encore le cas il y a quelques semaines lorsque vingt-quatre mille hommes appartenant à sept pays membres de l'OTAN, ont participé aux manœuvres Anarak Express dans le nord du pays.

La Norvège, pourtant, évite soigneusement tout ce qui pourrait passer pour une provocation : aucune arme nucléaire n'est stationnée sur son territoire et elle ne concède aucune base militaire à un pays étranger tant qu'elle ne sera pas attaquée ou menacée de l'être. Elle n'en partage pas moins au vaste réseau de l'OTAN de détention des sous-marins soviétiques et c'est sans doute trop pour Moscou. Elle a aussi décidé d'accepter le stockage sur son sol de certains équipements militaires lourds (américains) estimant qu'en cas d'attaque conventionnelle, les alliés n'auraient ni le temps, ni la capacité de transporter un tel matériel. Cette décision a également été fort critiquée par Moscou.

M. Nordli, le premier ministre travailliste, l'a justifiée en invoquant un renforcement de la présence militaire soviétique dans la région de Mourmansk. Ce genre de campagne soviétique n'émeut pas outre-mesure les Norvégiens : les sondages indiquent aujourd'hui un plus fort soutien à l'OTAN que dans les années 1950-1960. Les innombrables incidents mettant en cause des bateaux soviétiques trop « curieux », les incessants efforts de Moscou pour s'imposer de facto comme co-puissance tutélaire du Spitzberg, les tergiversations des représentants du Kremlin dans les interminables et intermittentes négociations sur

le partage de la mer de Barents, sont sans doute pour beaucoup dans le refus des Norvégiens de se considérer comme d'impardonnables fauteurs de guerre. Ils n'ignorent pas, au demeurant, qu'avec une armée d'active d'environ cinquante mille hommes seulement — mais dont les effectifs pourraient être rapidement multipliés par six en cas de mobilisation — on ne peut guère les soupçonner d'intentions belliqueuses. Certains militaires norvégiens ne manquent d'ailleurs pas de dénoncer régulièrement l'insuffisance de l'effort militaire du pays. Ainsi par exemple, l'amiral Herjolfsen, inspecteur général de la marine, selon lequel, si la politique actuelle n'est pas modifiée, la Norvège n'aura ni posé de mines anti-sous-marins ni bâtiments d'escorte en 1980.

Le refus de la Norvège de se livrer à toute provocation à l'égard de l'U.R.S.S. se retrouve dans l'affaire des euromissiles : M. Kaut Erydriund, le ministre des affaires étrangères, s'est encore déclaré, la semaine dernière, favorable à des négociations entre l'OTAN et le pacte de Varsovie pour éviter si possible le déploiement (en 1983) des Pershing-2 et des missiles de croisière destinés à faire pièce aux SS-20 soviétiques que l'U.R.S.S. a commencé à mettre en place depuis plusieurs années. Cette préférence traditionnelle de la négociation n'exclut pas la fermeté politique ; c'est en des termes très nets, par exemple, que M. Nordli avait condamné l'invasion de l'Afghanistan, « violation inacceptable du mode de conduite qui constitue le fondement de la politique internationale », avant de recommander aux sports norvégiens de boycotter les Jeux olympiques de Moscou. Car ces hommes du froid, qui ont su en quelques décennies d'années passer de la plus noire inégalité à une démocratie sans doute imparfaite mais (donc ?) réelle, sont aujourd'hui particulièrement sensibles à toutes les violations des droits de l'homme. Nonobstant le rachat du France, qui ne constitue après tout qu'une violation de nos traditions patriotiques...

JACQUES AMALRIC.

Espagne

MADRID ET LES PARTIS BASQUES S'OPPOSENT A PROPOS DE LA LUTTE CONTRE L'ETA

Bilbao. (A.F.P. Reuters). — Madrid et les partis basques viennent de s'engager dans une nouvelle épreuve de force à propos de la lutte contre l'ETA. Le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Juan José Rosón, a présenté, au milieu de la semaine dernière, un plan stratégique global de lutte contre le terrorisme, qui apparaît comme une déclaration de guerre à l'ETA. M. Rosón — qui annonce une augmentation des effectifs des corps de sécurité des actions judiciaires sévères contre ceux qui font l'apologie du terrorisme, des poursuites contre ceux qui refusent de collaborer avec la police — a également réaffirmé qu'il était opposé à tout type de négociation avec l'ETA et à toute mesure d'amnistie.

Dans un communiqué particulièrement dur, le parti nationaliste basque (P.N.V.), majoritaire dans le gouvernement autonome basque, se prononce au contraire en faveur de la négociation avec l'ETA. « Le problème basque n'est pas un problème politique, il doit être uniquement abordé avec des mesures politiques », poursuit le P.N.V., qui condamne également « tout type de violence, y compris celle de l'ETA », mais n'utilise pas une seule fois le mot « terrorisme ».

Les milieux bien informés soulignent que M. Rosón a ainsi fait l'unité des partis basques contre son plan alors que précédemment il recherchait leur appui dans l'espoir de déclencher une réaction civique.

Turquie

● A ANKARA, Mme Sevinç Ozguner, membre du conseil de l'Union des médecins de Turquie, comme pour son appartenance à des mouvements de gauche, a été tuée le vendredi 23 mai à son domicile.

HOMES-RELATIVES & ASSOCIÉS



Une maison pour les vacances construite comme une maison pour y vivre tout le temps.

La côte d'Aquitaine. La nature l'a dotée d'une magnifique plage de sable fin et d'une immense forêt de pins maritimes. C'est une exceptionnelle s'équipe accueillante de vastes lacs aménagés pour la voile et les loisirs. Là, vous pouvez enfin trouver à acheter une résidence secondaire pour y passer de merveilleuses vacances et week-ends. Résidences & Loisirs vous propose des maisons calmes, avec jardins privatifs, toujours remarquablement situées. A l'Ardilouse, près de Lacanau Océan, au milieu des pins ou sur le golf ; et bientôt au Vieux-Boucau, les pieds dans l'eau et à Soula-sur-Mer, tout près de la plage. Des maisons pour 4, 6 ou 8 personnes, à partir

de 133.000 F* terrain compris. Résidences & Loisirs, c'est une création du premier bâtisseur français, le Groupe Maison Familiale. Cela signifie qu'avant de construire votre maison, nous en avons construit plus de 80.000 dans toute la France, dont certaines ont plus de trente ans.

Cette expérience de la construction,

vous la retrouverez dans chaque détail de votre maison. Car nous utilisons les mêmes techniques, les mêmes matériaux traditionnels que pour une maison où l'on doit vivre toute l'année.

C'est une garantie que peu de constructeurs de résidences secondaires peuvent vous offrir. Et pour un prix qui, comme vous le voyez, a su rester sage.

Pour obtenir des

renseignements complets sur nos programmes à l'Ardilouse, Vieux-Boucau ou Soula-sur-Mer, remplissez, découpez et renvoyez ce bon à : Résidences & Loisirs (Groupe Maison Familiale), BP 18 - 59342 Cambrai-Cedex - Tél. 261.83.41. (*) Prix ferme et révisable* à mars 1980.

Afin de mieux vous conseiller, nous vous demandons :
- de nous indiquer le site qui vous intéresse :
l'Ardilouse, le Pin □
l'Ardilouse-Golf □
Vieux-Boucau □ Soula-sur-Mer □
(cocher le programme qui vous intéresse)
- de nous indiquer sans engagement de votre part, le prix que vous ne souhaitez pas dépasser :
133 000 F □ 180 000 F □ 200 000 F □
200 000 F □
Nous vous enverrons gratuitement une documentation sur nos programmes et leur environnement.

Nom/prénom _____
Adresse _____
Tél. bureau _____ domicile _____
Ce coupon est à renvoyer sous enveloppe affranchie à Résidences & Loisirs BP 18 - 59342 Cambrai - Cedex - Tél. 261.83.41.

Résidences & Loisirs
DU GROUPE MAISON FAMILIALE

AFRIQUE

Ethiopie

La visite du président Mengistu, à Khartoum consacre la réconciliation avec le Soudan

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Entre le Soudan et l'Ethiopie, le processus de réconciliation se poursuit. Le colonel

Libye

A la suite du sommet de Nice

LE PRÉSIDENT KADDAFI MENACE DE ROMPRE AVEC LES ALLIÉS AFRICAINS DE LA FRANCE

Le colonel Kadhafi, « chef de la révolution libyenne », a sévèrement critiqué, dimanche 25 mai, les pays africains francophones qui se réunissent tous les ans sous l'égide de la France et a menacé de fermer leurs ambassades à Tripoli. « Laissons à l'ambassade de France le soin de les représenter », a-t-il déclaré. « Si les pays africains francophones continuent à se réunir sous la direction de la France, le peuple libyen envisagera de cesser d'être économiquement lié à la France et de fermer leurs ambassades à Tripoli et de considérer l'ambassade de France comme étant leur porte-parole. »

Le colonel Kadhafi a cependant salué le retrait des troupes françaises du Tchad, tout en regrettant leur installation dans des pays limitrophes qui « permettraient leur retour au Tchad si la guerre civile continuait ». « Si on le lui demande officiellement, la Libye ouvrira pour faire rétablir la paix au Tchad, et elle en a les moyens », a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a commencé, samedi 24 mai, une visite officielle de cinq jours à Khartoum, où il participe aux cérémonies marquant le onzième anniversaire de la révolution soudanaise. C'est la première fois, depuis la chute de l'empereur Haile Selassié en 1974, qu'un dirigeant d'Addis-Abeba se rend au Soudan.

Après trois années de brouille, dues à la persistance des querelles frontalières et, surtout, à l'appui actif apporté par Khartoum à la cause des combattants érythréens, les deux pays ont amorcé un rapprochement en mars. Au terme d'une réunion conjointe tenue au début de ce mois, ils ont décidé de « réactiver les liens commerciaux traditionnels » et conclu un accord culturel. Des consultations régulières porteront sur les « problèmes de défense et de sécurité ». Surtout, il a été décidé d'« encourager et de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés de chacun des deux pays ». Le Soudan abrite quelque cinq cent mille réfugiés d'Ethiopie, érythréens pour la plupart. Leur présence pose de graves problèmes au gouvernement de M. Nemeiry.

Samedi soir, le colonel Mengistu a vivement attaqué les opposants à son régime ayant choisi l'exil : « Ils ont, a-t-il dit, été trompés ou manipulés par les ennemis de la classe de l'Ethiopie, les nobles et les propriétaires. En outre, ils ont assombré nos relations de bon voisinage », affirmant toutefois que son gouvernement ne nourrissait à leur égard aucune « intention de revanche ». Il a appelé ses hôtes à « l'ouverture d'une nouvelle page entre l'Ethiopie et le Soudan ». « Devons-nous, a-t-il demandé, sacrifier les efforts de nos deux peuples frères aux intérêts d'une minorité de destructeurs qui ne représentent rien et ne sont utiles à personne ? »

Le rapprochement entre Khartoum et Addis-Abeba est accueilli très favorablement au Kenya, qui entretient de bonnes relations avec les deux capitales. Une réunion tripartite pourrait se tenir prochainement. — J.-P. L.

Zimbabwe

M. MUGABE S'ENGAGE A LUTTER CONTRE LES OPPOSANTS ARMÉS AU RÉGIME DU MOZAMBIQUE

Les armées du Zimbabwe et du Mozambique vont mener des actions militaires communes pour éliminer les opposants armés au régime du président Samora Machel à Maputo, a annoncé samedi 24 mai à Salisbury le premier ministre du Zimbabwe, M. Mugabe qui a eu vendredi trois heures d'entretiens avec le président Machel dans le port mozambicain de Beira, a déclaré que son pays avait le « devoir » d'éliminer les éléments anti-Frelimo (Front de libération du Mozambique) qui se trouvent encore sur le territoire zimbabwéen. Il a également accusé l'Afrique du Sud d'abriter des groupes dissidents mozambicains et zambiens qui étaient basés en Rhodesie avant l'indépendance du pays.

Cette déclaration coïncide avec des informations faisant état de l'arrivée de nombreux réfugiés du Mozambique au sud-est du Zimbabwe, qui déclarent fuir de violents combats entre les troupes régulières et des guérilleros.

Un groupe d'opposition au président Machel, le Mouvement de résistance nationale (M.N.R.), qui avait des bases en Rhodesie sous les régimes précédents, a admis cette semaine à Johannesburg que son chef militaire, le commandant André Matsangase, avait été tué au cours d'un accrochage avec l'armée mozambicaine. — (A.F.P.)

Algérie

Une certaine effervescence continue à régner dans les universités d'Alger, où se poursuivait, dimanche 25 mai, la grève déclenchée au début de la semaine pour obtenir la libération des vingt-quatre personnes arrêtées lors des événements de Tizi-Ouzou et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat. Les enseignants sont sérieusement perturbés, notamment à l'université des sciences et techniques de Bab-Ezzouar, à l'est de la capitale.

Celle-ci a été investie samedi

Le conflit saharien

LE POLISARIO ASSURE AVOIR INFLIGÉ DE « LOURDES PERTES » A UNE GARNISON MAROCAINE

(De notre correspondant.)

Alger. — Le Polisario a annoncé dimanche 25 mai qu'il avait « infligé de lourdes pertes aux troupes marocaines » lors de l'attaque d'Abateh, localité située en territoire marocain, au sud de l'oued Draa, à environ cent cinquante kilomètres à l'est de Tarfaya. Dans ces combats, qui se seraient déroulés le 23 mai, les forces armées royales auraient perdu cent douze tués et autant de blessés. Vingt-neuf blindés et véhicules auraient été détruits ainsi qu'une importante quantité d'armes lourdes. Cet assaut succédait, selon les Sahraouis, à une autre opération menée contre la même ville le 20 mai et au cours de laquelle l'armée marocaine aurait eu cinquante-sept morts et vingt et un blessés.

La presse algéroise a reconnu ces derniers jours que les forces chérifiennes avaient réussi à briser l'entourlement de Zak. Quelque vingt mille hommes auraient été engagés par Rabat dans l'opération et assureraient la protection d'un « couloir » de trente kilomètres de long entre Zak et Lengab. Des convois ont pu ainsi ravitailler la garnison de quelque sept mille hommes assiégée depuis plusieurs mois et évacuer du 8 au 10 mai la population civile forte de six mille âmes environ vers Goulmine et Assa. — D. J.

Maroc

La réponse au référendum du 23 mai (99,71 % de « oui ») est présentée comme un « renouvellement de l'allégeance au roi »

De notre correspondant

Rabat. — Les Marocains ont répondu oui par 99,71 % des voix, le vendredi 23 mai au premier référendum sur la réforme du conseil de régence dont le président ne sera plus le prince Moulay Abdallah, frère du roi, mais le président de la Cour suprême, tandis que l'âge requis pour régner sera abaissé de dix-huit à seize ans.

On peut se demander si la masse des six millions et demi d'électeurs marocains qui ont participé au vote dans la proportion de 96,93 % des inscrits a prêté vraiment attention au contenu de la question. En fait, comme l'a reconnu le ministre de l'intérieur, M. Basri, dans la conférence de presse qu'il a tenue samedi, « ce référendum a tourné à un véritable renouvellement de la Baïa (allégeance) à sa Majesté le roi de tous les Marocains pris individuellement et dans leur ensemble politique, ethnique et social ».

Les partis politiques de la majorité avaient fait leur campagne sur le thème du renforcement des liens qui unissent la royauté au peuple. Les Marocains ont dit oui à leur roi beaucoup plus qu'aux réformes proposées, dont le détail donne d'ailleurs lieu à des interprétations divergentes. Tel est, notamment, le cas pour l'abaissement de la majorité du roi, dont la plupart des observateurs tirent la conclusion que le souverain a voulu laisser planer un doute sur le choix de son successeur qui, dans la monarchie marocaine, n'est pas forcément le fils aîné.

Quoi qu'il en soit, le succès remporté par le roi, vendredi, servira à n'en pas douter de réplique à tous les commentateurs et supputations sur la fragilité du régime marocain et sur la lassitude supposée du peuple face à la guerre du Sahara.

Pour préparer le deuxième référendum fixé au 30 mai, le roi Hassan II s'est adressé à son peuple dimanche 25 mai pour la troisième fois en deux semaines. Il

s'agit, cette fois d'amender deux articles de la Constitution concernant le Parlement. Le roi propose de prolonger la durée du mandat des parlementaires de quatre à six ans en invoquant la nécessité d'harmoniser la durée du mandat des parlementaires avec celle des mandats des élus locaux. En effet, un tiers du Parlement est élu indirectement par les élus locaux et les représentants des chambres professionnelles. Or, leur mandat est de six ans, alors que celui des députés était jusqu'ici de quatre ans.

L'opération aurait pu se faire sans opposition d'état l'impossibilité des députés de l'ancien Parlement. Prolonger leur mandat posait quelques problèmes, et l'opposition communiste et socialiste a invité à voter « non ». Les socialistes conseillent même à leurs électeurs de boycotter la consultation. Peut-être est-ce la raison de la prudence du roi, qui, contrairement à ce que l'assistent entendre les officiers, ne s'est pas prononcé sur le caractère rétroactif de l'amendement soumis à référendum.

ROLAND DELCOUR.

Tunisie

M. Abdelaziz Mathari, ancien ministre des finances, a été nommé gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, aux termes d'un décret pris par le président Habib Bourguiba. M. Mathari remplace M. Mohamed Ghenima à la tête de l'institut d'émission de Tunisie, poste qui lui donne rang de ministre. Agé de cinquante-huit ans, M. Abdelaziz Mathari, qui a été ministre des finances de décembre 1977 à avril 1980, est un spécialiste du secteur bancaire et de la gestion des entreprises. Après avoir dirigé différentes banques tunisiennes de 1957 à 1971, il a été nommé en mars 1971 à la tête de la SUTIDA (Société d'investissement et de financement du développement en Afrique). — A.F.P.

UN CADRE PASSE LA PLUPART DE SON TEMPS A ECOUTER. ET C'EST POURTANT LE DOMAINE OU IL EST LE MOINS QUALIFIE.

Cela commence dès que vous entrez dans votre bureau. Le téléphone sonne. Vous le décrochez et vous écoutez. Votre collègue vient vous parler d'un problème. Vous écoutez. Vous allez de réunion en réunion. Vous écoutez.



En fait, les cadres passent plus de temps à écouter qu'à faire tout autre chose. Malheureusement une grande partie de ce temps est du temps perdu. Des recherches montrent en effet que notre taux d'écoute efficace ne dépasse pas 25%. Un pourcentage étonnamment bas, extrêmement onéreux. Quand les cadres n'écourent pas avec efficacité, il n'y a plus de communication. Les idées et les informations se déforment jusqu'à 80% en passant les différents maillons de la chaîne de la communication. Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée. Voilà pourquoi chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde, nous formons nos cadres aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan de l'écoute. Nous avons mis au point des programmes complets d'enseignement de l'écoute pour les cadres de Sperry du monde entier. Des ingénieurs commerciaux de Sperry Univac aux techniciens agricoles de Sperry New Holland et jusqu'au Président. Ces programmes nous aident à tirer le meilleur parti du temps que nous passons à écouter. Ainsi, lorsque vous parlerez à quelqu'un de Sperry, vous serez assuré, que ni vous, ni lui, ne perdrez votre temps.



Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Ecrivez à Sperry, Dept. MD 2, 58 Avenue de la République, 91400 Courcouronnes, pour recevoir notre "test d'écoute" qui vous distraira et vous surprendra.

L'Afrique

nous déclare le

« L'un des plus sérieux problèmes auxquels l'O.U.A. est confrontée aujourd'hui est la multiplication des conflits interafricains. Quelles seront, à ce stade, nos priorités ? »

« Je suis, bien entendu, favorable à des règlements pacifiques. Mon approche sera celle de la médiation et de la conciliation. Je crois qu'il faudra se situer dans le conflit le plus tôt possible. Quand ils sont encore à l'état embryonnaire. Il faudra aussi des sous-comités spéciaux qui pourront enquêter et intervenir rapidement. Une autre méthode sera le recours à un « Corps de sécurité politique », créé dans le cadre de l'O.U.A. qui pourra se réunir sans préavis et offrir une plate-forme aux plaintes éventuelles des intéressés. Ce comité pourrait être installé à Addis-Abeba, siège du secrétariat général de l'O.U.A. »

« Que penser-nous de l'ancien coup d'Etat au Libéria ? Mon approche sera celle de la médiation qui dirige des pays et des exécutions dignitaires de l'ancien régime ? Ces événements nous font avoir des incidences sur nos relations avec le Libéria et, si oui, dans quelle mesure ? »

« Nous manquons d'informations. Nous avons fait un démarche pour exprimer notre inquiétude à la suite de l'arrestation et de l'exécution de certaines personnalités en respectant quelques jours seulement, ce qui n'a guère laissé de temps à

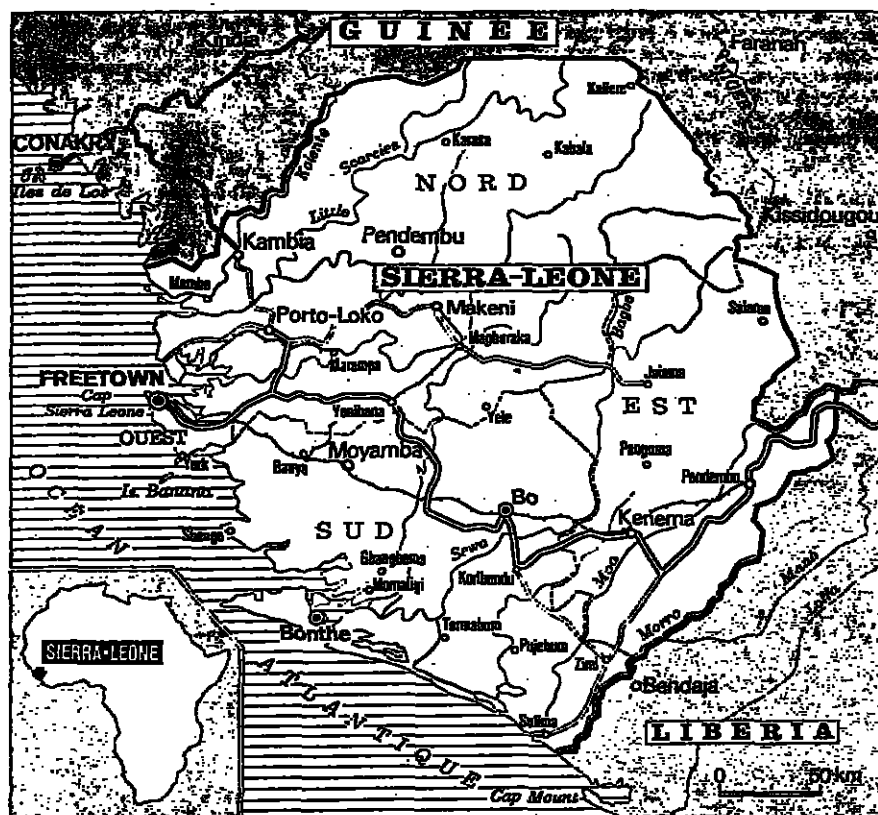
La Sierra-Leone à l'heure de l'O.U.A.



Petit pays situé sur la côte de l'Afrique occidentale, la Sierra-Leone s'apprête à accueillir fin juin et début juillet, la grande fête annuelle du continent : le conseil des ministres puis le sommet de l'Organisation de l'unité africaine, auquel prennent part, habituellement, au moins une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement. A cette occasion, le président de la Sierra-Leone, M. Siaka Stevens, sera porté pour un an à la présidence de l'organisation panafricaine.

Tout en étant une source indiscutable de prestige, l'accueil de plus de trois mille délégués, invités, fonctionnaires et journalistes, n'est pas une mince affaire. Freetown, l'ancienne capitale des « créoles », ces esclaves affranchis par les Britanniques voilà deux siècles, perd de sa nonchalance pour s'ouvrir sur le monde extérieur. Les infrastructures mises en place ou améliorées à cette occasion — hôtels, routes, ferry-boats et piste aérienne — devront contribuer à relancer une économie stagnante. Pour avoir bénéficié, ces dernières années, d'une relative stabilité politique, la Sierra-Leone n'a pas, pour autant, en effet, réussi à sortir de sa léthargie.

Pour la première fois, le président de ce pays anglophone a participé à un sommet franco-africain, celui qui s'est tenu à Nice les 8 et 9 mai. M. Stevens espère ainsi multiplier les contacts avec les États francophones qui entourent son pays, à l'exception du Libéria voisin, où le coup d'Etat du 12 avril a provoqué une certaine inquiétude à Freetown. Cet ensemble de données explique sans doute pourquoi la France tout autant que la Sierra-Leone souhaitent renforcer une coopération encore embryonnaire.



Située entre la Guinée et le Libéria, la Sierra-Leone a une superficie de 71 328 kilomètres carrés et compte une population de moins de quatre millions d'habitants. Les principales ressources sont le diamant, la bauxite, le café, le cacao et le riz. Ancienne colonie de la Couronne, le pays est indépendant depuis 1961.

Un pays qui vit à deux rythmes différents

QUAND, dans le courant du mois d'avril, l'air devient lourd et que de sombres nuages s'agglutinent à l'horizon, annondateurs d'orages et de formidables rideaux de pluie, la Sierra-Leone accomplit sa mue annuelle. Les touristes désertent le complexe hôtelier du cap Sierra, à l'extrémité de cette péninsule qui embrasse la magnifique baie de Freetown. Alors, on, plutôt, un peu partout, le riz prend son élan. Le retour des pluies, dans cette société rurale, est une renaissance, la revanche de la nature.

Cette année, l'accueil du sommet de l'O.U.A. a légèrement cassé ce rythme. Dans les rues qui serpentent entre les vieilles maisons en briques, on entend encore les coups de feu des célébrations, sur ces avenues qui se glissent entre Freetown et la plage de Lumley, qui borde le

cap Sierra, cantonniers et électriciens sont à la tâche même le dimanche. Ici, on termine d'installer des lampadaires. Là, des équipes d'ouvriers réparent des chaussées bien abîmées. Désertées par les touristes en mal de repos, les rues de la ville sont d'ordinaire, les hôtels s'apprêtent à refaire le plein pour quinze jours au moins.

Dans une forêt domaniale qui s'étale sur des collines à quelques kilomètres du centre ville, le gouvernement a fait construire le « village de l'O.U.A. », soit seize petites maisons plutôt coquettes et très confortables qui seront réservées aux chefs d'Etat et de gouvernement. L'ensemble est agrémenté d'un restaurant et de deux courts de tennis. Des locaux ont été prévus pour les services de sécurité. Chaque bungalow disposera d'une équipe de service, cuisiniers compris.

Le cap Sierra, le centre de conférences a été agrandi afin de pouvoir accueillir environ trois mille personnes et l'hôtel Minuteman, qui le jouxte, a été doté d'une aile supplémentaire. A quelques centaines de mètres plus loin, le gouvernement a fait construire un bel hôtel, le Mamy Yoko, qui ouvrira ses portes fin mai ou début juin et dont la gestion a été confiée à l'U.T.E. la filiale hôtelière d'U.T.A. En tenant compte de l'hôtel Cape Sierra, la capacité de cette presqu'île située au bout de la longue plage de Lumley a donc été portée à environ cinq cents chambres de première catégorie. Deux casinos et plusieurs restaurants complètent cet ensemble touristique, le

premier dans l'histoire de ce pays dont l'énorme potentiel — plages, réserves d'animaux, sites de montagne — est demeuré, jusqu'ici, pratiquement inexploité.

Le sommet de l'O.U.A. a également été l'occasion de réaménager l'aéroport international qui se trouve sur l'île de Lungi, face à Freetown. Pour garer les avions des chefs d'Etat, le parking aérien a été élargi. Le projet de construire un nouvel aéroport continental, facilitant l'accès à Freetown, a été abandonné en raison de son coût trop élevé. L'aéroport de Lungi a été doté d'un système d'atterrissage aux instruments. De nouvelles jetées ont été construites pour faciliter la navette, entre l'île et le continent, de trois gros ferry-boats commandés au Japon et qui remplaceront les deux vieux bâtiments actuels.

L'approche du sommet et les retards pris sur plusieurs chantiers ont donné à Freetown cet air de fébrilité bien inhabituel en fin de saison touristique. Au rez-de-chaussée du ministère des affaires étrangères, des bureaux ont été affectés à l'organisation de la conférence et plusieurs hauts fonctionnaires travaillent sur des organigrammes neuils collés aux murs. A l'hôtel Brookfield, dont la terrasse est le rendez-vous de fin d'après-midi des hommes d'affaires et des fonctionnaires, des bungalows ont été construits en série. Sur les étalages du marché africain, les inévitables tee-shirts imprimés à la gloire du panafricanisme ont fait leur apparition.

Une stabilité politique

La vieille cité ouest-africaine des « hommes libres » semble s'habituer à ces changements qui tentent d'en secouer la somnolence. A l'heure de la sieste, le moment le plus étouffant quand la pluie ne vient pas, seuls les enfants de Freetown paraissent encore conserver assez d'insouciance éternelle pour se remuer et crier. Le monde des ministères débraillés s'assoupit si possible dans un maigre courant d'air ou sous un ventilateur. Secrétaires et plantons affichent une gentille force d'inertie bien compréhensible. Il aura fallu la venue de l'O.U.A. pour rompre un peu cette pesante atmosphère, la percée d'égouts et la réfection de trottoirs créant, ici et là, quelques bruyants embouteillages. Les sirènes des motards — les futures escortes des chefs d'Etat — y mettent également du leur.

Le centre-ville est dominé par la silhouette bien penchée de la State House, un palais présidentiel qui fait penser à une HLM des années 50 bâtie sur les fondations d'un ancien fort britannique. Quelques vieux canons bien brisés témoignent d'un passé colonial vieux déjà de près de vingt ans. On y

L'Afrique doit en revenir à la concertation

nous déclare le président Stevens

● L'un des plus sérieux problèmes auxquels l'O.U.A. est aujourd'hui confrontée est la multiplication des conflits interafricains. Quelles seront, à ce sujet, vos priorités ?

— Je suis bien entendu, l'avocat des règlements pacifiques. Mon approche sera celle de la médiation et de la conciliation. Je crois qu'il faudra se saisir des conflits le plus tôt possible, quand ils sont encore à l'état embryonnaire. Il faudra créer des sous-comités spéciaux qui pourront enquêter et intervenir rapidement. Une autre méthode sera le recours à un « Conseil de sécurité politique », créé dans le cadre de l'O.U.A., qui pourra se réunir sans préavis et offrir une plate-forme aux plaintes éventuelles des intéressés. Ce comité pourrait être installé à Addis-Abeba, siège du secrétariat général de l'O.U.A.

● Que pensez-vous du récent coup d'Etat au Libéria, du Conseil populaire de rédemption qui dirige depuis ce pays et des exécutions de dignitaires de l'ancien régime ? Ces événements ont-ils entraîné des incidences sur vos relations avec Monrovia et, si oui, dans quelle mesure ?

— Nous manquons d'informations. Nous avons fait une démarche pour exprimer notre inquiétude à la suite de l'arrestation et de l'exécution de trois personnalités en l'espace de quelques jours seulement, ce qui n'a guère laissé de temps à la

Le président Stevens s'apprête à accueillir avec « humilité et gratitude » la présidence de l'Organisation de l'unité africaine qu'il doit assurer, pour un an, à compter de juillet. Dans l'esprit du sommet extraordinaire de l'organisation panafricaine, réuni à Lagos fin avril, il entend porter une attention particulière, pendant la durée de son mandat, aux problèmes d'« intégration économique » du continent ainsi qu'au développement de relations « plus équilibrées » entre l'Afrique et les pays industrialisés.

— Sur le plan politique, nous devons en revenir à nos traditions africaines de consultation et de concertation, quelles que soient nos sources de désaccord », nous a-t-il également déclaré début mai en nous recevant dans son bureau de Freetown. Ce vieux homme, qui aime bien la plaisanterie et entend plaider le bon sens, en impose visiblement à ses collaborateurs qui l'écoutent respectueusement. Sur son bureau s'étalent pêle-mêle souvenirs de voyage et cadeaux de visiteurs. Dans le concert du panafricanisme, M. Stevens fait figure de modéré et de conciliateur. Voici les réponses qu'il a bien voulu donner à nos questions.

tenue d'un véritable procès, sans parler de la défense des inculpés. Lors du sommet de l'O.U.A. à Lagos, le président Shagari s'est montré très ferme (1). J'espère, pour ma part, que cette question sera clarifiée avant le sommet que nous accueillons en juillet.

● Que pensez-vous des sommets annuels franco-africains ? Croyez-vous, en outre, que le « trilogue » provoqué l'an dernier par M. Giscard d'Estaing entre l'Europe, la

(1) Les autorités du Nigeria ont refusé l'accès de leur territoire à la délégation du Libéria présidée par M. Mathews, nouveau ministre des affaires étrangères. M. Sanghor, chef d'Etat du Sénégal, a présidé à titre intérimaire la conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement. Nous pourrions aborder un plan économique.

● Où en sont, à ce propos, les relations entre la France et la Sierra-Leone ?

— Les progrès sont heureux. Nous recevons une aide considérable, notamment dans le domaine des communications. La Caisse centrale de coopération fait désormais partie du tableau. J'en suis très heureux et j'ai bon espoir en ce qui concerne l'avenir.

● Vous qui avez été, par le passé, l'avocat du multipartisme, vous dirigez aujourd'hui un régime de parti unique. Pourquoi ?

— Le proverbe dit que seuls Dieu et les fous ne changent pas. Nous avons changé de système parce que nous avons découvert que le multipartisme constituait une perte d'énergie. Nous n'avons pas assez de gens de valeur, notre taux d'alphabétisation et d'insurrection est trop bas pour que nous puissions nous permettre un tel luxe. Ce n'est pas possible. Notre capital, nous devons l'investir dans un seul endroit pour le moment. En outre, dans nos langues tribales, il n'y a pas de mot pour signifier « opposition loyale ». L'opposition est le loyalisme sous deux termes contradictoires. Lors d'une rencontre, en province, avec des paramours chefs (grands chefs), l'un d'eux m'a dit : « L'époque qu'ils étaient perplexes devant la multiplicité des partis.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI. (Lire la suite page 15.)

Proche-Orient et l'Afrique, peut contribuer à établir des ponts ?

— Ce qui rassemble ne peut être qu'utile. Le « trilogue » est une bonne idée. Je suis partisan des rencontres, des contacts directs, des faces-à-faces — ainsi que vous le dites, vous les Français. Je viens d'aller voir moi-même le président Chadi à Alger et je crois qu'il m'a apporté quelque chose et que je lui ai apporté quelque chose. Les sommets franco-africains sont une bonne chose. J'apprécie la nouvelle approche française, qui est régionale. Elle contribue à nous sortir de notre isolement. Dans les conférences panafricaines, je vois les délégués francophones s'embrasser. Nous, les anglophones, nous sommes victimes de notre réserve.

LA PLUPART
ECOUTER
TANT
LEST LE
FE.

SPERR



De la « longue marche » à la stabilité

par PHILIPPE DECRAENE

« L'HISTOIRE immédiate » de la Sierra-Leone commence avec la « longue marche » des frères Margai (Milton et Albert). Après s'être violemment opposés, les deux hommes se sont succédés à la tête de l'État jusqu'à la prise du pouvoir par l'armée en mars 1967. Tandis que Sir Milton cherchait à créer un lien national entre les autochtones et les colons, Sir Albert s'efforçait de réaliser l'unité politique entre ces deux blocs en mettant en place un parti unique.

Ethnologue réputé pour ses études sur la société secrète du Poru, Albert Margai, anobli plus tard par

la reine Elizabeth, cachait sous l'allure d'un aristocrate britannique une volonté farouche de soustraire les autochtones à la tutelle des créoles. Issu d'une grande famille de chefs traditionnels mendés, il était, en dépit d'un tempérament conservateur, décidé à éviter que la Sierra-Leone ne devienne un nouveau Liberia. Ces positions ne l'empêchèrent pas de se heurter très vite au progressisme du docteur John Karefa Smart, médecin loko, ou au militantisme de M. Siaka Stevens, syndicaliste limba, qui, après un régime militaire relativement éphémère, allait à son tour accéder à la magistrature suprême en avril 1968.

Le lieutenant-colonel (presque immédiatement promu général) Juxon-Smith, qui prend la tête du Conseil national de réforme, est une personnalité complexe, l'homme des paradoxes. Né en 1931, portant un nom à consonance créole, il est en fait d'origine mandingue par son père et d'origine mendé par sa mère. Elevé dans le protestantisme par sa grand-mère, il affirme pratiquer avec une foi égale, à la suite d'une vision nocturne qu'il a reçue, le protestantisme et l'islam. Prétendant incarner l'unité de la Sierra-Leone, il unit dans la Sierra-Leone, le fait d'être d'origine mendé et le fait d'être d'origine créole, le leader Wallace-Johnson, qui se réclame du marxisme.

Convient-il de parler d'enthousiasme juvénile lorsque le nouveau président du Conseil national de réforme menace de « nettoyer les écuries d'Augias », de combattre le népotisme et le tribalisme ? Avant de rappeler les faits, les dirigeants militaires décident de se donner un temps pratiquement illimité. Après avoir remis en liberté le gouverneur général, qui prend la route de l'exil moins de deux semaines plus tard pour « raisons de santé », le Conseil national de réforme confirme sa décision de légiférer seul.

Douze officiers en 1961...

Curieuse année que, au moment de l'indépendance, ne comptait que douze officiers et, cinq ans plus tard, en dépit des revendications de la troupe, n'en comptait encore que douze officiers et, cinq ans plus tard, en dépit des revendications de la troupe, n'en comptait encore que douze officiers et, cinq ans plus tard, en dépit des revendications de la troupe, n'en comptait encore que douze officiers.

Quelques réformes sont hâtivement mises en route. On augmente les impôts et on réduit les dépenses.

L'accès de la capitale reste interdit. D'autres personnalités politiques sont libérées, remplacées immédiatement par d'anciens ministres du gouvernement Margai. Les commissions d'enquête se multiplient. C'est à nouveau la confusion.

Les Sierra-Léonais s'impatientent. Des discussions, dignes de talmudistes, s'instaurent entre militaires pour apprécier le degré de trahison des résultats électoraux de mars 1968. En août, ont lieu de nouvelles libérations de personnalités civiles arrêtées sans avoir jamais été inculpées. C'est le cas de l'ancien avocat général Bertan Macaulay condamné, le mois suivant, à trois mois de prison pour offense à une commission d'enquête.

L'hétérodoxie la plus totale préside aux décisions du Conseil de

18 avril, un nouveau coup d'État militaire. Comme à Monrovia, en avril de cette année, c'est un sous-officier totalement inconnu de ses compatriotes qui accède au premier plan de la scène politique. En effet, un sergent-chef, un certain Mamadou Rogers, fait savoir, à la radio, l'arrestation de quarante officiers supérieurs appartenant à l'armée et à la police. Un Mouvement révolutionnaire anti-corruption (C.A.C.R.M.) est formé sous la présidence d'un sous-officier du nom de Patrick Conteh, sur lequel on ne possède pas plus d'informations que sur Mamadou Rogers. Il remplace le Conseil national de réforme. Scénario classique, les militaires annoncent le prochain retour des civils et dénoncent la corruption des hommes auxquels ils se substituent.

Le général Juxon-Smith est arrêté. Le 24 avril, M. Banja Tejan, président de la Cour suprême, devient gouverneur général et, trois jours plus tard, il recueille la prestation de serment de M. Siaka Stevens comme premier ministre. Pour la première fois, des militaires africains s'emparent du pouvoir pour le remettre à des civils. Pour la première fois également, des forces armées africaines se trouvent pratiquement privées de chef, par suite de l'arrestation de presque tous les officiers supérieurs — soit près de quatre-vingt personnes.

La chasse aux généraux

Après des funérailles nationales en l'honneur du seul soldat tué à Freetown (il y a sans doute eu d'autres tués à Daru et à Wilberforce où ont éclaté des mutineries), un premier gouvernement comprenant dix ministres est constitué. Il est présenté aux élus de mars 1967 qui n'avaient encore jamais eu l'occasion de siéger. Quelques jours plus tard, le cabinet est élargi et sept nouveaux ministres sont désignés. La démocratie semble rétablie puisque, sur les dix-sept ministres, onze seulement appartiennent à

Rappelé de New-York par le gouvernement civil, le général Lansana s'est réfugié au Liberia avec sa femme et ses huit enfants. Le gouvernement sierra-léonais demande son extradition. M. Brewah, ministre des affaires étrangères, va personnellement le chercher à Monrovia. Un tribunal de Monrovia se livre à une véritable parodie de justice, affirmant que le traité d'extradition signé en 1922 entre la Grande-Bretagne et le Liberia reste valable concernant la Sierra-Leone, ancienne colonie britannique. Les Libériens livrent le général Lansana. Le tribunal a l'hyppocrisie d'ajouter qu'il espère que le condamné sera jugé uniquement pour le délit mentionné dans la demande d'extradition — c'est-à-dire l'arrestation illégale du gouverneur général et du premier ministre, en mars 1967.

Le général Juxon-Smith, inculpé de « haute trahison », comparait en justice en octobre, en compagnie de trois commandants, d'un capitaine et de plusieurs officiers de police. Les civils ne sont pas épargnés. Partisan du libéralisme lorsqu'il se trouvait dans l'opposition, M. Siaka Stevens est très vite convaincu des vertus de l'autocratie. Après avoir violemment interdit les réunions publiques pour trois mois, le premier ministre fait arrêter, en mai, une quarantaine d'anciens collaborateurs de M. Albert Margai, dont M. Bertan Macaulay, ancien avocat général.

L'accès au pouvoir a décidément pour effet immédiat de faire oublier aux hommes politiques sierra-léonais tous les principes auxquels ils semblaient indéfectuellement attachés quelques heures plus tôt. M. Siaka Stevens, champion acharné du bipartisme sous le régime de M. Albert Margai, déclare dès juillet : « Je suis partisan d'un parti unique qui regrouperait toutes les bonnes volontés du pays. Je me suis aperçu que le parti unique est une nécessité pour l'Afrique. Il faut créer l'union nationale... » (1).

Un ancien démocrate converti

Champion du progressisme le plus intransigeant jusqu'en 1966, le nouveau premier ministre, auquel on demande s'il se considère comme socialiste, se pose en pragmatique et déclare, quelques semaines après avoir été mis en place par les militaires : « En fait, je ne me suis jamais soulevé de ces idéologies. L'histoire de mon pays est trop courte pour que nous puissions prendre le temps de penser en termes idéologiques... » (2).

On comprend, dans ces circonstances, que la situation locale ne soit pas sûre et que les nouveaux dirigeants s'en inquiètent. En juillet, M. Siaka Stevens annonce la découverte d'une menace imminente d'invasion de son pays par des mercenaires étrangers. Les aéroports sont fermés. Les vols à l'intérieur et à l'extérieur du pays sont

« Palmiers verts » contre « Soleil levant »

Au pouvoir, le docteur Milton Margai s'efforça, tout en s'appuyant sur ses compatriotes mendés, d'associer les représentants des autres ethnies au gouvernement, notamment les Temnes, dont un des leaders les plus influents était M. Kander Buren. Le maître des destinées du pays avait choisi de s'appuyer à la fois sur les chefs traditionnels et sur la société secrète du Poru pour gouverner. Les tenants des « palmiers verts », emblème du Sierra-Leone People's Party (S.L.P.P.), étaient fréquemment des adeptes du Poru...

Après la promulgation de la Constitution de 1962, le docteur Milton, devenu Sir Milton, fit route commune avec son jeune frère, l'avocat Albert Margai, et avec M. Siaka Stevens. Mais les élections de 1967 mirent en relief les divisions qui affaiblissaient les adversaires des créoles. En 1960, le docteur Albert Margai et M. Siaka Stevens fondèrent cide à éviter que la Sierra-Leone ne

La convocation d'une conférence constitutionnelle à Londres, en avril 1960, pour fixer la date d'accession du pays à l'indépendance réconcilia momentanément presque tous les leaders politiques locaux. Pourtant, en mai 1960, M. Siaka Stevens créait l'All Peoples Congress (A.C.P.), dont l'emblème est un soleil levant. Il repassait ainsi à l'opposition, boycottant les cérémonies du 27 avril 1961 lors de la proclamation de l'indépendance. Les élections générales de 1962 permirent au parti gouvernemental de conserver la majorité. L'A.C.P. remporta des succès appréciables en pays temne et à Freetown même.

La tentation du parti unique

Circonstance aggravante, au moment précis où les difficultés économiques culminaient, M. Albert Margai faisait, en janvier 1966, déposer au Parlement une motion réclamant l'instauration du parti unique. Pour n'avoir pas médité le précédent de l'abbé Fulbert Youlou qui, à Brazzaville, trois ans plus tôt, avait précipité sa chute en prenant une initiative analogue, « Big Albert » donna des armes à ses adversaires.

La polémique insistait autour du parti unique prit un tour aigu en mai, à la suite du dépôt d'une requête devant la Cour de justice de l'État par les membres de l'opposition. En janvier 1967, éclatèrent dans la capitale de violentes manifestations anti-gouvernementales, tandis que le premier ministre annonçait la découverte d'un complot militaire. Douze officiers furent arrêtés, dont le colonel John Bangura. Le Parlement fut dissous le 17 février. Sir Albert Margai comptait sur de nouvelles élections, prévues entre le 17 et le 21 mars, pour renforcer son autorité. En fait, il était déjà décidé à conserver le pouvoir quels que soient les résultats du scrutin. Dès lors, il entreprit une éruption au sein de l'armée.

Dès 1966, le major Genda était licencié de l'armée et nommé à l'ambassade de Sierra-Leone à Washington. Le mécontentement croissait au sein d'une armée dont le colonel John Bangura était le porte-parole. Les plaintes se multipliaient à l'adresse du général David Lansana. La nomination du colonel

frondeur comme adjoint au commandant en chef des forces armées ne suffit pas à dissiper le malaise.

Les Mendés restèrent plus fidèles au parti gouvernemental qu'à son chef. Aussi ce dernier chercha-t-il peut-être à regagner leur faveur lorsque, à la veille des élections générales, il fit arrêter huit officiers et cinq sous-officiers temnes impliqués, à ses dires, dans « le complot du 6 février ». Parmi eux figuraient le colonel John Bangura, ancien aide de camp du gouvernement général, trois lieutenants et trois capitaines.

Les résultats des élections du 18 mars reflétaient exactement la structure tribale du pays : le S.L.P.P. de M. Albert Margai obtint trente-deux sièges en pays mendé ; l'A.C.P. obtint trente-deux sièges en pays temne grâce aux électeurs créoles hostiles au gouvernement ; les indépendants enlevèrent deux sièges.

La formation d'un nouveau gouvernement s'impose et le gouverneur général, Sir Henry Lightfoot-Boston, suggère la mise en place d'un cabinet de coalition. L'opposition refuse. M. Siaka Stevens estime que des trahisements électoraux l'ont frustré d'une importante partie de sa victoire. Les militants de l'A.P.C. se regroupent devant le palais du gouverneur général pour réclamer le pouvoir, les 21 et 22 mars. Les premières manifestations se déroulent dans le calme, mais, le 22 mars, les forces de l'ordre ouvrent le feu faisant quatre morts et plusieurs blessés.

Le putsch du général Lansana

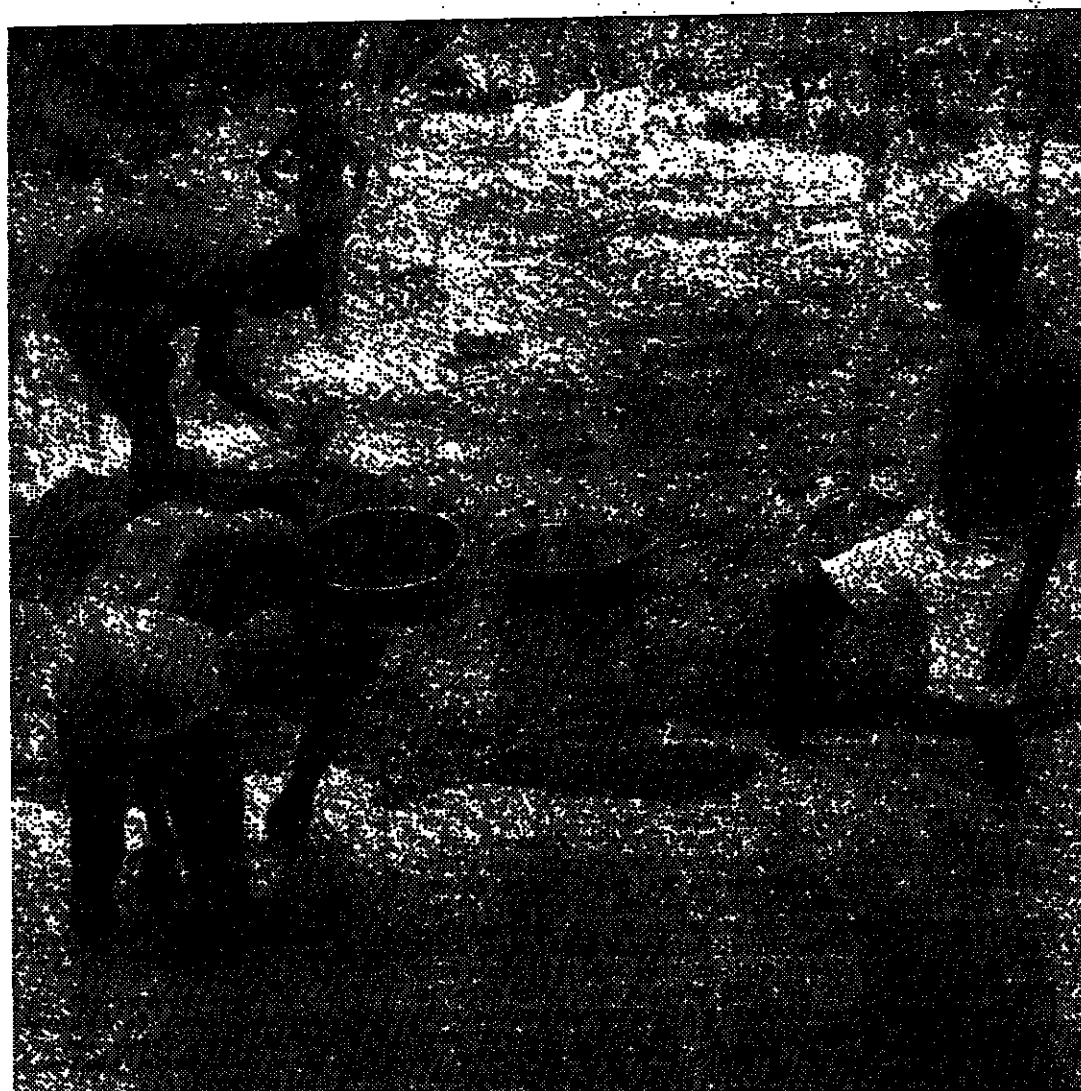
Une série de putschs éclatent alors, à un rythme encore inégalé en Afrique : trois en une semaine. Le 21 mars, au moment où Siaka Stevens est convoqué à State House pour prêter serment comme premier ministre, le brigadier général David Lansana fait encercler le palais par ses troupes.

La Constitution est suspendue. Les partis politiques sont dissous. Toute activité politique est interdite. Le général Lansana, Sir Albert Margai et M. Siaka Stevens, Sir Henry Lightfoot-Boston sont placés en résidence surveillée. Les membres du conseil justifient leur attitude par la volonté du général Lansana d'imposer à nouveau Sir Albert Margai, en dépit du verdict populaire.

En réalité, les avis sont partagés au sein de l'armée. Quelques offi-

clers reprochent effectivement au général Lansana son comportement. Mais d'autres redoutent le caractère alors réputé révolutionnaire de l'A.P.C. Tous estiment que les civils ont failli à leur mission. Ils considèrent que la vacance du pouvoir justifie une action de leur part.

Contrairement au coup d'État qui, un an plus tôt, a entraîné l'éviction du docteur Nkrumah au Ghana, le putsch est totalement improvisé. A preuve, la mise à l'écart d'« oncle Ambrósio » dès le 25, sous le seul prétexte qu'il était d'origine mendé, et son remplacement par son collègue d'origine créole, Andrew Juxon-Smith. Détail significatif, les deux hommes, qui rentrent à Freetown par le même aéroport, apprennent à l'échelle des Canaries, l'un sa destitution, l'autre sa promotion.



Des chercheurs de diamants.

L'exploitation diamantifère, qui profite à d'innombrables trafiquants étrangers, est plus rigoureusement réglementée. Une banque nationale de développement est créée.

Cependant, l'opinion locale ne reste pas passive. En mai 1967, les habitants de Freetown manifestent et réclament un retour au régime civil. Les militaires lèvent quarante-huit heures plus tard l'assignation à résidence de Sir Albert Margai et de M. Siaka Stevens, auxquels

réforme. Les exportations d'huile de palme, principale ressource agricole du pays, diminuent de 80 % par rapport à l'année précédente. La Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et le Fonds monétaire international consentent, à des titres divers, une aide financière et technique d'urgence au gouvernement Juxon-Smith. La situation économique reste pourtant aussi préoccupante que sous l'autorité de Sir Albert Margai.

Le coup d'État des sergents

La liberté totale de mouvement ayant été consentie en décembre à Sir Albert Margai, un Comité du pouvoir civil est créé par décret le 27 janvier 1968. Les deux anciens partis sont présentés dans le nouvel organisme, mais M. Siaka Stevens estime plus prudent d'attendre à Conakry, en Guinée, les résultats

des travaux du Comité. Les militaires souhaitent organiser de nouvelles élections. Les civils désapprouvant cette consultation électorale et préconisant la fin du régime militaire pour le 1^{er} juillet 1968.

Tandis que les militaires et les civils débattaient de l'opportunité d'organiser des élections, éclata, le

l'A.P.C., les vainqueurs de l'épreuve de force ayant tout de même réservé une place à leurs anciens adversaires politiques.

M. Siaka Stevens prend des mesures d'austérité et décide une réduction du traitement des ministres. Il s'agit de mesures répressives à l'égard des militaires ayant joué un rôle direct dans le putsch de mars 1967.

L'épuration entreprise au sein de l'armée atteint une telle ampleur que le gouvernement envisage de faire appel à des officiers britanniques ou canadiens pour remplacer les postes laissés vacants. Estimant que le régime militaire a couvert une corruption plus grave que celle qui existait sous le régime de M. Albert Margai, affirmant que le coup d'État de mars 1967 a causé une quarantaine de morts, M. Siaka Stevens poursuit, avec un acharnement particulier, les généraux Lansana et Juxon-Smith.

(1) Ce que je crois, par Siaka Stevens, « Jeune Afrique », n° 381 des 1^{er} et 7 juillet 1968, p. 14.

(2) Interview de M. Siaka Stevens par M. A. Gooding, *Paradise*, Genève, troisième trimestre 1968, p. 3.

précaire

Une atmosphère

Après des funérailles nationales en l'honneur du seul soldat tué à Freetown (il y a sans doute eu d'autres tués à Daru et à Wilberforce où ont éclaté des mutineries), un premier gouvernement comprenant dix ministres est constitué. Il est présenté aux élus de mars 1967 qui n'avaient encore jamais eu l'occasion de siéger. Quelques jours plus tard, le cabinet est élargi et sept nouveaux ministres sont désignés. La démocratie semble rétablie puisque, sur les dix-sept ministres, onze seulement appartiennent à

Après des funérailles nationales en l'honneur du seul soldat tué à Freetown (il y a sans doute eu d'autres tués à Daru et à Wilberforce où ont éclaté des mutineries), un premier gouvernement comprenant dix ministres est constitué. Il est présenté aux élus de mars 1967 qui n'avaient encore jamais eu l'occasion de siéger. Quelques jours plus tard, le cabinet est élargi et sept nouveaux ministres sont désignés. La démocratie semble rétablie puisque, sur les dix-sept ministres, onze seulement appartiennent à

L'économie souffre du développement spectaculaire de la construction. Cette dernière est le domaine de l'État d'urgence des services sociaux, et la définition du budget a été arrêtée en 1973 et 1976, passant de 25 à 50 millions de leones. Le mécontentement des élites locales, qui entretiennent à l'université de Freetown un climat permanent de contestation, le spectre de la banqueroute (3) qui menacent le paiement régulier des salaires des fonctionnaires, pourraient un jour ou l'autre faire de nouveau surgir les aspirants militaires de leurs casernes. Reste à savoir si ce sera le président Stevens ou prochain putsch, lui qui déclen-

précaire

suspendus. La troupe et la police gardent la moindre piste d'atterrissage. Le gouvernement rappelle à la radio « les réserves de la marine », détail qui ne manque pas d'humour lorsqu'on sait que les seuls chiffres jamais publiés officiellement sur les effectifs de la marine sierra-léonaise font état de soixante hommes.

En septembre et en octobre, des désordres éclatent à 300 kilomètres de la capitale dans la ville de Bo, fief électoral de l'ancien parti gouvernemental. Les troupes sierra-léonaises interviennent. Apparemment, le manque d'officiers ne semble pas nuire à l'efficacité des forces de l'ordre, qui répriment avec vigueur le mouvement, comme elles le feront quelques jours plus tard dans la zone d'exploitation des diamants, où une certaine agitation se manifeste. Le pays ne paraît pas à la veille de trouver une véritable stabilité et semble tout aussi difficile à gouverner par les civils que par les militaires. Pire, il paraît probable que les militaires qui ont porté M. Siaka Stevens au pouvoir puissent un jour prétendre avoir un droit de regard sur l'action présidentielle. Sans compter que ceux de leurs compagnons d'armes, plus gradés qu'eux, emprisonnés par Siaka Stevens leur demanderont tôt ou tard raison.

Autant d'« évidences » qui restent en fait lettre morte, déjouant ainsi tous les pronostics.

Si M. Siaka Stevens estime que le moment est venu d'adopter un régime de parti unique, c'est notamment parce que, en mai, pour la première fois depuis 1973, l'opposition — le parti du peuple de Sierra Leone (S.L.P.P.) — avait enlevé quinze sièges sur les cent que compte l'Assemblée nationale. « Le moment est venu pour notre pays d'adopter un système de parti unique », déclare-t-il. « Il ne faut pas se désintégrer en factions tribales, avec tout ce que cela impliquerait », déclare alors le président Stevens. Cet argument est souvent utilisé en Afrique, parce que les partis tendent à recruter leurs partisans selon des critères plus tribaux qu'idéologiques, et parce qu'un parti unique apparaît comme le seul véritable rempart de l'unité nationale.

Quoi qu'il en soit, en dépit des foucades présidentielles, malgré les pressions exercées sur ceux qui ne se soumettent pas inconditionnellement à la ligne gouvernementale, la Sierra-Leone, depuis la mise au pas des mutins impénitents par le « vieux homme », est un des rares pays d'Afrique où l'opposition peut encore faire entendre sa voix par ses députés siégeant au Parlement.

Une atmosphère d'incertitude

Sans céder à la tentation des comparaisons outrancières, comme celle qui consiste à tracer un parallèle entre l'Ouganda et la Sierra-Leone, on doit pourtant admettre que le rôle de l'armée n'a pas pris fin avec l'accession de Siaka Stevens à la magistrature suprême. En effet, l'atmosphère d'incertitude et de stabilité précaire qui n'a cessé de régner depuis l'accession de l'ancienne possession britannique à la souveraineté internationale laisse planer de façon à peu près permanente la menace de nouveaux putschs. Même si une réédition de la « brillante » série de 1967 paraît peu vraisemblable...

En mai 1971 d'ailleurs, écarté du pouvoir pendant vingt-quatre heures par un groupe de mutins que conduisit le général Bangura, Siaka Stevens a fait appel aux parachutistes de la Guinée voisine. Son collègue et ami Sekou Touré, passé comme lui du syndicalisme à la politique, lui a envoyé plusieurs compagnies de l'armée guinéenne. Sans que cette ingérence suscite la moindre protestation d'aucune chancellerie, ni même le moindre commentaire critique de la part de la presse internationale. Les soldats guinéens resteront plusieurs mois à Freetown et seront utilisés par le président Stevens comme garde-présidentielle personnelle. M. Sekou Touré, à un moment, caressa l'espoir d'une fusion entre la Sierra-Leone et la Guinée ne rapatriera qu'à contrecœur ce petit corps expéditionnaire.

En janvier 1975, une cour martiale prononce six condamnations à mort et un acquittement à la suite du jugement de sept militaires accusés de participation à un complot. Découverte en juin 1974, la conspiration prévoyait l'éviction de Siaka Stevens de la présidence à la faveur d'un déplacement que ce dernier effectuait alors en Roumanie. Le 19 juillet 1975, huit personnes, dont deux officiers, condamnées, dont le nom ne fut pas rendu public, sont pendues au gibet de la prison de Pademba Road, dans la banlieue de Freetown. Mais ces mesures n'assurent point pour autant le régime civil sur ses bases. Bien que reconduit, par un vote unanime du Parlement, pour un nouveau mandat de cinq ans, le président Stevens doit faire face à la montée de la contestation étudiante et à de graves difficultés économiques et financières. En février 1977, il proclame l'état d'urgence à la suite de troubles à l'université. En mars 1978, ce sont les lycéens de Freetown qui, appuyant un mouvement revendicatif déclenché par les chauffeurs de taxi, sont durant plusieurs jours maîtres du centre de la capitale où l'armée doit intervenir.

L'économie souffre du développement spectaculaire de la contrebande. Cette-ci détourne des caisses de l'Etat d'importantes rentrées fiscales, et le déficit du budget a doublé entre 1973 et 1976, passant de 25 à 50 millions de leones. Le mécontentement des élites locales, qui entraînent à l'université de Freetown un climat permanent de contestation, le spectre de la banqueroute (3) qui mettent en évidence l'absence de liquidités pour le paiement régulier des salaires des fonctionnaires, pourraient bien un jour ou l'autre faire de nouveau surgir les aspirants mutins de leurs casernes. Reste à savoir ce que pensera le président Stevens du prochain putsch, lui qui déclara

Colonisation et décolonisation réussies

par OLIVIER GASSOUIN (*)

« **L**a plus grande faiblesse du Libéria fut de n'avoir pas su à subir les avançages d'une décolonisation colonisée étrangère. » Cette boutade du président Tubman, le créateur du Libéria moderne, lui a-t-elle été inspirée par l'exemple de la toute proche Sierra-Leone, parvenue à l'indépendance un peu moins de cent vingt ans après son voisin libérien avec une économie prospère, un équipement satisfaisant, des institutions d'enseignement réputées ?

La Sierra-Leone, à la veille du départ des Anglais, en 1801, était faite de deux parties de superficies très inégales : la péninsule, siège de la colonie, à laquelle s'ajoutaient quelques îles, et le territoire proprement continental sur lequel s'étendait le protectorat.

C'est dans la péninsule qu'en 1787 un groupe de philanthropes anglais, avec l'approbation de leur gouvernement, avait installé d'anciens esclaves d'origines diverses. Ce modeste établissement qui, au début, se réduisait à une bourgade, Freetown, « la ville libre », construite sur un terrain acheté à un roi local, devint, en 1807, colonie de la Couronne. Le gouvernement de Londres, résolvant ainsi l'esclavage, en fit un centre de la lutte contre la traite des Noirs. Les esclaves libérés après arrachement par une escadre britannique des navires transporteurs de toutes nationalités vinrent, jusqu'à la disparition de la traite vers le milieu du dix-neuvième siècle, grossir le noyau originel. Freetown prit l'allure d'une petite capitale. Elle devint, pendant un certain temps, celle des établissements anglais de l'Afrique occidentale.

Cette communauté, après des épreuves courageusement surmontées (en particulier les razias des tribus du voisinage), fit preuve d'esprit d'initiative, et le pays — toute la péninsule était peu à peu après

acquisitions successives, passée sous la souveraineté britannique — connut une prospérité croissante grâce à la sage administration de gouverneurs attentivement contrôlés par l'autorité métropolitaine. De celle-ci, ils avaient reçu des consignes formelles : pas de discrimination raciale (1), pas d'expéditions militaires, pas d'agrandissements territoriaux, si ce n'est, en cas de nécessité absolue, par la voie d'accords librement négociés avec les potentats du voisinage. Les missions religieuses, fort influentes dans le milieu des anciens colons profondément christianisés, apportèrent aux gouverneurs, dans le domaine de l'instruction publique, une précieuse collaboration. On leur doit la plus vieille université d'Afrique, Fourah Bay College.

La réussite des créoles — ce nom donné par les Anglais aux Noirs venus d'Amérique s'étendit à tous les habitants de la colonie, à l'exception des autochtones, — eut deux conséquences déterminantes pour l'avenir du pays. A l'extérieur, l'essor de leurs activités commerciales exigeait l'apaisement des incessantes querelles tribales, ce qui impliquait une présence britannique plus visible et plus contraignante ; à l'intérieur, l'enrichissement de nombreux créoles, leur accession aux professions libérales et à la fonction publique, les incitait à

réclamer une plus large participation au gouvernement de la colonie. Sur le premier point, les autorités métropolitaines, soucieuses de la sécurité des commerçants étrangers, anglais d'abord, et désireuses de procurer des ressources à l'administration de Freetown par la perception de taxes sur les échanges, décidèrent par étapes de renforcer leur emprise sur les chefs locaux : le protectorat fut institué en 1808. Sur le second point, en revanche, le Colonial Office commençait à s'alarmer des revendications créoles et de ce qu'il pensait être une aspiration à l'autonomie. Ne pariait-on pas dans certains milieux de Freetown d'un *home rule* à l'irlandaise ?

La maladresse d'un gouverneur précipita l'évolution. Pour financer les dépenses du nouveau protectorat, il décida, en 1808, contre l'avis du plus respecté des juristes créoles, Sir Samuel Lewis, d'imposer aux populations désormais soumises à l'autorité britannique le paiement d'une taxe sur les propriétés foncières (*house and land tax*). Les grands chefs, qui, en dépit des accords, n'avaient pas été consultés sur l'institution d'un protectorat, levèrent l'étendard de la révolte. Celle-ci fit des centaines de victimes — des Blancs et des créoles, commerçants et missionnaires, et encore plus de Noirs — et ruina le pays.

La répression

La répression fut sévère. Le principe d'autorité l'emportait sur la traditionnel penchant des Anglais au libéralisme : l'Europe était en pleine fièvre colonialiste. Quant aux créoles, qui n'étaient, bien entendu, pour rien dans l'insurrection de tribus

pour lesquelles ils n'avaient aucune sympathie, ils furent les premiers à en souffrir. Londres y vit l'occasion de briser leurs velléités d'autonomie.

Vingt ans plus tard, les autochtones prirent le relais. Le gouvernement de Londres, au lendemain des troubles, et pour se concilier

les nouveaux « protégés », avait créé à leur intention des établissements d'enseignement de bonne qualité : ils eurent un grand succès. Un pasteur wesleyen écrivait en 1904 : « Les Européens qui préféraient l'obéissance passive d'indigènes non évolués aux prétentions des créoles instruits se trouveront bientôt en présence d'une classe d'indigènes également instruits dont les prétentions, elles aussi, s'affirmeront rapidement. »

Les principes éthiques, mandés et tenus, ne méritaient pas d'être tenus pour « non-évolues ». Elles avaient une sorte d'organisation politique, assez floue, mais relativement ancienne et entretenue de longue date des rapports avec les autorités de Freetown. Le problème de la réunification ne présentait pas, il s'en fallait de beaucoup, les mêmes difficultés qu'au Libéria.

Le déclin de l'influence des créoles

Des réformes successives modifièrent peu à peu le fonctionnement des institutions dans le sens d'une plus grande participation des autochtones au détriment des créoles dont l'influence ne cessa de décliner. Le gouvernement anglais, patiemment (constitutions de 1924, 1951, 1960-1969), s'achemina vers la création d'un Etat démocratique dominé par les élites du protectorat. Des partis politiques, issus des groupes de contestation, se formèrent. L'indépendance fut proclamée le 27 avril 1961. La distinction administrative entre colonie et protectorat fut abolie. Le nouvel Etat prenait sa place dans le Commonwealth. Le premier ministre, chef du parti le plus important, fut Sir Milton Margai, médecin appartenant à l'ethnie mendé.

L'histoire de la Sierra-Leone aurait-elle pu prendre un autre cours, plus favorable au maintien de la suprématie créole sur la péninsule ? Peut-être. Si, en 1877, le projet de création envisagé à Londres d'un port franc dans la magnifique baie de Sierra-Leone avait pris corps. Une telle initiative, en donnant une forte impulsion à la vie économique de la colonie, eût été dans la ligne de l'entreprise conçue par les philanthropes anglais du dix-huitième siècle. Les créoles y auraient trouvé le plein emploi de leurs qualités propres, de ce sens des affaires et de l'intérêt public dont ils avaient donné tant de preuves tout au long du dix-neuvième siècle. Freetown et la péninsule auraient eu le moyen de constituer une entité politique indépendante, économiquement liée à un hinterland qui se fût sans doute étendu bien au-delà des frontières actuelles de la Sierra-Leone. Cette population dite « créole », d'origine africaine, mais sincèrement acquise aux valeurs de la civilisation européenne, eût pu jouer le rôle d'un trait d'union entre deux mondes.

Une œuvre respectable

Le projet, qui avait été sérieusement étudié, fut abandonné pour une simple raison financière : le Colonial Office était convaincu que le Parlement refuserait les crédits nécessaires à sa mise en œuvre. Sans doute la fusion politique était-elle inévitable ; mais elle se serait accomplie par étapes, bénéficiant de l'expérience acquise par les deux entités nationales après quelques années d'indépendance, sans que rien fût sacrifié du capital intellectuel et moral apporté par l'une et l'autre.

En dépit des erreurs commises à la fin du siècle dernier et, imputables, dans une large mesure, à l'esprit de l'époque, l'œuvre accomplie par les Anglais en Sierra-Leone, née de préoccupations humanitaires et religieuses, mérita le respect. Le président Tubman n'avait pas tort de regretter que son pays n'eût pas eu la chance d'avoir un tuteur possédant au même degré que le gouvernement de la Grande-Bretagne le sens de ses responsabilités.

Vieux pays, riche d'expérience et de culture, la Sierra-Leone, sous la direction expérimentée de M. Siaka Stevens, doit être, dans une Afrique occidentale menacée par la crise libérienne, un facteur de stabilité.

(1) De la Compagnie de Sierra-Leone en 1787 : « Blancs et Noirs doivent être traités sur un pied de stricte égalité. » Du gouverneur Sir Charles Mac Ockley, débarquant d'Angleterre : « Je n'admettrai aucune discrimination fondée sur la couleur de la peau. Nous sommes tous des hommes libres, de même niveau. » (1817). De lord Grey, secrétaire d'Etat : « Le but du gouvernement doit être, dans toutes ses décisions, de briser les malheureuses distinctions existant entre personnes d'une couleur différente. »

PARIS-FREETOWN DEUX VOLS DIRECTS PAR SEMAINE

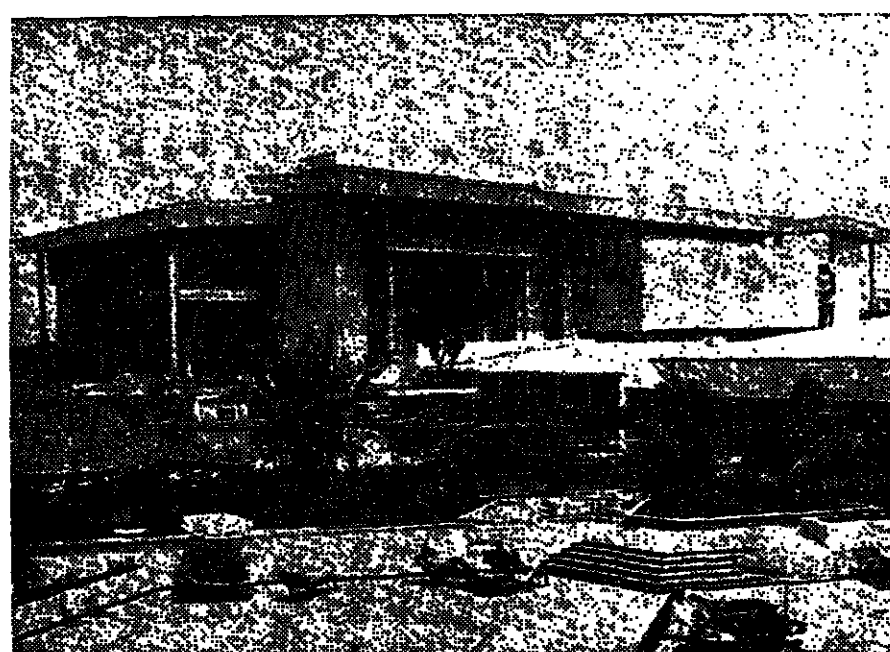
UTA

Compagnie Aérienne Française

UTA. 42 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE

(PUBLICITE)

Sierra Leone, que l'on évoquait dans la première moitié de ce siècle, comme « l'Athènes de l'Afrique » et ensuite, comme « le pays des diamants », attirera l'attention du monde entier, en juin-juillet, en tant qu'hôte des quarante-neuf nations membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) dans sa capitale Freetown.



Le Centre de conférence du sommet de l'O.U.A.

SIERRA

Vers une croissance



Le village où séjourneront les participants au sommet.

L'économie nationale

COMME de nombreux pays en voie de développement, l'économie de la Sierra Leone est composée de deux économies différentes. L'économie non monétisée d'une part, qui est constituée en grande partie par l'agriculture, qui occupe plus de 70 % de la population active. Le secteur monétisé d'autre part, dominé par l'industrie minière (notamment le diamant et la bauxite).

Le Gross Domestic Product (G.D.P.) (le plan de redressement), en facteur prix, représentait en 1976-77 : 667,2 millions de Le (monnaie = Le), puis 728,6 millions de Le en 1977-78 indiquant un taux de croissance de 10 % par an pendant toute cette période.

Le taux de croissance économique de la Sierra Leone a été marqué par la demande fluctuante de produits de première nécessité. La relation étroite entre le plan de redressement (G.D.P.) et les exportations en Sierra Leone s'explique par le fait que les recettes du gouvernement, les impôts et les disponibilités du commerce extérieur en vue de favoriser l'importation de marchandises, sont tous très dépendants des profits dus aux exportations.

L'économie du pays s'appuie sur les secteurs agricole, minier, commercial et industriel et, plus récemment, touristique. En 1976-1977, le produit national brut (P.N.B.) de 667,2 millions de Le (1) était constitué pour la plus grande part par l'agriculture. L'exploitation de la forêt

et de la pêche représentaient 263,9 millions de Le, soit 39,5 % du P.N.B. puis, le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie et la restauration 88,6 millions de Le, soit 13,4 %, les transports et communications 71,1 millions de Le, soit 10,7 %. L'industrie et l'artisanat n'avaient contribué au P.N.B. que pour 35,4 millions de Le, soit 5,4 %.

L'économie doit sa personnalité au secteur minier. En 1976-1977, il représentait 67,7 millions de Le, soit 10,2 % du P.N.B., l'exploitation des mines de diamants représentant la part principale de ce secteur. La même année, sur une facture totale à l'exportation de 147 650 000 Le, les mines représentaient 70 875 000 Le, soit 48 %. La valeur totale des diamants exportés s'élevait à 62 989 000 Le, soit 42 % de toutes les exportations et 68,8 % de toutes les exportations de minerais.

Une grande partie de l'activité économique n'appartient ni au secteur moderne ni au secteur urbain encore informel. A nouveau en 1976-1977, la part du secteur non monétisé dans le G.D.P. s'élevait à 200,6 millions de Le, soit 30,3 %. Elle était principalement composée par la production agricole, 183,4 millions de Le, soit 31,4 %. La propriété immobilière représentait le reste, soit 8,6 %.

La tendance économique de 1977-1978 à 1978-1979 fait apparaître un rétablissement après la grave crise de 1974-1975. En fait, l'économie a progressé de 3,3 % entre 1976-1977 et 1977-1978. Cette amélioration étant principalement due à l'augmentation des prix mondiaux appliquée aux exportations agricoles, bien que la lente réaction de l'offre agricole à un ajustement des tarifs n'ait pas permis au pays de bénéficier totalement de cette augmentation de prix.

La contribution du secteur minier à l'économie en 1977-1978 et 1978-1979 a diminué. Les conséquences de ce changement structurel de l'économie ont cependant été atténuées par la hausse sans précédent du cours du diamant fin 1978.

Un aperçu géographique

La Sierra Leone est située sur le renflement de la côte ouest de l'Afrique entre le 7° et le 10° degré de latitude nord et 13° de longitude ouest. Elle a une frontière commune avec la République Populaire de Guinée au nord-est, au nord et au nord-ouest, et avec le Libéria au sud. Elle est bordée au sud-est par l'Atlantique. Son rivage s'étend sur 341 kilomètres de la République de Guinée au nord de l'estuaire du Mano.

Le pays a une superficie de 73,26 km². Près de la côte, la partie nord se compose de marécages étendus, au-dessous du niveau de la mer, qui donnent l'une des meilleures terres du pays pour la culture du riz. Plus à l'est, des terres relativement basses par rapport au niveau de la mer, forment la « ceinture côtière » et donnant naissance à des collines ondulées et l'altitude du pays s'élève dans son ensemble. Le quart nord-est du pays est constitué d'un plateau de 915 m d'altitude dont les sommets s'élèvent au-dessus de 1 600 m dans les monts Loma et la région des collines de Tingi.

Pour des raisons administratives, le

pays est divisé en trois provinces (voir ci-dessous), plus la région ouest :

- 1) Province du nord : 1 046 000 habitants. Ville principale : Makani située à 182 km de Freetown ;
- 2) Province du sud : 596 000 habitants. Bo, principale ville se trouve à 242 km de la capitale ;
- 3) Province de l'est : 776 000 habitants. Kenema (776 000 habitants) se situe à 309 km de Freetown.

La partie sud, qui représente un territoire d'une superficie de 420 km², se compose de la péninsule de Sierra Leone, où se trouve la capitale Freetown qui est aussi le principal centre commercial.

Cette région se situe à 300 m d'altitude et est une des rares parties de la côte ouest de l'Afrique où l'on rencontre de hautes terres si près de la mer.

Freetown est également le port principal par où transite la plus grande partie des exportations et des importations. Sa position de port le plus à l'ouest de l'Afrique est très importante aussi bien pour les marchés intercontinentaux que pour les marchés inter-africains.

Trois millions d'habitants

La population de la Sierra Leone, d'après le recensement effectué en 1974, s'élève à trois millions d'habitants appartenant à plus de quinze tribus. Les Temne, les Loko, les Koro et les Limba se situent principalement dans les régions du nord et du centre.

Les Mandes, qui constituent la grande partie de la population du sud, représentent à peu près les deux tiers de la population du pays.

Il y a aussi les Creoles, qui sont surtout établis dans la région sud, les Susu, les Madingos, les Foulahs, les Kono et les Kissi.

مكتبة من القرآن

مكتبة

(PUBLICITE)

LEONE

économie soutenue et équilibrée

L'agriculture

B IEN que relativement sous-développée, l'agriculture est le secteur le plus important de l'économie en Sierra Leone. Elle permet la subsistance de plus de 75 % de la population et représente environ 30 % du G.D.P.

Jusqu'à la période de forte expansion des ressources minérales en Sierra Leone, au début des années 50, l'agriculture était non seulement la principale activité de la population, mais elle représentait, en valeur, la plus grande part des exportations du pays. Le gouvernement souhaite aujourd'hui que l'agriculture retrouve cette prédominance afin de réduire l'actuelle dépendance aux mines de diamant et d'assurer un niveau de vie plus élevé aux fermiers et à leur familles.

Les principaux produits agricoles sont le riz, le cacao, le café, les arachides, le manioc, le gingembre, le maïs, et certaines variétés de légumes et de grains. Le millet est une

récolte mineure importante dans certaines régions du pays. Le riz, alimentation de base, est la plus importante des monocultures. Il couvre 62 % des terres cultivées et occupe environ 81 % des fermiers dans tout le pays. Il n'est généralement pas exporté, mais le gouvernement envisage de développer sa culture pour couvrir les besoins du pays dans un avenir proche.

Le manioc, les arachides, le maïs et autres grains sont cultivés exclusivement pour la consommation locale, mais la production d'arachides augmente, car le National Produce Company (filiale de S.L.P.M.B.) envisage l'exportation. Le café représentait 37 % des revenus liés à l'exportation en 1977-1978, part qui devrait augmenter substantiellement dans les années à venir.

L'apparition de grandes exploitations agricoles est un phénomène relativement récent et celles, rares, déjà en fonctionnement appa-

raissent en totalité, ou en partie, au gouvernement. On leur impose de plus la culture de produits nécessitant un équipement onéreux suivant un calendrier précis, par exemple, les palmiers à huile, le caoutchouc et la canne à sucre.

Conscient de la complexité des problèmes des fermiers, le gouvernement attache une grande importance à une approche globale du développement agricole. Cette approche offre des « contrats globaux » aux fermiers, ainsi que la possibilité de s'agrandir, d'acquiescer une formation, d'obtenir des crédits et de bénéficier de facilités d'infrastructures et de commercialisation. Ce système a été adopté dans les régions agricoles de toutes les provinces.

L'élevage de bétail, porcs et volailles, est une activité agricole tout aussi importante. Le bétail du pays est constitué de chèvres et de moutons. Il est concentré dans la région de Sévanah au nord-est.

Le commerce extérieur

L E commerce extérieur joue un rôle important dans l'économie de la Sierra Leone. Le pays exporte principalement des matières premières, le secteur minier d'abord avec 78,4 % de la valeur totale des exportations, dont 61,8 % reviennent aux diamants. La part de l'agriculture dans la valeur totale des exportations est d'environ 21,6 %.

Sept produits sont exportés : les diamants, la bauxite, le rutile (oxyde naturel de titane), les produits dérivés du palmier, le cacao, le café et le gingembre.

Le Bureau de marketing des produits de Sierra Leone (S.L.P.M.B.) est l'agence statutaire détenant les monopoles de la commercialisation des produits exportés et fixant les prix à la production. Elle achète les marchandises aux fermiers, fixe les cours à chaque saison puis revend sur les marchés outre-mer au meilleur cours possible.

Les périodes de diminution des revenus des exportations telles que 1965-1968 et 1970-1972 ainsi que 1977 et 1978 furent des périodes de stagnation économique, alors qu'une période de rapide augmentation des exportations telle que 1969-1970 fut aussi une période de forte croissance économique. De même, la flambée des prix, commencée en 1976 et qui se poursuivait tout au long du premier semestre 1977

permit une forte augmentation des revenus du secteur agricole, facilitant ainsi le rétablissement de la balance des paiements pour la période 1976-1977.

Les exportations s'élevaient en 1978 à 158,2 millions de Le, alors qu'elles importations avoisinaient 280,8 millions de Le (FOB) entraînant un déficit commercial de 122,6 millions de Le.

La Sierra Leone est un grand importateur,

non seulement de produits intermédiaires (matières premières utilisées dans la production de produits finis), et de produits de base, mais aussi de produits de consommation. En 1979, la Sierra Leone a exporté des produits manufacturés, des denrées alimentaires, des machines, des biens d'équipement pour les transports, des produits divers, du fuel et des lubrifiants, des produits chimiques, des boissons, du tabac et des matières brutes.

L'activité minière

L A Sierra Leone a d'importantes ressources minières et tire une grande part de son revenu de l'extraction de minéraux, la plus importante étant celle du diamant. Les exportations de minéraux représentent environ 70 % des exportations totales, dont 60 % reviennent aux diamants.

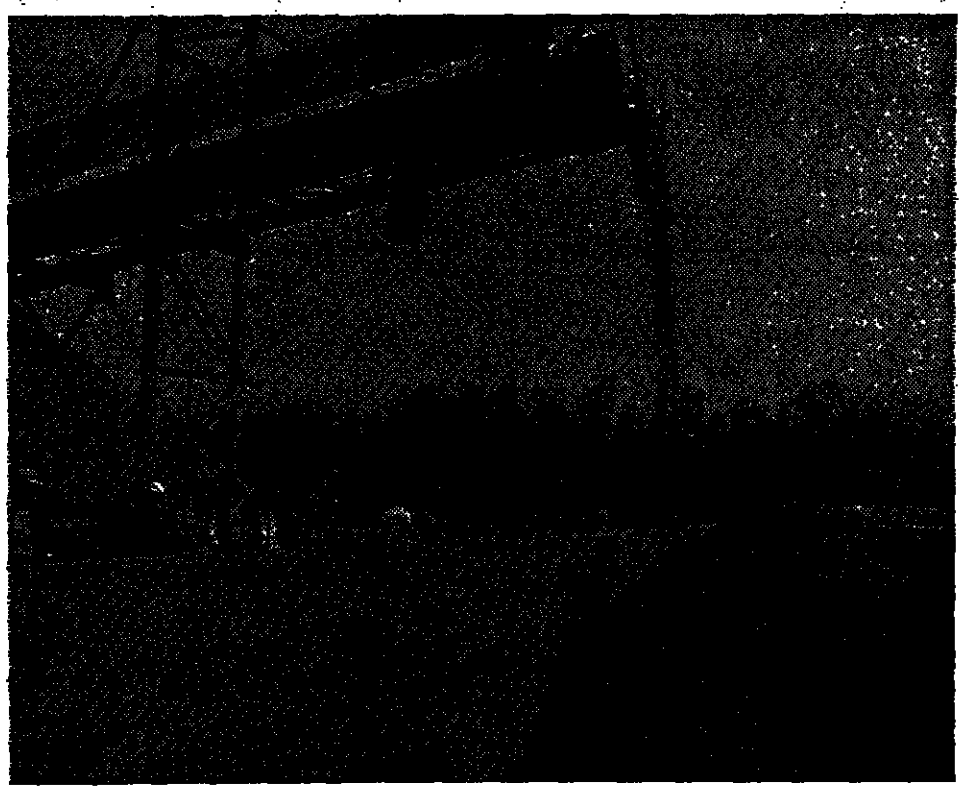
L'histoire minière de la Sierra Leone remonte au début des années 30 avec la création du Consolidated African Selection Trust, société mère de l'ancienne Sierra Leone Selection Trust, qui commença l'extraction des minéraux dans la province du nord-est de la Sierra Leone dans le district de Kono.

La Sierra Leone Selection Trust détenait le monopole de l'extraction du diamant dans le pays en 1955, ce qui lui donna l'exclusivité de la prospection, de la production et de la commercialisation des diamants. En 1955, le gouvernement lui retira ce monopole et la société dut délimiter deux concessions minières dans les districts de Kono et de Kenema, respectivement Yengema et Tongo. Cette mesure s'avéra alors nécessaire en raison d'une poussée d'extraction illégale du diamant.

En 1970, le gouvernement, à l'issue de négociations avec le S.L.S.T., devint actionnaire majoritaire avec 51 % des parts dans les concessions d'extraction du diamant. La National Diamond Mining Company Ltd. ou Diminco fut alors créée, en vue d'extraire les diamants sur les concessions de Yengema et de Tongo.

L'exploitation à ciel ouvert, à l'aide de machines Dragline, est la méthode pratiquée, et environ trois endroits différents sont exploités en moyenne au même moment sur les deux concessions.

Ces dernières années, on s'est aperçu que l'exploitation des alluvions n'était plus aussi productive qu'auparavant, et que les produits extraits par la société Diminco étaient en diminution. La production est passée de 435 491 carats en 1976-1977 à 390 000 carats en 1977-1978 et à 305 600 carats en 1978-1979. La société espère cependant commencer l'exploitation de Kimberlite, dans un proche avenir, ce



L'exploitation de la bauxite.

qui devrait augmenter la durée de vie des concessions.

Le gouvernement a entrepris des démarches positives, en vue de réduire la fraude, en diminuant les droits de douanes à l'exportation sur les pierres précieuses (passant 14,8 carats et plus, de 7 1/2 % à 2 1/2 %).

Cette mesure a eu pour conséquence une impressionnante augmentation de l'exportation totale des diamants, passant de 101,3 millions de Le en 1977-1978, à 117 millions de Le en 1978-1979.

Les exportations de bauxite ont été stables : 870 000 tonnes en 1977-1978 et en 1978-1979. En valeur, elles sont passées de 6,6 millions de Le en 1977-1978 à 10,8 millions de Le en 1978-1979 du fait de l'augmentation des cours pratiqués sur le marché mondial.

Le gouvernement engage actuellement des négociations avec Alusuisse en ce qui concerne le gisement de bauxite de Port Loko et l'établissement d'une usine d'aluminium.

Jusqu'en 1975, on extrayait du minerai de fer en Sierra Leone, ce qui représentait même le deuxième plus gros revenu du commerce extérieur du pays. La société qui exploitait ce minerai, Delco, a cessé son activité, et le gouvernement recherche une société outre-mer

susceptible de reprendre la concession et de recommencer les travaux d'extraction.

La Rutile Mining Company, Sierra Rutile Ltd. a repris son activité en mars 1979, après cinq années d'arrêt, et un premier chargement de 7 000 tonnes a été exporté en novembre 1979. La société qui a repris la concession appartenait autrefois à Sherbro Minerals, qui s'est retiré en 1971, a construit une nouvelle drague et une usine de traitement par voie humide, et sa capacité de production atteint 100 000 tonnes par an.

Près de 600 millions de dollars ont été investis dans la société par la maison mère, Behlen Steel Corporation, et Nord Resources. Une partie de cette somme est également composée par des prêts du gouvernement U.S., de la banque EXIM et d'autres sociétés financières.

La Sierra Leone appartient à plusieurs associations inter-gouvernementales impliquées dans la production et l'exportation de minéraux. Parmi celles-ci on trouve l'International Bauxite Association et l'Association of Iron Ore Exporting Countries. Elle peut ainsi coopérer avec les autres producteurs de minerai en vue d'optimiser les résultats provenant de ses ressources minières.

Un pays qui vit à deux rythmes différents

(Suite de la page 7.)

Le 5 juin 1978, en effet, à l'occasion d'un référendum constitutionnel, une écrasante majorité des électeurs approuva l'instauration du multipartisme. L'A.P.C. devenu ainsi seule formation politique légale, la plupart des dirigeants du S.L.P.P. ne se firent pas trop longtemps pour rallier le parti unique, et l'un d'eux, M. Salia Jusu Sheriff, siège depuis deux ans au comité central de l'A.P.C.

Depuis les manifestations d'hostilité dont le campus universitaire de Fourah-Bay College fut le théâtre début 1977, qui furent sévèrement réprimées, le gouvernement n'hésitant pas à décréter un couvre-feu pendant plus de cinq semaines, la vie politique est calme. Il y a eu une petite alerte, en août 1979, parce que le ravitaillement en riz s'est interrompu. Rupture réelle de stock ou tactique habituelle des spéculateurs ? Toujours est-il que le gouvernement décida de dissoudre la Rice Corporation — un organisme d'Etat chargé de la commercialisation du riz et croulant sous la corrup-

tion — et fit la chasse aux spéculateurs, en l'occurrence plutôt sierra-léonais que libanais. La soudure s'est faite un mois plus tard et, depuis, le riz ne semble avoir jamais sérieusement manqué sur le marché.

Le dernier incident — moins grave qu'on a pu le penser, mais qui souligne la fragilité de l'économie — a été la protestation, en mars 1980, des chauffeurs de taxi de Freetown pour obtenir une augmentation de leurs tarifs à la suite d'une sérieuse augmentation (40 %) du prix de l'essence. Les écoliers de la capitale, qui doivent utiliser ce moyen de transport en l'absence d'un réseau d'autobus, ont manifesté à

leur tour. La police a en la main assez généreuse en lançant un peu partout, y compris sur de simples passants, des grenades lacrymogènes. De leur côté, les étudiants de Fourah-Bay College ont transformé une démonstration de joie, sur le campus, d'une trentaine de Zimbabwéens — qui fêtaient la victoire électorale de M. Mugabe — en une manifestation contre le régime. Tous est restés dans l'ordre au bout de quatre jours avec un compromis : les chauffeurs de taxi ont bénéficié d'une augmentation de leurs tarifs non applicable aux écoliers en uniforme. Quant aux étudiants, sans doute échaudés par leur mésaventure de 1977, ils se sont calmés d'eux-mêmes.

L'ouverture sur l'Occident

Jouant volontiers d'une bonhomie naturelle, le président Stevens n'offre guère l'image de prévarication que dénoncent les détracteurs qui vont jusqu'à le présenter comme l'un des hommes les plus riches du continent entouré d'une cohorte d'affairistes libanais. M. Stevens habite une sorte de petit compound sans

arbres, en bordure d'une rue passante qui protège un simple mur surmonté de barbelés. Il vit simplement, le seul luxe apparent de sa présidence étant son goût personnel pour les limousines et la construction en cours d'une autre villa, plus spacieuse, sur une colline de la péninsule. Il se déplace souvent en province pour inaugurer des foires agricoles ou donner des conférences de vie à l'A.P.C. à l'occasion d'un congrès régional. Ses nombreux séjours à l'étranger laissent penser que les problèmes de sécurité ne sont pas prioritaires : l'armée est rentrée dans le rang et une unité paramilitaire choyée, l'International Security Unit (I.S.U.), paraît remplir la double fonction de garde prétorienne et de police politique.

Sur le plan extérieur, le non-alignement dont se réclame toujours Freetown s'accommode depuis quelques temps déjà d'une volonté d'ouverture sur l'Occident et d'un rapprochement avec des voisins francophones. Seul point noir : le renversement brutal et l'assassinat de William Tolbert en avril. L'ancien président du Libéria et M. Stevens

avaient établi des relations de travail étroites et, le 12 avril, en apprenant le coup d'Etat de Monrovia, le chef d'Etat sierra-léonais a été assez préoccupé pour reporter son départ prévu le jour même pour Bonn.

A Freetown, on ne s'inquiète cependant pas outre mesure du brutal changement de régime chez le voisin libérien. La crainte de la tache d'huile n'est pas la priorité de M. Stevens. Alors que, du temps de Tolbert, une vingtaine de familles d'Américano-Libériens dominaient la scène à Monrovia, les créoles (crios) de la Sierra-Léone, eux aussi descendants d'esclaves africains, sont loin d'avoir la même influence que leurs « jumeaux » du Libéria. Avec l'indépendance, en 1961, ils ont perdu le pouvoir politique. M. Stevens est un homme du Nord, et son régime paraît, pour l'instant, loin d'être aussi essouffé que l'était, un an avant d'être renversé, celui de William Tolbert. Pour le président Stevens, il s'agit d'ouvrir au mieux, par le biais de pressions et de conseils, pour que les éléments les plus « raisonnables » du nouveau gouvernement libérien l'emportent. Il a bon espoir, nous a-t-il dit, de voir la question « clarifiée » dans les six semaines à venir, afin d'éviter un incident lors du sommet de Freetown, où le Libéria devrait en principe passer à la Sierra-Léone le relais de la présidence de l'O.U.A.

En fait, les problèmes les plus immédiats de Freetown sont d'ordre économique et financier. En dépit des efforts budgétaires du gouvernement, la relance de la production agricole est lente à s'opérer. Bon an mal an, la production de riz — nourriture de base et qui occupe les deux tiers des superficies cultivées — tourne autour de 600 000 tonnes. Pour nourrir une population évaluée à plus de 3,5 millions d'habitants, 100 000 tonnes de cette denrée ont été importées en 1979, alors que

le pays en exportait avant l'indépendance. Les autres cultures vivrières (maïs, sorgho et millet) continuent de stagner.

Alors que le revenu annuel per capita se situe aux environs de 1 000 francs, le taux de croissance démographique semble supérieur à celui de la croissance économique. Malgré les efforts du gouvernement, le pouvoir d'achat de la majorité de la population semble diminuer. A Freetown, l'an dernier, le taux d'inflation réel a atteint 30 %. L'exploitation du diamant (50 % des recettes en devises) et les cultures commerciales (cacao, café) ne rapportent pas suffisamment pour compenser les factures, notamment pétrolière, du pays. L'économie sierra-léonaise demeure très sensible aux fluctuations des cours mondiaux de ces produits. Elle dépend également de facteurs difficiles à contrôler : une partie des productions de diamant, de café et de cacao sont l'objet d'une importante contrebande en direction du Libéria voisin, où ces produits se

négoient en dollars américains. Avec une dette publique estimée à 360 millions de dollars, un taux de couverture atteignant 25 % et une absence de devises

fortes, l'Etat sierra-léonais a dû recourir aux services du Fonds monétaire international et du « Club de Paris ». D'après négociations, qui se poursuivent depuis deux ans, lui ont permis d'obtenir des surais auprès de ses créanciers et de mettre en chantier plusieurs projets de développement. La production minière va reprendre, des projets ruraux de « développement intégré » ont reçu un début d'application. La construction d'une cimenterie a pour ambition de mettre un terme dans quelques années à des importations en provenance d'Union soviétique ou d'Espagne. La constitution d'une flottille de pêche (cinq crevetiers ont déjà été achetés et la commande de cinq chalutiers est à l'étude) pourrait conduire les sierra-léonais à disputer aux Soviétiques, avec lesquels ils ont encore des accords, leur riche réservoir de poissons.

Drainer les investissements étrangers

Se greffant sur une économie qui a évité la banqueroute grâce à la multiplication de concours internationaux, les dépenses engagées par le sommet de l'O.U.A. constituent, dans l'immédiat, une charge supplémentaire. Le F.M.I. a autorisé la Sierra-Léone à emprunter 132 millions de dollars mais, bien que les officiels le démentent, le total de l'opération pourrait être deux fois plus élevé. Les sierra-léonais font valoir, pour leur défense, que le jeu en vaut la chandelle : le sommet panafricain aura été l'occasion de mettre en place un début d'infrastructure touristique et d'améliorer les communications de la péninsule, ce qui devrait, à plus long terme, avoir des effets bénéfiques en drainant touristes et investissements étrangers.

Dans un tel contexte, la relance de l'économie et la stabilité politique sont étroitement liées. La Sierra-Léone n'est pas le pays d'une grande ambition : il se situe trop à l'écart des grands courants d'échange pour pouvoir le prétendre. Le président Stevens n'est pas un homme forcément tendre — la répression des « émeutes de la faim », en avril 1979, a été brutale, — mais son pays ne compte plus de prisonniers politiques, ce qui mérite d'être souligné. A l'âge de soixante-cinq ans, il n'ignore pas que sa succession — un sujet tabou à Freetown — aura d'autant plus de chances de se réaliser dans l'ordre s'il parvient lui-même, auparavant, à jeter les bases d'un redressement économique et financier. J.-C. P.

La France à l'O.U.A.

A la requête des autorités sierra-léonaises, le gouvernement français a participé à la formation d'un certain nombre de fonctionnaires locaux, notamment de ceux qui seront à la disposition des délégués francophones à la conférence de l'Organisation de l'unité africaine.

Neuf sierra-léonais ont effectué des stages de trois à six mois en France, dont deux journalistes. Le Centre pédagogique franco-sierraléonais de Freetown a reçu la mission de sélectionner et de former des officiers de liaison qui seront mis à la disposition des délégués francophones.

Ces agents ont été recrutés parmi les professeurs sierra-léonais de langue française qui, à l'occasion des vacances scolaires, bénéficient d'un programme spécial (perfectionnement de la connaissance du français, complément d'étude des réalités de leur propre pays et de l'O.U.A., préparation à leur rôle d'accompagnateurs).

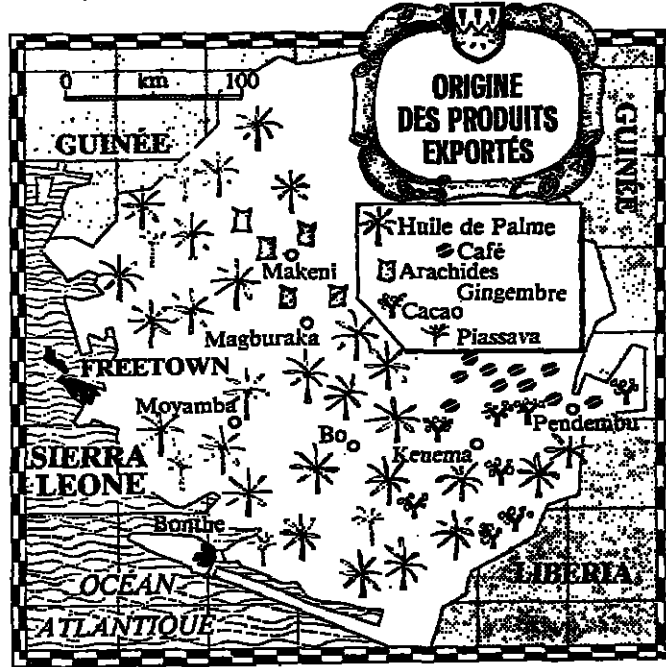
Deux conseillers pédagogiques français et leurs homologues sierra-léonais assurent la direction de ces programmes et Paris enverra sur place, fin mai, un expert pour animer des études de cas.

Le Sierra Leone Produce Marketing Board

Le Sierra Leone Produce Marketing Board (organisme public pour la commercialisation des produits agricoles) exploite un bureau de promotion à Londres, chargé de diffuser des informations au sujet du Board et de ses activités actuelles et est prêt à répondre à toutes autres demandes de renseignements.

Produits exportés :

- Noix de palme
- Huile de noix de palme
- Tourteaux de noix de palme
- Café
- Cacao
- Gingembre
- Sésame
- Pissava



Siege :
The Sierra Leone Produce Marketing Board
PO Box 508
Queen Elizabeth II Quay
Cline Town
Freetown - Sierra Leone
Adresse télégraphique : "SILPROBOD"
Freetown
Téléphone : Freetown 50431. Telex : 3211 SILPROD

Bureau de Londres :
The Sierra Leone Produce Marketing Board
Plantation House
4-16 Mincing Lane
London EC 3M 3DX
Téléphone : 01-623 2141. Telex : 884514
Adresse télégraphique : Silprobo Londres.

La tribune de l'Afrique

FREETOWN s'apprête à accueillir la dix-septième conférence annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, une manifestation qui a réuni, ces dernières années, entre vingt et trente « têtes couronnées » du continent africain. Pour un petit pays comme la Sierra-Léone, l'événement fait figure de fête coûteuse. Pour les dirigeants africains, la rencontre de l'O.U.A., dix-sept ans après la fondation de l'organisation panafricaine à Addis-Abeba, constitue un rite qui ne peut être ignoré. Pour la presse internationale, il s'agit d'une réunion entrée depuis longtemps dans les mœurs.

L'O.U.A., dont le secrétariat général est installé dans la capitale de l'Ethiopie, est devenue, au fil des ans, davantage un forum qu'un centre de décision. Chaque année, l'hôte du sommet, porté pour douze mois à la présidence, est chargé d'une double mission : stimuler un courant panafricain un peu éteint, notamment face à l'apartheid sud-africain, et jouer les médiateurs dans d'éventuels conflits entre des Etats membres qui, avec l'accession à l'indépendance du Zimbabwe, se comptent désormais cinquante.

Depuis une dizaine d'années, la seconde vocation de l'O.U.A. — maintenir ou rétablir la bonne entente entre les Etats qui la composent — l'emporte sur la première, la solidarité face au puissant régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud. Tchéad, Sahara occidental, Ouganda, Ouganda... la liste des conflits armés — ou des guerres civiles — entre Etats indépendants d'Afrique s'allonge. Il n'est pas besoin d'en revenir au Biafra — ou à la guerre du Congo — pour comprendre les difficultés insurmontables auxquelles fait front l'O.U.A. : les germes de conflits sont présents sur presque toutes les frontières du continent.

Si l'organisation panafricaine fait de plus en plus figure de tribune, c'est que sa charte repose sur la contradiction entre le principe de l'intangibilité des frontières issues de la période coloniale — la balkanisation de l'Afrique — et celui du droit à l'auto-détermination des peuples. Trop souvent, les deux sont inconciliables, de nombreuses ethnies se retrouvant à cheval sur des frontières tracées, à la fin du dix-neuvième siècle, au

congrès de Berlin, ou, de toute façon, définies par des puissances européennes.

Pendant une douzaine d'années, l'O.U.A. a pu s'accommoder, non sans problèmes, de cette contradiction. Mais, en 1975, une double intervention sud-africaine et soviéto-cubaine dans le conflit anglois a aiguillé le débat : La Havane et Moscou faisaient ainsi leur entrée sur une scène particulièrement troublée. Même si les Cubains et les Soviétiques avaient, auparavant, manifesté leur intérêt pour le continent noir, ils n'avaient jamais accusé l'O.U.A. d'être un obstacle à leur entrée dans le monde, et se prononcer si franchement sur leurs initiatives.

Une mue sans doute inévitable

L'Ouganda a constitué une seconde épreuve pour l'O.U.A. Dès 1975, lors du sommet de Kampala, le président Nyerere de Tanzanie, l'un des derniers pères fondateurs en poste de l'organisation, avait refusé de participer à la conférence parce qu'elle devait porter à sa présidence l'hôte du jour, le marshall Idi Amin, que son voisin tanzanien considérait comme un « fasciste noir ». M. Nyerere devait par la suite intervenir militairement en Ouganda — avec succès cette fois — pour renverser le dictateur de Kampala. Pour la première fois, au nom de la morale, l'un des pères du panafricainisme sacrifiait la règle dite intangible de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat membre. Rejetés comme émanant d'un « cartel de chefs d'Etat », les efforts de médiation de l'O.U.A. devaient échouer.

Aux prises avec des problèmes qui ont fatalement fini par faire surface, l'O.U.A. s'est retrouvée dans la position des Nations unies : personne ne veut quitter l'Organisation, mais cette dernière n'en est que plus handicapée pour intervenir efficacement dans les nombreuses querelles entre ses membres.

La mue, sans doute inévitable, de l'O.U.A. en tribune du panafricainisme a été encouragée par la dispersion d'un mouvement porté, au départ, c'est-à-dire dans les années 60, par l'accession à l'indépendance d'une trentaine d'Etats. Le grand élan de la libération du continent noir — dont on a encore senti le souffle cette année à l'occasion de la naissance du Zim-

Pour la première fois en janvier 1976 à Addis-Abeba un sommet extraordinaire s'est réuni pour discuter de la question angolaise. Le résultat en a été lourd de conséquence : à voix égales, l'organisation panafricaine s'est divisée entre partisans de la « solidarité continentale » et de la « révolution internationale ». Face à l'épreuve, l'O.U.A. a prouvé, à l'époque, qu'elle ne pouvait pas faire prévaloir une solution panafricaine, ce qui n'empêchera pas, six mois plus tard, l'un des camps angolais, celui de M. Agostinho Neto, appuyé par Cuba et l'Union soviétique, de devenir membre de l'organisation après avoir triomphé militairement sur le terrain.

qu'on ne se fait plus guère d'illusions sur les effets de ses bons offices. L'organisation panafricaine reste un utile instrument de dialogue.

A ce titre, il est peut-être opportun que la présidence de l'Organisation revienne, aujourd'hui, au dirigeant d'un petit pays qui ne fait guère parler de lui, se réclame du non-alignement et compte des amis aussi bien chez les « modérés » que chez les « progressistes ». Avant d'accueillir le sommet, le président Stevens a reçu M. Nyerere, porte-parole des cinq Etats de la « ligne de front » qui ont appuyé la guerre de libération au Zimbabwe — une réception qui a tenu de la fête de famille, les deux hommes se comprenant de longue date. Le chef d'Etat sierra-léonais a également assisté au sommet franco-africain de Nice, qui regroupait une majorité de « modérés ».

Si une présidence sierra-léonaise devait contribuer à l'apaisement des querelles interafricaines, il reste à voir si M. Stevens pourra faire autre chose que de préserver l'avenir de ce forum sans grande ambition, surtout depuis que le sommet extraordinaire de Lagos, fin avril et début mai, a indiqué que l'Afrique indépendante n'avait toujours pas de grand projet, même dans le domaine de l'économie. — J.-C. P.

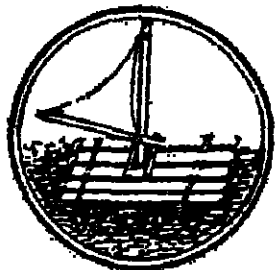
kontiki tours

LE SPÉCIALISTE DE LA SIERRA LEONE

Offre aux professionnels agents de voyage, Tour Operators et individuels sa gamme de produits :

- accueil et assistance
- excursions accompagnées d'un guide bilingue ;
- circuits « country » intérieur du pays avec ou sans guide ;
- hébergement en hôtel ou bungalows individuels ;
- tarifs chab et voiture ;
- croisière en voilier un ou plusieurs jours.

LISTE DES TARIFS SUR SIMPLE DEMANDE.



P.O. BOX 1119, FREETOWN - SIERRA LEONE.

Des possibilités d'investisse

Des perspectives d'avenir

SIERRA LEONE A L'HEURE DE L'ON

مذا من اجل

SIERRA LEONE (PUBLICITE)

Le commerce et l'industrie

UNE balance commerciale favorable est la pierre de voûte et l'origine du développement économique de tout pays. C'est pourquoi le gouvernement continue à encourager le développement et l'expansion du commerce en général afin d'accroître l'autonomie économique. La politique du gouvernement vise à augmenter les exportations et à réduire la valeur des importations en important des produits de substitution afin d'améliorer la balance du commerce, balance qui semble prometteuse au début des années 1970.

Malheureusement, depuis 1973, cette politique a été entravée par de nombreuses forces que le gouvernement n'arrivait pas à contrôler. La pénurie mondiale de denrées alimentaires qui touche aussi la Sierra Leone la force à augmenter ses importations, particulièrement de riz et de denrées alimentaires de base. De plus, la hausse vertigineuse des prix dans le monde entier dont celui du pétrole, gros sujet de préoccupation des économies des pays développés, a terriblement affecté les résultats du commerce. Le recours aux crédits à court terme pour financer les importations des dernières années a créé une pression supplémentaire sur la balance des paiements.

En conséquence, les paiements courants ont subi une augmentation colossale. En 1977, l'ampleur du déficit atteignait 44 millions de Le, en 1978 elle était passée à 84,3 millions de Le et à la fin de 1979 à 113,6 millions de Le.

Le gouvernement a une conscience aiguë de ces difficultés. Dans la limite de son pouvoir et des moyens en sa possession, avec l'aide de la population, des gouvernements amis et des institutions financières internationales, il met en œuvre de nouvelles méthodes et de nouveaux moyens pour rétablir une croissance économique soutenue et équilibrée.

Des mesures visant à diminuer la pression sur la balance des paiements telles que le resserrement des contrôles des importations mis en place pour la première fois vers la fin de 1975, le flottage du Léopar par rapport à la Livre sterling et son rattachement aux droits de tirage spéciaux du FMI en 1978, la révision des prix à la production en vue de stimuler la production et d'augmenter les revenus des exportations ; l'introduction d'un « export credit garant » garantissant l'assistance aux exportateurs pour leurs premiers frais d'expédition ; et l'augmentation de la production de riz afin de réduire les quantités importées. Le gouvernement a également entamé des négociations avec le Club de Paris des créanciers afin d'obtenir des allègements de la dette publique permettant au pays de soulager sa balance des paiements. Le FMI, par un accord de soutien, a permis de mieux équilibrer la balance des paiements en 1979, alors que le Royaume Uni acceptait d'accroître son allègement de la dette se montant à près de 20 millions de Le.

Dans le domaine du commerce et de l'industrie, le gouvernement continue à interdire certaines formes de commerce avec la Sierra Leone et sollicite leur participation active à tous les domaines du commerce et de l'industrie.

La loi sur les non-résidents (commerce et affaires) tend à protéger les intérêts des hommes d'affaires locaux et à leur donner la possibilité de participer au commerce et aux affaires du pays. Elle favorise également la coopération et la participation entre les hommes d'affaires étrangers et les Sierra Léoniens, en vue de stimuler l'activité économique et l'augmentation des emplois potentiels.

Depuis la Sierra Leone Development Act de 1960, plusieurs industries de production se

sont établies et apportent une contribution non négligeable à l'économie.

La Sierra Leone Development Act offre la possibilité, pour les investisseurs potentiels, d'obtenir des concessions et l'attribution d'un certificat au profit de sociétés engagées dans la fabrication des produits importants pour l'économie et particulièrement de produits susceptibles de réduire le flux des échanges avec l'étranger.

La politique industrielle du gouvernement vise à encourager le développement rapide d'industries spécialement celles qui utilisent les matières premières et qui créent indirectement des emplois utiles à la population des zones rurales. Dans ce but, ont été créées des dérogations fiscales intéressantes pour les nouvelles unités de production, surtout pour les industries touchant à l'agriculture, afin d'attirer les investisseurs.

A peu près près quarante industries sont établies aujourd'hui en Sierra Leone. Elles touchent les secteurs suivants : chaussures en plastique, habillement en tricot, fruits en conserve, jus et confitures, sucre de canne, sacs-bagages, assemblage de pièces métalliques, farine de blé, parfums et cosmétiques, savon, polissage des diamants, pèches, bière, alcools distillés, confiserie, peinture, pétrole, comestibles, pulpes et papier, mobilier de bureau et d'ameublement de haute qualité.

Il y a un moulin à Daru qui presse l'huile de palme. Le Palm Kernel Oil Mill contribue pour une bonne part à la transformation des produits du palmier en huile de palme et en gâteau. Il fonctionne aujourd'hui à la moitié de sa capacité, mais pourra traiter environ trente mille tonnes par an de produits du palmier, pour une production de quatorze mille tonnes d'huile de palme et, presque seize mille tonnes de gâteau.

Des possibilités d'investissement

LE gouvernement de la Sierra Leone est désireux de développer les ressources économiques du pays en encourageant l'investissement dans les secteurs privés et publics et de promouvoir la technologie dans les zones rurales.

Des investissements étrangers sont les bienvenus, comme tous les efforts faits pour assurer que les aspirations des investisseurs à répondre aux exigences de la république rencontrent l'appui total du gouvernement.

Le président Siaka Stevens a déclaré, dans son discours politique du 22 juin 1978, que « les investisseurs étrangers peuvent être assurés que leurs intérêts recevront toute protection ».

Le gouvernement a promulgué une nouvelle législation et pris des mesures dans le but d'améliorer le climat de ces investissements. Des précautions sont prises afin que les investisseurs reçoivent un maximum de coopération de la part d'institutions créées par le gouvernement en vue d'une meilleure approche des domaines commerciaux et industriels. Le nombre toujours croissant des programmes d'infrastructures permet d'accroître l'activité économique. Plus d'une douzaine de nouvelles routes vers l'intérieur du pays, en particulier, vers les régions agricoles et minières ont été construites, et les anciennes ont été considérablement améliorées.

Dans différentes parties du pays, des réserves d'eau ont été aménagées, les liaisons téléphoniques et le télégraphe ont été développés, des investissements massifs ont été faits au profit des ports, les lignes aériennes ont été rapidement multipliées et de nouveaux services essentiels ont été créés.

La Sierra Leone a joué un rôle primordial dans les progrès de l'éducation en Afrique occidentale, en procurant une réserve de personnel qualifié.

Grâce à une bonne communication avec les pays voisins, le Libéria et la Guinée, l'expansion industrielle devrait prendre une dimension internationale.

Le premier objectif du gouvernement est d'encourager la participation des sociétés étrangères, soit en association avec le gouvernement, soit indépendamment. Déjà, le gouvernement est entré en association dans les mines de diamant. Le gouvernement est particulièrement désireux d'encourager la croissance des industries utilisant les matières premières locales, spécialement les industries liées au développement agricole. Le mobilier, par exemple, est fabriqué à partir du bois de construction local, le savon est dérivé des produits du palmier, des jus d'agrumes sont mis en conserve, du tabac est fourni aux fabricants de cigarettes, et bientôt l'industrie du sucre prendra son envol en utilisant la canne à sucre locale.

Il est bien évident que la production de produits tels que le café, le cacao, le riz, le sucre, les fruits, le gingembre et le coton augmente les possibilités de création d'industries de transformation de raffinage et de conserves.

L'investissement étranger dépend largement du Development Act de la Sierra Leone, législation constamment révisée. Elle prévoit des dérogations fiscales allant de deux à cinq années suivant le risque et la taille de l'investissement. Plus de quarante industries et entreprises de fabrication ont bénéficié de ces avantages.

Une zone industrielle en pleine expansion se situe juste à la porte de Freetown : la zone Wellington dans la Freetown Waterloo Road. Cette zone est desservie par des routes en bon état, l'eau courante, l'électricité, le téléphone et les services bancaires. Un certain nombre d'industries petites ou moyennes y sont déjà implantées, servant de locomotives à l'établissement de nouvelles industries.

Quelques mesures

- L'exonération des droits d'importation sur les matières premières jusqu'à 50 % de leur valeur déclarée ; l'exonération totale des droits d'importation sur les machines et les matériaux de construction.
- L'exonération de l'impôt sur le revenu pendant une période variant suivant la taille, l'étendue et la nature de l'investissement.
- Des mesures spéciales au profit du réinvestissement ; des mesures spéciales favorisant les exportations, une protection des tarifs et la limitation des importations concurrentes.
- La suspension de l'allocation pour dépréciation jusqu'à la fin de la période de dégrèvement fiscal.

Des perspectives d'avenir

CES douze dernières années, la Sierra Leone a été l'un des pays les plus stables d'Afrique. Pendant cette période, la Sierra Leone, Etat indépendant à régime monarchique, est devenue un Etat souverain par la proclamation de la République en 1971, puis l'adoption d'une Constitution unipartite en juin 1978, en accord avec les désirs du peuple, comme le prouvent les résultats du référendum du parti unique qui a recueilli 95 % des suffrages en faveur du système de parti unique.

Avec le ralliement de plusieurs membres de l'opposition, dont certains sont aujourd'hui à des postes importants au sein de l'administration et gouvernementale, le pays est suffisamment équilibré pour partager son développement dans une atmosphère de paix et de stabilité.

Les projets mis en œuvre pour le sommet de l'O.U.A., prévu à Freetown du 1^{er} au 4 juillet, scelleront le rythme du développement. Environ 100 millions de Le sont dépensés pour ces projets dont celui du village, composé de soixante bungalows pour abriter les chefs d'Etat du sommet, celui d'une nouvelle jetée au quai du gouvernement, l'expansion et la modernisation des hôtels appartenant au gouvernement, l'extension et la modernisation de l'aéroport, l'amélioration du réseau téléphonique, l'élargissement et le revêtement des routes de la capitale, et l'amélioration de l'hôpital de Hill Station.

Ces projets qui amélioreront l'infrastructure, revitaliseront l'industrie touristique, permettront la création d'emplois nouveaux ainsi que le rajeunissement de la ville.

Un plan d'investissement public d'une année (1979/1980) d'un montant estimé à 131 073 millions de Le, fait la liaison entre le plan de développement quinquennal (1974/1979) et le nouveau plan quinquennal qui devra être mis en œuvre l'année prochaine. Ce plan met l'accent sur l'agriculture, le développement du tourisme, l'éducation et la santé.

La Sierra Leone étant un petit pays, ses leaders ont réalisé les énormes profits qu'elle pourra tirer de la coopération régionale, en particulier avec ses voisins.

C'est dans cet esprit que fut créée la Mano River Union en 1973, entre la Sierra Leone et le Libéria, avec l'intention de fonder par la suite une union douanière entre les deux pays et tout autre pays de la région désireux d'y adhérer. En sept ans, l'Union a fait d'énormes progrès, elle est devenue un modèle de coopération lié au désir universel d'intégration politique et économique.

La Guinée a récemment rejoint l'Union en tant qu'observateur. Son adhésion comme membre à part entière est en cours et l'on espère qu'elle sera définitive lors de la célébration du septième anniversaire de l'Union en octobre prochain.

Cette coopération régionale devrait être très bénéfique à la population des trois pays. La première phase de cette Union implique la formulation et la mise en place de mesures concrètes destinées à soutenir les relations commerciales mutuelles aussi bien qu'à créer une plus grande complémentarité dans les structures de production et de demande des pays membres.

Avec l'entrée de la Guinée, les trois Etats vont former un bloc économique idéal pour répondre aux objectifs de la déclaration de Mano River, en termes, non seulement de création d'un grand marché régional actif pouvant bénéficier des possibilités offertes par une production de masse et profiter totalement des avantages des économies, mais aussi de possibilités élargies d'approvisionnement en matériaux rares, en ressources financières et humaines nécessaires au développement des industries de base, telles que le traitement du fer et de l'acier, de la pulpe et du bois, du textile, des fibres naturelles et synthétiques, de matières plastiques, d'industries chimiques, de produits dérivés du bois et des traitements de données alimentaires aussi bien qu'au développement de nouveaux marchés régionaux.

La Sierra Leone est aussi membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale (ECOWAS) et a participé activement à son développement.

Elle est membre de plusieurs autres organisations régionales, dont la Fédération des chambres de commerce d'Afrique occidentale, la conférence des chirurgiens africains, la Flight Information Region — arrangement aérien entre la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone — et les Headquarters à Monrovia, la West African Insurance Consultative Association, etc., et détient plusieurs autres accords bilatéraux avec les Etats de la région. Les avantages de son association avec d'autres pays de la région pourraient se résumer en termes de meilleure utilisation des ressources et lui donner un plus grand poids au sein de la région dans les conférences internationales.

kontiki tours



SIERRA LEONE

(PUBLICITE)



De grandes plages de sable clair.

LE TOURISME

Un climat varié

La Sierra Leone enregistre de très brusques changements de temps entre la saison humide et la saison sèche. La saison des pluies va de mai à octobre, les pluies les plus abondantes étant en juillet et août. Les plus importantes chutes de pluie sont sur la région côtière.

La température moyenne est de l'ordre de 27°C pendant toute l'année. Les régions les plus fraîches se situent au nord-est du pays dans les montagnes Loma et Tingi.

Les régions les plus chaudes sont les plaines intérieures du nord et du centre. Il y a généralement une brise rafraîchissante bien agréable sur la côte entre décembre et février.



Une nature luxuriante.

LES principaux attraits touristiques de la Sierra Leone sont la beauté des eaux des rivières, ses plages de sable clair et une hôtellerie de première classe.

Le pays en lui-même est d'une réelle beauté, des montagnes boisées contrastant avec des plaines fertiles, des rivières limpides et un climat accueillant.

Freetown, la capitale, est construite au pied d'une impressionnante chaîne de montagnes, au sommet de laquelle est perché le Fourah Bay College au Mont Aureol et la Station relais de télévision à Leicester Peak. Le rivage de la capitale est formé de longues étendues de sable fin et argenti, avec, en arrière-plan, des collines vertes luxuriantes descendant en pentes douces vers l'océan. Le tour de la péninsule en voiture est l'une des promenades les plus reposantes (105 km) où l'on rencontre certains des plus beaux paysages du pays et de nombreux sites parfaits pour le bain et le pique-nique.

A moins de quinze minutes en voiture du centre de Freetown est située la plage de Lumley, la plus célèbre, longue de 5 kilomètres. Elle est considérée comme la plus belle de l'Ouest africain. A l'extrémité de cette plage se trouve l'Hôtel de Cape Sierra et le Casino.

L'Hôtel Mammy Yoko, de deux cents lits, domine la plage de Lumley, face au restaurant Palm Beach.

L'important Hôtel Bintumani, au sommet de la colline Aberdeen, ajoute au pittoresque du paysage. Cet hôtel offre de superbes points de vue, un centre de conférences moderne susceptible d'être la siège de conférences internationales, un restaurant et une piscine.

La Sierra Leone propose une grande variété d'activités sportives et de loisirs et, dans sa capitale, Freetown, on peut s'adonner à la pêche, au ski nautique, au surf, à la pêche au harpon, à la navigation de plaisance, au badminton, au tennis sur gazon, au golf et au rugby.

Bien que ne possédant pas le gibier habituel des plaines de l'est de l'Afrique, de nombreux animaux sauvages et variés vivent en Sierra Leone : des éléphants, des buffles, des phacochères, des chimpanzés, des babouins, des singes colubus, des léopards et des civettes. Tout à fait au nord, on peut rencontrer des hippopotames nains. Des réserves forestières interdites à la chasse dans les montagnes Loma (515 km de Freetown) s'enorgueillissent d'espèces d'oiseaux rares dont les vautours, l'aigle de Carlierg, les francolins, les ortolans, etc.

Au lac Sonfon, à 370 km de Freetown, on trouve des calmars, des dulkers, des mangabés verts et des singes, des babouins, des phacochères, des sangliers, des buffles et des éléphants, ainsi que des canards d'Hartlaub, des canards sauvages des arbres blancs, des

pigeons de fruits verts et un grand nombre d'autres espèces. On trouve également plusieurs espèces de serpents dont le cobra, le python, des vipères et des mambas.

Freetown possède de nombreux édifices et monuments historiques. Le célèbre « colonnier », que l'on estime âgé de bien plus de cinq cents ans, se dresse au centre de la ville. Près de cet arbre historique, le Musée national renferme certains objets typiques, des reliques anciennes, des sculptures, des objets d'art et d'artisanat. Plus près de la côte se trouve le marché King Jimmy où l'histoire de De Reuter Stone est enterrée.

L'architecture de la ville est un curieux mélange de style victorien et de splendides immeubles modernes dont certains se dessinent sur l'horizon de Freetown. Le Tribunal dans Sierra Stevens Street, et l'église Saint-Charles, à Regent, figurent parmi les plus anciens monuments de Freetown.

Les provinces sont tout aussi riches en curiosités touristiques. Les montagnes Bintumani, dans la région de Kolnadugu, et les collines Tingi, dans la région de Kono, s'élèvent à plus de 1 800 m et présentent un attrait pour les montagnards aventureux.

Au centre de l'arrière-pays, les collines de Sula et Kangan s'élèvent à une altitude d'environ 1 900 m. Il y a aussi le pittoresque lac Sonfon, dans la région de Kolnadugu, l'île de Yelibo, dans la région de Kamba, les chutes

Beinkongo, dans la région de Kono, et les chutes de Bumbuna, dans la région de Tonkolili qui ont été choisies pour le nouveau projet de centrale hydro-électrique du pays.

Le village de York, dans la péninsule, renferme le « gouffre de Fori ». La forteresse de l'île de Bunce, utilisée pour entreposer les cargaisons d'esclaves destinées à l'Europe et aux Amériques durant l'époque du trafic des esclaves, peut donner à penser aux historiens.

Il existe une grande variété de projets d'entraide visant le développement de la communauté, ils sont d'un immense intérêt pour les visiteurs. Le plus célèbre est le Project Maforki, à Portloko, dans la province du nord.

Des excursions en car sont organisées par le ministère du tourisme et des affaires culturelles, les Sierra Leone Airways et les agences de voyages Yazbeck. Des taxis sont disponibles à des prix relativement peu élevés, ainsi que des mini-bus privés que les gens du pays surnomment « poda poda ». La capitale et les villes principales des provinces sont desservies par des lignes régulières d'autobus appartenant à la Road Transport Corporation. Les lignes intérieures de Sierra Leone Airways offrent des vols réguliers de l'aéroport d'Harry L. Swenson à destination de : Bo, Kamema et Yangema, avec des escales à Gbangbatoke et Tongo et deux vols hebdomadaires à destination de Bonthe.



Le pittoresque des marchés.

SIERRA LEONE A...

ne coopé...

Arma
éc

FREETOWN,
Dock around
the clock

SIERRA LEONE
Géré par WAFU
PORT

Sierra
Leone
Adm. (S)

مكتبة من المجلد

Une coopération harmonieuse avec la France

EN participant pour la première fois au sommet franco-africain qui vient de se tenir à Nice, le président Siaka Stevens a fait acte de sa détermination de se rapprocher de la communauté francophone dans laquelle, mis à part la Libéria, la Sierra-Leone est enclavée.

Bien qu'encore modeste, la coopération entre Paris et Freetown se développe harmonieusement. La première réunion de la commission mixte franco-sierraléonaise, en mai 1979, avait permis de revoir les bases d'une coopération culturelle et technique entreprise dès 1963, soit deux ans seulement après l'indépendance de cette ancienne colonie britannique.

La coopération culturelle, la plus dynamique, concerne essentiellement le développement de la langue française, dans un pays demandeur compte tenu de son environnement francophone. Sur les huit coopérateurs français qui travaillent en Sierra-Leone, six s'occupent d'enseignement. Trois enseignent à l'université de Fourah Bay College, tandis qu'un quatrième est professeur à l'école normale supérieure de Milton-Margai. D'autre part, deux conseillers pédagogiques aident avec des Sierra-Léonais les centres pédagogiques de Freetown et de Bo, destinés à encourager et à améliorer l'enseignement du français, dont l'étude est obligatoire pendant les trois premières années de l'enseignement secondaire. Outre ces enseignements spécifiques, deux programmes hebdomadaires de télévision scolaire, réalisés à l'aide de films et de documents, sont diffusés à l'intention des écoliers, mais aussi des adultes. Enfin, l'Alliance française de Freetown réunit environ une centaine d'élèves adultes.

La présence culturelle française en Sierra-Leone se manifeste, d'autre part, par l'organisation de concerts, d'expositions, ou par la diffusion, deux fois par

mois, dans une dizaine de salles, de films français. En liaison avec l'INA (Institut national audiovisuel), 50 heures d'émissions françaises (cinéma, vie des animaux, courts métrages) sont diffusées à la télévision.

Pour compléter cette coopération, un nombre grandissant de jeunes Sierra-Léonais bénéficient de bourses d'étude en France. Un effort particulier est fait pour recruter chaque année en France, durant trois mois, dix professeurs de français sierraléonais. En même temps, les étudiants de français de l'université et de l'école normale supérieure bénéficient d'un séjour de formation en France au cours de leurs études. Les bourses littéraires diminuent au bénéfice des bourses scientifiques et techniques au nombre de quinze : trois aux étudiants en médecine, deux à l'Institut international d'administration publique, quatre en agriculture, trois pour l'aménagement de l'espace, deux en physique et un en science politique. Ces boursiers sont généralement recrutés au niveau de la licence et viennent deux ans en France.

La coopération technique, en dehors de l'attribution des bourses scientifiques, est représentée par deux coopérateurs français. L'un, ingénieur de l'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique outre-mer), dirige un laboratoire d'analyse des sols dans le cadre d'un projet des Nations unies - F.A.O. Sierra-Leone. L'autre, expert agronome, affecté à l'université de Njala, donne des cours scientifiques et tente de développer, notamment par la traction animale, des expériences de technologie appropriée.

Sur le plan des relations économiques, la France est le cinquième fournisseur de la Sierra-Leone (elle était au deuxième rang en 1961), après la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la R.F.A. et le Japon. En 1979, le montant des exportations françaises s'est élevé à 80 millions

de francs (contre 61 millions en 1978). Les principaux produits exportés sont le caoutchouc, les produits alimentaires, les biens d'équipement, les automobiles.

En revanche, la France n'est que le vingt-sixième client de la Sierra-Leone et le montant des exportations en provenance de

France (contre 16 millions en 1978), soit une très forte augmentation. Les produits sierraléonais importés sont essentiellement le bois, le caoutchouc, les produits de la mer, notamment la crevette congelée.

Les trois projets de développement

D'autre part, la France participe au développement économique de la Sierra-Leone, par le biais de la Caisse centrale de coopération économique, qui finance trois projets de développement par des prêts à long terme.

Le premier, qui représentait l'entrée de la C.C.C.E. en Sierra-Leone à la fin 1978, concerne un prêt de 15 millions pour l'extension de la société de distribution des eaux de Freetown.

Le deuxième projet, signé à la fin de 1979, pour un montant de 18,5 millions, représente une participation au financement du centre de transit téléphonique international auquel est intéressée la société Thomson C.S.F.

Le troisième projet, signé à la fin de 1979, pour un montant de 15 millions, concerne un prêt de 15 millions pour le financement d'un broyeur de Kin-Kin, c'est-à-dire une machine pour fabriquer du ciment, matériel jusqu'à présent fourni exclusivement par les Soviétiques.

Jusqu'à maintenant, les Soviétiques ont un droit de pêche quasi exclusif dans les eaux très poissonneuses de la Sierra-Leone, celle-ci n'ayant pas en-

core les moyens d'exploiter, seule, sa zone maritime.

C'est pour éviter de renouveler le bail accordé à l'U.R.S.S. que le gouvernement sierraléonais voudrait pouvoir acquérir ses propres bateaux. Pour l'instant, il ne possède que cinq crevetiers et a donc demandé à la C.C.C.E. de financer l'acquisition de navires.

Sur le plan de l'agriculture, le gouvernement de Freetown soutiendrait que la C.C.C.E. finance des projets à court terme pour le développement de la culture des noix de coco et des palmiers à huile, la production d'huile de palme ne couvrant pas encore les besoins locaux. A plus long terme, le gouvernement de Freetown voudrait pouvoir développer la culture de l'hévéa, très prospère au Liberia voisin.

Le sérieux des projets sierraléonais impressionne d'ailleurs favorablement les experts français qui les étudient avec bienveillance.

Bien que peu nombreuse (une centaine de personnes), la colonie française en Sierra-Leone est

relativement dynamique et deux importantes sociétés sont installées à Freetown. La société De-De, qui a déjà réalisé près de quarante stations d'épuration et de distribution des eaux, et la société U.T.A. qui assure aujourd'hui trois vols hebdomadaires Paris-Freetown et retour. Le nombre des passagers convoyés par U.T.A. est passé de cinq cents à neuf mille ces cinq dernières années.

Par l'intermédiaire de sa filiale hôtelière U.T.H., la compagnie aérienne française vient de se charger de l'administration et de la marche du dernier-né des grands hôtels de Freetown, le Mamy Koko, construit sur la plage de Lumley Beach, au Cap Sierra, dans la perspective du prochain sommet de l'O.U.A. en juillet. Hôtel de catégorie de luxe, avec piscines, restaurants, nightclub, tennis, boutiques, banque, établissement sera le premier géré entièrement par des Français en Sierra-Leone. Une perspective d'autant plus prometteuse que le tourisme n'a fait jusqu'à présent que de faibles progrès dans ce pays qui recèle des possibilités encore inexploitées. — F. C.

Les déclarations du président Stevens

(Suite de la page 7.)

Il m'a dit que, du temps des Blancs, ils savaient à qui s'adresser, car il n'avait qu'un interlocuteur. Et puis, qu'est-ce que le multipartisme ? Même dans les pays avancés, il offre de sérieux inconvénients. Chez nous, dans la honte, c'est encore pire en raison de l'analphabétisme. Ce qu'il faut, c'est un consensus se dessine et une fois qu'il est réalisé, que tout le monde le respecte. Pour le moment, nous devons nous passer d'idéologies. Même en ce qui concerne le socialisme, le sens de ce terme est différent selon la région du monde où il est utilisé.

Le dernier, dans une interview au Monde de

Monde daté 1^{er}-2 juillet 1979, vous avez déclaré que l'agriculture recevait la priorité dans le développement de la Sierra-Leone. Pourriez-vous nous dire quels ont été les premiers résultats concrets de ce choix ?

L'agriculture demeure la priorité. C'est naturel ! Nous ne pouvons pas nous permettre de dépendre des autres en ce qui concerne notre nourriture. Nous avons un programme de développement intensif de la culture du riz. Je crois que, vers la fin de cette décennie, nous aurons atteint le seuil de l'autosuffisance alimentaire. Nous avons lancé des programmes agricoles intégrés, notamment avec le concours de la Banque mondiale. Je crois

que ces efforts conjugués commencent à porter des fruits.

En ce qui concerne la production minière, de nouvelles possibilités se sont-elles présentées ? Pouvez-vous nous dire également quels succès votre gouvernement a remportés dans le contrôle de l'extraction et de l'exportation des diamants ?

Le contrôle de la production de diamants a toujours été difficile. On peut facilement le cacher. Nous avons réduit les taxes à l'exportation. Nous faisons de notre mieux. L'extension de la production est en cours. Dans trois ou quatre mois, un nouveau projet aura démarré. Voilà deux mois, nous avons

trouvé un diamant de 247 carats, dont la valeur est de 9,3 millions de dollars environ.

Depuis 1978, la Sierra-Leone envisage de rejoindre l'Afrique. Pouvez-vous nous dire où en sont les négociations ?

La question est toujours à l'étude. Je suis impressionné par les résultats obtenus par l'Afrique dans tous les domaines. Mais nous avons des engagements antérieurs dont nous devons tenir compte, et la négociation n'a pas abouti. Nous y pensons toujours. Seulement, on ne peut pas agir trop vite dans ce genre de domaine.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI.

Armateurs, écoutez ceci

Lorsque vos navires passent à proximité vous pourriez économiser du temps et de l'argent en utilisant nos installations de transbordement et autres équipements portuaires.

Nous sommes spécialisés dans les transbordements de conteneurs, avec des dispositions de sécurité maximales et nous pouvons offrir aux navires relâchant régulièrement des postes à quai prioritaires avec pilotage et travaux à bord 24 heures sur 24.

L'eau douce, les soins médicaux, les réparations mécaniques, les réparations de conteneurs, les inspections du Lloyd sont également à votre disposition en permanence.

Approvisionnement en carburant disponible à chaque poste à quai et sur des péniches en milieu de rivière. Deux remorqueurs modernes de port et de haute mer sont prêts à intervenir à tout moment.

Les autorités portuaires de Sierra Leone désirent satisfaire les armateurs.

"FREETOWN, Dock around the clock"

Pourquoi ne pas faire un essai ?

Pour plus de détails sur nos tarifs compétitifs, télégez à :

The General Manager
3262
Adresse télégraphique : PORTMAN

SIERRA LEONE PORTS AUTHORITY
Géré par WAPORTMAN INTERNATIONAL
PORT DE FREETOWN

General Manager
Sierra Leone Ports Authority
PMB 386 • Freetown
Adr. tél. : Portman SL. Telex : 3262

Leon Tempelman and Son, Inc.
529 Fifth Avenue
New York, N.Y.

travaille avec le gouvernement
et le peuple de Sierra Leone
depuis 1961

Sierra Leone Diamonds
25 Palliser Street
Freetown, Sierra Leone

Le Monde ECONOMIE

L'industrie française s'est refait une santé Moins endettées et plus productives, les firmes ont repris leurs investissements

Résultats financiers et boursiers, analyse conjoncturelle par branche et par firmes statistiques et comptes nationaux : un faisceau d'informations convergentes montre que l'industrie française, en obtenant de bons, voire de très bons résultats en 1979, a renforcé ses positions, les a même parfois améliorées, notamment sur le plan international.

Dans sa dernière analyse sur « la situation et les perspectives de l'économie française en mai 1980 », l'INSEE décrit la reconversion qui s'est opérée au sein de l'industrie française grâce à une reprise générale et profonde des

investissements, qui, pour n'avoir pas été bien perçus, ne s'en est pas moins produite à partir de 1978. Les chiffres qui seront examinés, en juin, par la Commission des comptes de la nation montreront, d'autre part, que les firmes se sont désendettées, tout en accélérant leurs dépenses d'équipements, et qu'elles peuvent maintenant financer une part grandissante de ceux-ci sur leurs propres ressources (autofinancement).

Enfin, au fur et à mesure que les sociétés françaises annoncent leurs résultats, on s'aperçoit que l'exercice 79

aura été brillant dans la plupart des cas. Les études de la centrale des bilans de la Banque de France, qui doivent être rendues publiques cette semaine, vont dans le même sens.

Si le plan Barre n'a pas réussi à enrayer l'inflation et le chômage, tout du moins a-t-il eu comme résultat de permettre aux firmes françaises de se refaire une santé. Même si ses effets sont encore limités, c'est un résultat incontestablement positif à mettre à l'actif de la nouvelle politique économique menée en France depuis 1978.

CRIQUE par le R.P.R., vilipendé par l'opposition, toléré par des syndicats qui ne lui cachent pas leur hostilité, le plan Barre n'a jamais eu en France qu'un seul supporter convaincu : le premier ministre lui-même.

Si une partie du patronat, séduite par une politique qui lui est devenue très favorable, s'est progressivement ralliée aux thèses du premier ministre, si la presse et les milieux d'affaires anglo-saxons et allemands portent maintenant des jugements favorables sur l'action entreprise depuis 1978 par le premier ministre, l'opinion publique reste en France — du moins le semble-t-il — profondément sceptique sur le bien-

fondé du plan Barre, qui n'a réussi à enrayer ni l'inflation ni le chômage et qui aboutit à une stagnation totale du pouvoir d'achat dans un pays habitué à des gains moyens annuels de 4 à 5 %. Quant aux jugements portés par la presse française, ils sont — ou ont été — le plus souvent très négatifs. La plupart des commentateurs estiment en fait que le premier ministre a largement échoué.

Or, un ensemble d'informations montre que, au-delà des indices de prix de commerce extérieur, d'emploi, décrivant une situation conjoncturelle en voie de se dégrader sous l'effet du nouveau prélèvement pétrolier, l'industrie française, elle, a consolidé et amélioré ses positions grâce à une rentabilité

accrue qui s'est même traduite par une reprise des bénéfices. Il est significatif, par exemple, que l'INSEE, dont l'indépendance de jugement irrite fort M. Barre, ait écrit tout récemment que l'économie française présentait en ce printemps 1980 « une bonne capacité de résistance » aux éléments conjoncturels défavorables.

Le simple bon sens suggère que si le plan Barre avait été un échec, il aurait depuis la fin de 1978 appauvri et désorganisé notre économie, qui, en tout état de cause, aurait bien été incapable d'absorber le nouveau choc pétrolier, un choc dont l'ampleur — on ne l'a peut-être pas assez dit — est supérieure à celle de 1973-1974, à tel point que des pays aussi industrialisés et sol-

des que la République fédérale d'Allemagne et le Japon en sont déséquilibrés. Un choc qui entraîne une ponction supplémentaire de 2,5 % de la richesse nationale en portant le prélèvement pétrolier total à 5 % du PIB (Produit intérieur brut). Assurément, une économie malade ne pourrait supporter pareilles perturbations sans risques très graves. Or, les experts de l'INSEE ne sont pas pessimistes.

L'INSEE justifie son analyse de deux façons. Tout d'abord, il estime que « les principaux déséquilibres nés de la crise de 1974 étaient résorbés et que la croissance paraissait pouvoir reprendre en 1979 sur une base assainie », quand a commencé la nouvelle vague de hausses pétrolières. Terrain amélioré donc, malgré la persistance d'une forte inflation » et de problèmes non résolus, « comme l'emploi et la redistribution sociale ». L'autre raison de la relative sérénité des experts de l'INSEE est la reprise profonde et probablement durable des investissements en France, qui devrait compenser — au moins partiellement — la baisse de la consommation des ménages et le ralentissement des exportations.

On peut bien entendu se poser la question de savoir si, sans plan Barre, la reprise des investissements privés ne se serait pas tout de même produite après un cycle de quatre années où ils avaient stagné, voire baissé.

ALAIN VERNHOLE.

(Lire la suite page 18.)

INCITÉS OU ASSISTÉS ?

CONSTRUIRE une société « de liberté et de responsabilité », pour reprendre une expression employée à l'envi par les membres du gouvernement et le patronat n'est décidément pas chose aisée. Pendant longtemps, les chefs d'entreprise ont dénoncé, souvent à juste titre, l'interventionnisme et le dirigisme de l'Etat. Depuis quelque temps, les choses dans ce domaine se sont quelque peu améliorées, et l'on pouvait penser que, en contrepartie d'une liberté en partie retrouvée, le patronat accepterait de prendre toutes ses responsabilités. En bien ! Il apparaît qu'il faut l'y inviter. N'est-ce pas le cas au moins dans deux domaines essentiels à la communauté nationale et à la vie des entreprises : les économies d'énergie et la recherche ?

Dans la lettre d'information n° 126 du ministère de l'Industrie, on peut lire ainsi : « Le dispositif d'incitations financières, accompagné des actions de sensibilisation menées par l'agence des économies d'énergie auprès des chefs d'entreprise, a permis d'assister en 1979 à un véritable décollage des investissements dans le secteur industriel. »

Cette courte phrase appelle au moins deux commentaires. En premier lieu, on peut s'étonner, alors que le choc pétrolier date de fin 1973, qu'il ait fallu six ans pour assister à un « véritable décollage » des investissements permettant d'économiser l'énergie dans l'industrie. Le moins que l'on puisse dire est que le temps de réaction a été long, même s'il convient de relever que certains secteurs, comme le ciment ou le verre, gros consommateurs, se sont heureusement réveillés plus tôt. De même, peut-on être surpris qu'il ait été nécessaire de mettre en œuvre un dispositif d'incitations financières pour amener les chefs d'entreprise à se lancer dans des opérations qui ne semblent relever, a priori, que d'une bonne gestion...

Ce qui est vrai des économies d'énergie l'est de la recherche. On sait que la France a pris ces dernières années en cette matière un retard important sur certains de ses grands concurrents, en particulier la République fédérale d'Allemagne et surtout le Japon. Chacun sent que dans ce domaine essentiel un effort considérable doit être consenti par l'Etat, bien sûr, mais aussi par les entreprises. Ces dernières y sont prêtes... mais à condition qu'on les y incite. C'est du moins ce qui ressort des conclusions d'un groupe de travail présidé par M. Roger Fauroux, directeur général de Saint-Gobain-Font-de-Mousson, qui, dans un rapport remis à M. Aigrin, secrétaire d'Etat après le premier ministre, propose entre autres mesures d'autoriser les entreprises à déduire du bénéfice soumis à l'impôt sur les sociétés une somme égale à la moitié de l'accroissement, en francs constants, par rapport à l'exercice précédent, de leurs dépenses de recherche-développement.

Que l'Etat aide des entreprises à développer leur recherche dans des secteurs particulièrement périlleux pourrait s'admettre. Qu'il assume l'effort financier le plus important lorsque ses projets ne coïncident pas avec ceux des firmes se conçoit. Mais qu'il soit systématiquement associé à une démarche qui, une fois encore, ne relève fondamentalement que d'une bonne gestion n'est pas concevable. A vouloir trop souvent être incités, les industriels risquent fort de passer pour assistés.

PHILIPPE LABARDE.

Nouvelles stratégies du développement ou nouveau dogmatisme ?

par GILBERT ÉTIENNE

LORSQUE vers 1960 s'ouvrent les débats sur le tiers-monde, les tenants de l'école libérale prônent la libre entreprise, l'agriculture et l'industrie légères face aux marchés, pour lesquels le salut se trouve dans l'industrie lourde, la planification impérative, les nationalisations... De part et d'autre, on ne lève pas sur le dogmatisme. Ainsi, dans les milieux bien pensants de l'économie suisse, celui qui oserait parler de plan se ferait colter l'épigramme de « gauchisme ». De l'autre côté, les mises en garde sur une expansion prématurée du secteur lourd provoquaient le soupçon de retour au pacte colonial.

Le rude contact avec les réalités politiques, socio-culturelles et économiques, si diverses du tiers-monde, n'a pas tardé à ébranler les sectarismes. La notion de planification s'impose assez vite du côté libéral, les économistes marxistes se rendent compte qu'un schéma trop marqué par l'exemple soviétique cadre mal avec les conditions de nombreux pays sous-développés. Ainsi, vers le milieu des années 1960, l'érosion mutuelle des positions de départ et l'intervention croissante des économistes du tiers-monde provoquent une réduction sensible des écarts. Des pays politiquement aussi différents que l'Inde et la Chine mettent en relief le rôle de l'agriculture et, en même temps, le besoin d'un fort soutien à celle-ci du secteur industriel. En Amérique latine, les déceptions provoquées par l'industrialisation de substitution (de produits importés) incitent à donner plus de place aux exportations de biens manufacturés.

Tous les réverus et tous les

sectaires n'avaient certes pas disparu, mais la prise de conscience des réalités était en train de gagner du terrain, au moment où, vers le tournant des années 1970, commencent à se cristalliser de nouvelles stratégies dont voici les principaux éléments :

- Le sous-développement du tiers-monde n'est que le pendant du surdéveloppement des pays nantis, l'un et l'autre ne sont que deux aspects du même problème : le mauvais développement.
- En substance, aujourd'hui, comme à l'époque coloniale, c'est l'appauvrissement des uns qui fait l'enrichissement des autres.
- Les trois décennies (1950-1980) marquent l'échec des stratégies de développement. « La littérature sur le développement succombe sous le poids des critiques post-mortem. Celle-ci est unanime sur les résultats désastreux obtenus » (1). Dans la plupart des cas, l'accent majeur a été mis sur la croissance économique au détriment du progrès social.
- L'agriculture a été gravement négligée au profit de l'industrie. Il en est allé de même pour les produits vivriers face aux cultures commerciales souvent exportées.
- Les pays sous-développés ont privilégié les techniques de pointe dans l'industrie au lieu de pousser les techniques intermédiaires.
- Les multinationales manipulent états et gouvernements du tiers-monde au gré de leurs intérêts.

(1) Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, *Development Dialogue*, n° 2, 1977. Cf. aussi n° 1, 1976.

— Une polarisation croissante apparaît entre une petite classe opulente et complexe des bourgeoisies occidentales face aux masses appauvries.

- Dans les zones rurales où une croissance assez rapide a eu lieu (« révolution verte ») les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.

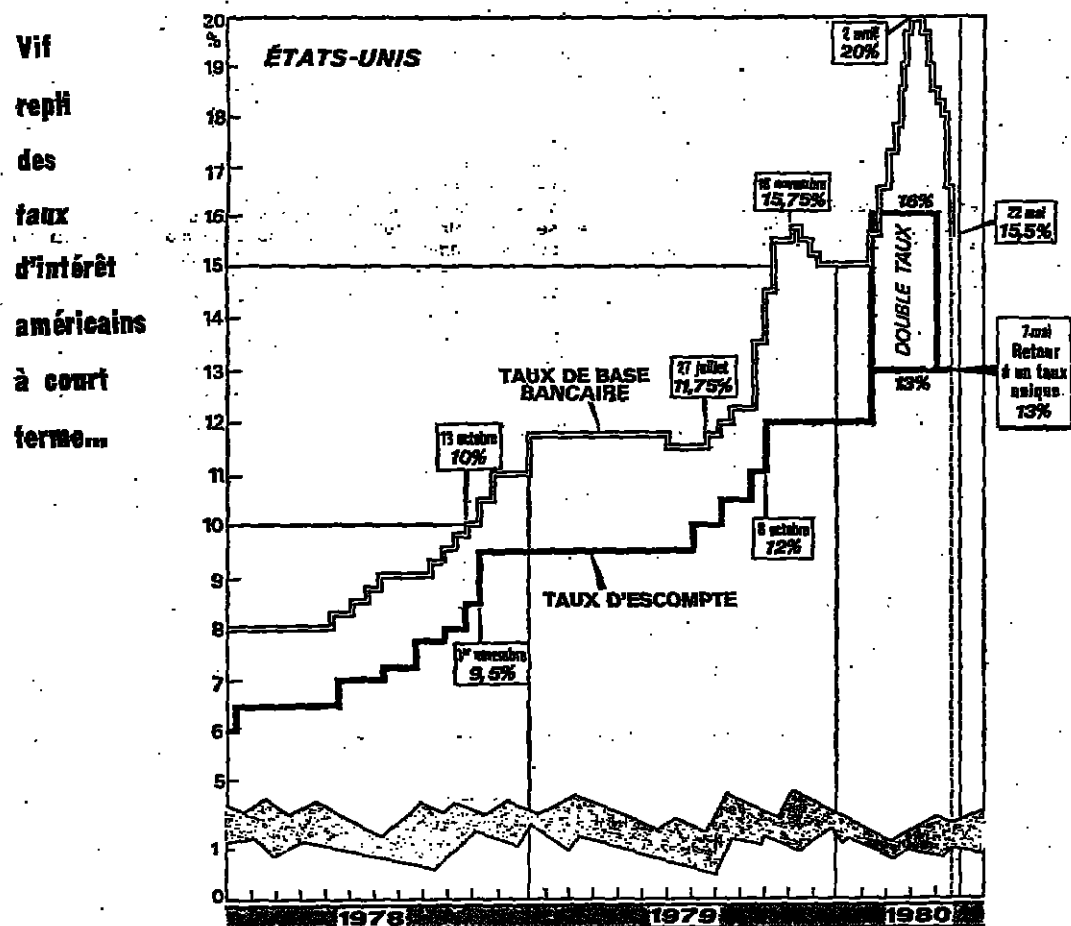
Les nouvelles stratégies reposent sur l'autonomie (self-reliance) : compter sur ses propres forces, tel est l'objectif du développement « autocentré » qu'on préconise désormais. Il faut appuyer au maximum sur la communauté rurale au niveau du village, étendre le principe au niveau national, voire entre pays sous-développés.

L'accent majeur est mis sur les techniques intermédiaires nées de l'initiative locale, sur la petite industrie peu coûteuse en capitaux et occupant beaucoup de main-d'œuvre.

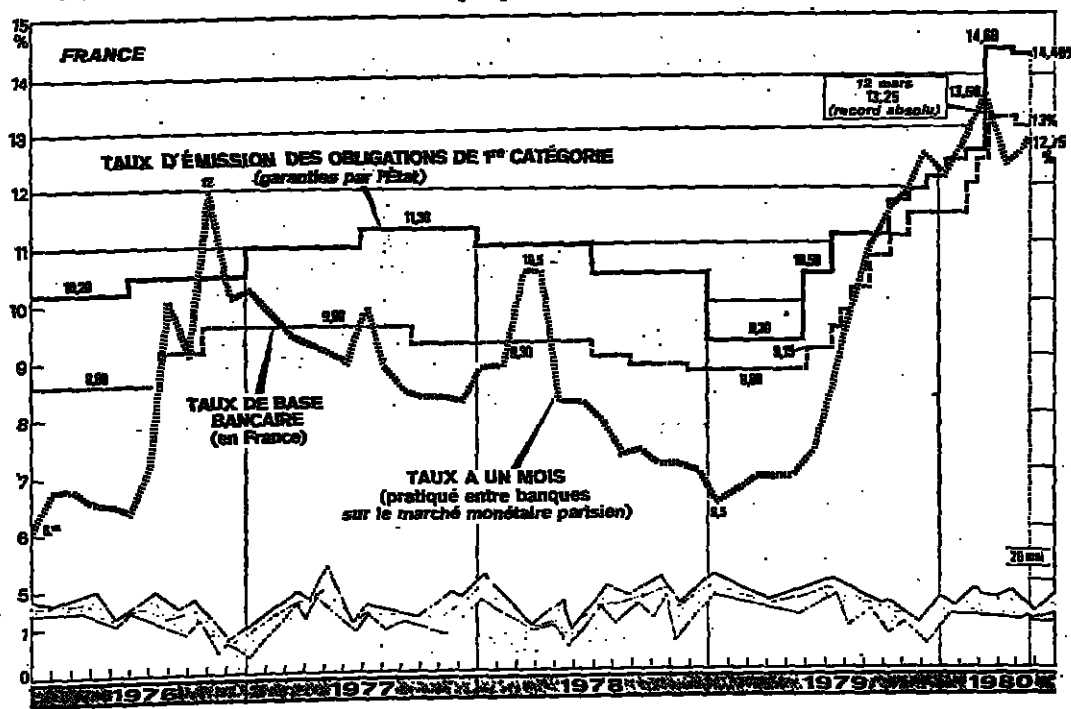
Le développement rural, en particulier l'agriculture vivrière, doit recevoir la priorité sur les cultures commerciales. D'une manière générale, au lieu de pousser la croissance avant tout, la planification misera sur les « besoins fondamentaux » de l'homme et sur son épanouissement dans une plus grande justice sociale.

Diagnostic et remèdes s'adressent-ils avec les réalités d'aujourd'hui ? Lorsqu'on relit les plans de plusieurs pays asiatiques des années 1950, on s'aperçoit que leurs objectifs n'étaient pas si différents de ceux d'aujourd'hui. Les responsables installés sur la nécessité de combiner croissance économique et développement de l'homme, de ses besoins et de ses aspirations.

(Lire la suite page 18.)



... mais baisse beaucoup plus lente en France



Les taux du marché monétaire américain (et du Eurodollar), qui ne figurent pas sur notre graphique, sont tombés au-dessous des taux français. Par exemple, le taux de l'eurodollar à un mois se situe, au milieu de la semaine dernière (22 mai), un peu au-dessous de 10 % alors que — voir notre graphique — le taux à un mois entre banques était, à Paris, de 12,75 %. D'une façon générale, les taux français ont peu baissé par rapport à leur maximum atteint au début avril, et cela tant à court terme (crédit ban-

caire) qu'à long terme (obligation). Par rapport au début de l'année, les taux ont nettement plus baissé, comme l'atteste le lancement, le 3 juin prochain, d'un emprunt d'Etat à 12,25 % alors que le précédent — émis en janvier — était assorti d'un taux de 12 % (pour une durée plus courte — six ans — au lieu de dix ans pour le précédent).

Aux Etats-Unis, au contraire, les taux à court terme sont en forte baisse à partir, il est vrai, d'un niveau de départ plus élevé.

Mammiv Yoko
à la française pour
la Sierra Leone



Mammiv Yoko

Nouvelles stratégies du développement ou nouveau dogmatisme ?

(Suite de la page 17.)

Parfois, même le vocabulaire change à peine. En Inde, on parlait des « besoins ressentis » au lieu des « besoins fondamentaux ».

En Asie et un peu plus tard en Afrique, développement communautaire ou animation rurale mettent en avant le rôle de la « communauté ». Au lieu de « self-help » (s'aider soi-même) dans un large processus de développement économique et social, il est donc faux d'affirmer que, partout ou presque, les responsables de l'époque n'avaient en tête que la hausse du P.N.B. La vraie question serait de savoir pourquoi les résultats sont restés en deçà d'objectifs point si différents de ceux d'aujourd'hui.

Peut-on, par ailleurs, parler d'échec général des politiques de développement ? Nous pourrions donner de nombreux exemples de zones rurales où la pauvreté recule grâce à un processus de croissance large et diversifiée, cela même en Inde, pays où l'on a cité pour son faible niveau de vie (2). Une telle évolution contredit l'affirmation si souvent entendue : « Dans la révolution verte, les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent. »

Tout le problème des incidences de la croissance sur le revenu des paysans pauvres exigeait des examens à ras du sol et non pas ces exercices faits en chambre sur la base de statistiques fragiles ou erronées. On s'apercevait alors de toute une gamme de situations, certaines déplorables, d'autres beaucoup plus encourageantes.

Le principe de la self-reliance dans les campagnes va à l'en-

contre des tendances observées dans de nombreux pays où le village, compte tenu de la pression démographique, ne s'en sortira que grâce à une économie toujours plus ouverte sur l'extérieur. Les unités collectives prospères de Chine le démontrent amplement, comme les zones avancées de l'Inde, et le même besoin apparaît dans bien d'autres régions en Afrique ou en Amérique latine.

Passons au choix des technologies. Tout esprit sensé reconnaît l'erreur consistant à ne lancer que des industries à technologie de pointe, mais pourquoi tomber dans l'excès contraire ? Nombre de pays d'Asie et d'Amé-

rique latine font, depuis longtemps, de la petite industrie, en le sachant ou sans le savoir. Celle-ci est mal recensée, mais elle saute aux yeux avec ses ateliers, petites usines, garages, entreprises familiales ou plus grandes, équipées de machines modernes. Même en Iran, pays typique d'excès en matière de grande industrie importée, nous étions frappés en 1976 par la prolifération de petites entreprises non seulement dans les faubourgs de Téhéran ou d'Istahban, mais même dans une ville de taille moyenne et assez isolée comme Yazd.

Le choix des technologies

Par ailleurs, voyons comment se répartissent les investissements privés étrangers dans le tiers-monde. Plus de 50 % couvrent l'Amérique latine et les Caraïbes, poids lourd et source d'abus dans certains pays. Néanmoins, même dans cette partie du monde, la situation n'est pas figée. Un pays comme le Brésil est en train de durcir sa position.

A la fin de 1972, 9,3 % des investissements privés sont allés en Afrique (Proche-Orient, 20,7 % en Afrique (où des abus sont aussi évidents) et moins de 20 % dans l'immense zone (en termes de peuplement) qui va de l'Afghanistan à la Chine. A elle seule, cette répartition montre la grande diversité des situations. Qui plus est, l'Inde, Singapour, la Corée du Sud, chacun à sa manière, sait ne pas se laisser manipuler par les multinationales.

Critique fautive ou simpliste :

l'accusation selon laquelle le tiers-monde aurait négligé le secteur privé au profit des cultures commerciales, souvent exportées. En fait, depuis une trentaine d'années, les deux tiers de la population du tiers-monde (continent asiatique sans Proche-Orient) ont au contraire accordé la priorité aux céréales. Il est possible que des erreurs aient été commises dans certaines régions d'Afrique noire, mais, ici aussi, la question-clé tient au bon dosage. Dans la plupart des pays il y a place à la fois pour les deux types d'activités.

Une autre dichotomie absurde consiste à opposer agriculture et industrie. Or la première ne peut se développer sans le soutien de la seconde et cette dernière, dans plusieurs branches, dépend des livraisons des produits du sol pour tourner et s'étendre.

Pour terminer, est-il juste d'affirmer que notre richesse, à l'époque coloniale comme aujourd'hui, est assise sur le pillage du tiers-monde ? L'historien de l'économie Paul Bairoch (4) a clairement rejeté cette théorie des vases communicants pour l'ère coloniale. Abus, exploitation ne font pas de doute, mais ce ne sont pas eux les principaux moteurs de l'économie occidentale et de son expansion au dix-neuvième siècle. Pour la période contemporaine, constatons que les échanges se sont accrus plus fortement en chiffres absolus et en pourcentage que dans les années cinquante et soixante. Quant au stock des investissements directs des multinationales dans les pays en développement, il baisse de 31 % du total des investissements privés à l'étranger en 1967 à 26 % en 1975 (5).

Comment trouver les remèdes adéquats en partant de diagnostics aussi discutables ou incertains ? Pour le moment, les responsables de nombreux pays du tiers-monde ne se laissent pas trop séduire par les nouvelles stratégies.

Si certains de leurs ressortissants s'en réclament, ils sont souvent employés dans telle ou telle internationale plutôt que dans leur propre pays. En revanche, les thèses exposées ci-dessus gagnent de plus en plus de terrain en Europe occidentale, grâce à de multiples canaux de propagande dont la tolérance n'est pas la vertu principale.

Comme nous y avons fait allusion, tout n'est pas bien sûr à rejeter dans ce débat, mais

l'écart entre les dogmes et les réalités humaines, politiques, technico-économiques est trop flagrant.

Finalement, avouons un autre soul. Plusieurs des principes avancés des nouvelles stratégies sont occidentaux. Or le tiers-monde est, à juste titre, las de nos exhortations ou de nos sermons.

GILBERT ETIENNE.

(2) Cf. notre article dans le Monde du 3-1-1979.

(3) E.P. Schumacher, *Small is beautiful*, Londres, Abacus, 1977.

(4) P. Bairoch, *Le tiers-monde dans l'économie*, Paris, Gallimard, 1971.

(5) Les multinationales. Documentation française, mars-avril 1979.

L'industrie française s'est refait une santé

(Suite de la page 17.)

Contentons-nous de rappeler deux faits :

● *Toute la logique interne de la politique menée par Matignon depuis 1976 était de redonner aux entreprises l'aisance financière qui leur manquait pour investir.* — La était l'essentiel du plan Barre, tout le reste en découlait : liberté des prix, cadeaux fiscaux, faibles à l'épargne privée pour développer le marché des obligations, autorisation de licencier dans la sidérurgie et, d'une façon générale, dans les firmes — nombreuses — qui disposaient d'une main-d'œuvre excédentaire, soutien de la conjoncture par des commandes publiques pour améliorer la productivité des fabricants, allègement relatif d'allées — des charges de sécurité sociale pesant sur les entreprises.

Les résultats sont là. Retrouvant une totale liberté de manœuvre, les sociétés ont pu dégager des profits beaucoup plus importants qu'auparavant, grâce à des augmentations de prix qu'elles ont utilisées pour se désendetter. Il y a là un phénomène économique majeur, peut-être le plus important de l'année 1979. Le tableau numéro 1 montre que la

part des intérêts versés par les sociétés pour leurs emprunts (en pourcentage de la valeur ajoutée) a cessé de diminuer depuis cinq ans.

Cette nouvelle aisance financière, les entreprises l'ont utilisée pour financer une plus grande partie de leurs investissements sur des ressources propres. Le tableau numéro 2 retrace l'évolution de l'autofinancement, c'est-à-dire du ratio épargne brute sur investissements des entreprises. On voit que l'évolution est très favorable à ces dernières qui s'endettent moins. Pour un taux d'investissement, il est vrai, encore inférieur à celui d'avant 1974.

Le tableau 3 explique l'origine de cette aisance financière : après paiement des impôts, salaires et cotisations sociales, après versement des intérêts et dividendes, il reste aux firmes plus d'épargne propre à consacrer à leurs investissements.

Ces trois séries statistiques doivent être interprétées avec prudence. Elles sont néanmoins trop convergentes pour ne pas refléter une réalité que confirme d'ailleurs la reprise des investissements.

Les investissements ont repris en France depuis 1978

L'INSEE souligne dans ses analyses que le mouvement a débuté au printemps 1978. Après une pause au début de 1979, il s'est accéléré au milieu de l'année et paraît se poursuivre en 1980. Ce phénomène n'affecte pas seulement le mouvement d'investissement, mais aussi l'ensemble de l'économie que son ampleur.

L'aspect le plus choquant — au sens premier du terme — mais aussi le plus novateur du plan Barre, par rapport aux politiques suivies par ses prédécesseurs, et notamment par M. Chirac, était de modifier, par une série de décisions économiques, la répartition entre profits et salaires : attribuer plus aux premiers et moins aux seconds. Cela a été fait lentement, mais a été fait. L'INSEE souligne les modifications intervenues dans le partage des revenus entre entreprises et ménages.

Forcé est donc de constater qu'il y a au moins coïncidence entre, d'une part, la stratégie développée par M. Barre (redonner de l'aisance aux firmes pour

relancer les investissements) et, d'autre part, l'évolution en profondeur de notre économie depuis un an. Dans la mesure où notre appareil de production est en train de se transformer et de se renouveler — nous évitant peut-être un appauvrissement à l'anglaise — on peut avancer l'hypothèse que, sur un point essentiel, l'action du premier ministre est en train de remédier à nos premiers succès. A terme, elle est peut-être la promesse d'une amélioration de l'emploi.

Saint-Gobain prenant place dans le capital d'Olivetti et de la C.I.L. Honeywell - Bull ; Rhône-Poulenc absorbant la firme américaine Anken ; Peugeot-Citroën prêtant de l'argent à Chrysler ; Renault prenant une participation dans le capital de Mack (Etats-Unis) ; Pernod - Ricard acquérant Austin Nichols, filiale de Liggett, un des grands du marché américain du tabac, des vins et spiritueux ; à tout observateur attentif, les grandes manœuvres de l'industrie française en 1979 et au début de 1980 prouvent que les firmes qui le composent — certaines d'entre elles en tout cas — sont maintenant suffisamment fortes pour développer une stratégie internationale. Ce sont des signes probables aussi révélateurs que les indices de prix, de salaires, d'emplois, de commerce extérieur qui, pour révéler de graves difficultés restées ignorées, ont pu, depuis deux ans, une autre réalité et quelques succès.

ALAIN VERNHOLE.

LA PART DES INTÉRÊTS DANS LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (EN POURCENTAGE) EST EN DIMINUTION

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
5,5	5,4	5,3	5,1	5,7	5,6	5,5	5,5

L'AUTOFINANCEMENT (ÉPARGNE BRUTE RAPPORTÉE A LEURS INVESTISSEMENTS) A RETROUVÉ ET DÉPASSÉ SON NIVEAU DE 1972

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
73,8	67,9	66,3	61,8	62,2	62,4	72,1	76,8

PART DE L'ÉPARGNE BRUTE DE L'ENTREPRISE RAPPORTÉE A LA VALEUR AJOUTÉE

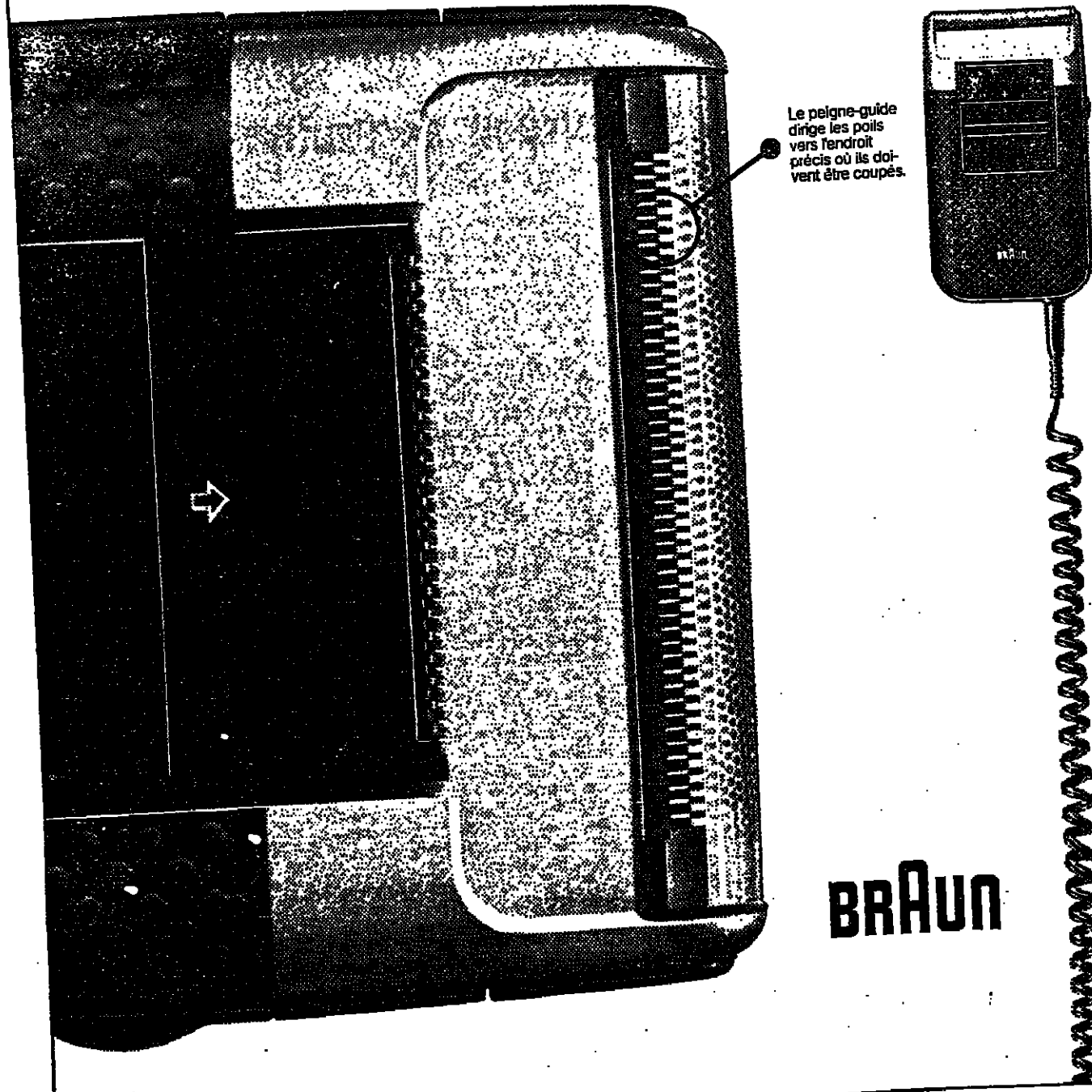
1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
14,4	12,4	10,1	10	10,3	9,8	10,8	11

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficiles à attraper. Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun. Les 30 lames en acier suédois doublement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphone et un boîtier avec des nodules antidérapants qui assurent une excellente prise en main. Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



le tabl
écon



Le tableau de bord de l'économie française

EMPLOI :	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION	
			En un mois	En douze mois
FRANCE				
— Demandes d'emploi :				
Données observées	Avril 1980	1 375 280	— 2,5 %	+ 6,6 %
Données corrigées	Avril 1980	1 438 900	+ 1,7 %	+ 6,6 %
— Chômeurs secourus :				
Données observées	Avril 1980	331 666	— 1,32 %	(— 12,6 %) (1)
Offres d'emploi :				
Données observées	Avril 1980	100 200	+ 2,9 %	+ 18 %
Données corrigées	Avril 1980	100 200	+ 0,1 %	+ 18 %
Licenciements économiques	Avril 1980	29 600	+ 1,3 %	+ 31 %
Effectifs en chômage partiel	Mars 1980	97 100	— 11,1 %	— 34,5 %
C. E. E.				
— Demandes d'emploi	Mars 1980	6 293 400	— 3,4 %	+ 2 %
DUREE DU TRAVAIL :				
— Hebdomadaire ouvriers	Décembre 1979	41	en un trimestre	— 0,2 %
— Hebdomadaire employés	Décembre 1979	46,5	— 0,2 %	+ 0,1 %
EFFECTIFS OCCUPES :				
— Indices 100 en décembre 1978	Décembre 1979	99,1	— 0,8 %	— 0,9 %
SALAIRES :				
— SMIC	Mai 1980	13,66		+ 17,8 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Janvier 1980	143,6	+ 3,4 %	+ 13,7 %
			en un semestre	+ 2,2 %
— Salaire mensuel ouvrier avant impôt	Octobre 1979	3 480	+ 4,4 %	+ 11,5 %
— Salaire mensuel ouvrier après impôt	Octobre 1979	3 370	+ 5,6 %	+ 11,4 %
ASSURANCE MALADIE (salariés) :				
— Dépenses cumulées depuis janvier	Mars 1980	28 731 millions de francs	+ 0,6 %	+ 14,3 %
PRIX				
.....	Avril 1980	—	—	—
PRODUCTION INDUSTRIELLE				
.....	Mars 1980	147 (126)	+ 3,5 % (+ 0,7 %)	+ 0,7 % (+ 3 %)
COMMERCE EXTERIEUR :				
— Importations	Avril 1980	46 485 millions de francs (44 339)	— 5,7 % (— 5,4 %)	+ 27,4 % (+ 21,5 %)
— Exportations		44 310 millions de francs (42 286)	— 0,5 % (— 0,3 %)	+ 27 % (+ 24,5 %)
— Taux de couverture			(+ 3,1 %) 95,2 % (95,4 %)	(+ 24,8 %) 93,9 %
MASSE MONETAIRE :				
— Données corrigées (en milliards de francs)	Février	1 267,7	+ 1 %	+ 13 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)				
.....	Mai (du 2 au 26 de ce mois)	12,71	Taux d'avril 1980 12,4021	Taux d'avril 1979 6,8208

(1) Cette importante baisse du nombre des chômeurs secourus — alors que les demandeurs d'emploi ne cessent d'augmenter — est essentiellement due à la mise en place du nouveau système d'indemnisation du chômage, fusionnant l'aide publique et les allocations ASSÉDIC.

Bibliographie « Paroles de patrons » de Lionel Duroy et Stéphane Moles

À l'origine, les auteurs de *Paroles de patrons*, Lionel Duroy et Stéphane Moles, deux journalistes de l'Agence centrale de presse, n'entendaient pas s'intéresser de si près au monde des chefs d'entreprise. Leur objectif était de tenter de démontrer les mécanismes de l'exercice du pouvoir, au-delà de sa représentation officielle ou élective. Leur enquête les a amenés à découvrir — mais est-ce bien une découverte ? — que le pouvoir de certains patrons s'étendait bien au-delà des murs de leur entreprise. De là leur est venue l'idée d'interroger les plus représentatifs d'entre eux.

Le résultat de la démarche eût pu être languissant parce que répétitif. Il s'avère, en fait, surprenant et enrichissant. Curieux tour de France, qui, de Roubaix à Marseille, nous fait découvrir des créateurs d'entreprise aux dents longues, comme Pierre Calixte, un saisonnier ardennais qui « Orléans n'impressionne pas » ou Jean Becker, premier constructeur mondial de courts de tennis. Étrange galerie, où figurent, aux côtés d'un Maurice Messegé, l'homme des plantes, d'un Paul Merlin ou d'un Pierre Lanson, qui, pour avoir vendu leur entreprise, n'en conservent pas moins une grande influence, des héritiers installés à la tête d'affaires solides tels Patrick Ricard, Charles Mariéux, Henri Pollet (La Redoute), Albert Prouvest (La Lainière), Antoine Bouchon (sucre), Antoine Gulchard (Castro), sans oublier Evelyn Baylet (la Dépêche du Midi). Tous semblables, ces patrons ? Non, bien sûr. Rien de commun entre la sérénité quelque peu sceptique d'un Antoine Gulchard — « Qui vous dit que je ne finance pas Rocard ? » — et l'agressivité de Jean Becker — « Je suis un « jacho », moi ! ». Rien de commun entre un Jean Calixte, qui veut se faire un nom, et un Albert Prouvest, qui doit porter le sien. Rien de commun si ce n'est que, au fil de la lecture de plusieurs de ces entretiens, apparaissent un certain mépris pour la classe politique que l'on fréquente pourtant, une hargne mal contenue pour l'administration, et une méfiance plus ou moins

affirmée à l'encontre des syndicats. Alors, malheureux, ces patrons ? Non. Bien dans leur peau pour la plupart, et tout juste agacés ou révoltés, selon les tempéraments, de constater que leurs contemporains ne parviennent pas à comprendre qu'ils s'occupent, eux, de l'essentiel et qu'ils agissent finalement pour le bien commun.

« Langage simpliste dépourvu de toute pudeur, le patronat français reste l'un des plus réactionnaires d'Europe », écrivent les deux auteurs dans une courte conclusion intitulée « Parti pris ». Sont-ils bien sûrs que ce jugement, qui se veut sévère, sera nécessairement mal accueilli ? Ph. L.

★ Éditions Alain Moreau.

Dans le cadre de sa collection « ANALYSE DE SECTEURS » DAFSA ANALYSE vient de publier

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE DANS LE MONDE

L'une des manifestations les plus frappantes des modifications structurelles des économies occidentales est sans doute la distorsion à partir de 1974 entre l'indice de la production industrielle (+ 15 % environ en 1979 par rapport à 1974 dans les pays de l'O.C.D.E.) et celui de la production d'acier brut (- 5 %) alors que les deux évolutions étaient parallèles sur la décennie antérieure. Cette baisse de la demande mondiale est survenue au moment où l'évolution technologique permettait un rapprochement dans l'espace entre l'offre et la demande mondiales, la coulée continue et la réduction directe favorisant l'apparition de mini-usines. Ainsi, ces deux phénomènes ont-ils plus particulièrement touché les sidérurgies exportatrices : celles des pays de la C.E.E. et du Japon. Notons cependant que la sidérurgie japonaise, dont la capacité de résistance (marges) était plus large et qui a su rapidement modifier ses courants d'échange, a pu surmonter les difficultés. Dans ce secteur, où la rigidité des coûts de production exerce une forte pression sur le rapport Coûts/Valeur produite en cas de conjoncture défavorable (quantité et prix), la productivité apparente du travail a considérablement baissé, plus particulièrement en Belgique et, en France, où la situation des industries a rendu nécessaire l'intervention des États.

L'analyse de quarante-cinq sociétés (de dix-huit pays), représentant plus des deux tiers de la production mondiale (hors pays à plan central), a été menée sur neuf exercices avec une dizaine de ratios permettant de suivre l'évolution et de comparer les résultats, la productivité, la croissance et le financement des grandes entreprises. Le classement final des entreprises, sur la base de tous les indicateurs précédemment énumérés, permet de constater en fin de période :

— que les entreprises canadiennes et japonaises se maintiennent dans le peloton de tête ;

— que les entreprises des pays émergents (Brésil, Mexique, Afrique du Sud) et trois des six sociétés américaines ont accédé aux premières places, l'évolution favorable de leur marché leur ayant permis de dégager un bon niveau de productivité et de fonder sur des bases financières solides leur croissance, qui reste d'ailleurs modeste en ce qui concerne les américaines ;

— qu'aucune entreprise européenne ne se trouve parmi les entreprises performantes alors que, au début de la décennie, cinq, dont trois belges, y figuraient.

Au-delà des résultats qui facilitent la compréhension du passé, cette analyse devrait permettre une réflexion en termes de stratégie sur les options d'une politique industrielle réaliste.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA Analyse, 7, rue Bergère, PARIS 8^e, au prix de 5.000 F H.T. - 5.350 F T.T.C.

Écoutez grand.

Écouter grand ? Ceux qui ont déjà du Pioneer dans leur voiture comprennent très bien ce que cela veut dire. Si vous n'êtes pas encore de ceux-là, nous vous engageons pour votre plus grand plaisir à découvrir le grand son, le son Hi-Fi, le son Pioneer.

Pour écouter grand, il n'est pas nécessaire de voir grand. Il faut voir juste. C'est très facile. Commencez par équiper votre voiture de deux woofers Pioneer de 200 mm pour bien reproduire les basses, même les très profondes, jusqu'à 28 Hz. Ajoutez-y,

c'est important, 2 tweeters de 60 W et d'un rendement de 92 dB pour les aigus parfaits. Tournez le bouton et poussez le volume.

Rien n'est trop beau pour votre voiture.

Voici le grand son, ample, ferme, musclé et pourtant velouté et tout en nuances. Le son Hi-Fi, le son Pioneer.

PIONEER
AUTORADIO

Lexique monétaire (*)

● CONVERTIBILITÉ

La première qualité d'une monnaie, c'est d'être librement convertible en d'autres monnaies, faute de quoi elle tend à n'être qu'un bon d'achat intérieur, comme c'est le cas dans les pays socialistes et dans la plupart des pays du tiers-monde. Dans tous les pays à monnaie convertible, il existe toujours un marché noir où le taux de change s'éloigne souvent considérablement du cours officiel. Ne sont convertibles que les monnaies des pays d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, du Japon et de quelques autres pays (dont l'Arabie Saoudite et le Venezuela). La convertibilité peut être pleine et entière, c'est-à-dire applicable à la fois aux résidents et aux non-résidents. C'est le cas seulement pour un petit nombre de devises (dollar, franc suisse, deutschemark, livre sterling, rial saoudien). Dans les pays où ces monnaies ont cours, il n'existe pas de contrôle des changes. Un citoyen suisse peut, à Zurich ou à Genève, demander à sa banque de lui convertir en dollars, en francs français ou en n'importe quelle autre monnaie du monde le compte qu'il possède en francs suisses, si gros soit-il. Dans la plupart des pays, la convertibilité sans limite n'est accordée qu'aux non-résidents (c'est le cas de la France), ce qui est suffisant pour assurer la liberté du commerce international sur une base multilatérale. Supposons le cas d'un exportateur allemand (« non-résident » au regard de la réglementation française) qui a gagné des francs. Il peut s'en servir librement pour acheter des deutschemarks, mais aussi l'importe quelle autre monnaie, faculté qui permet à l'Allemagne de financer son déficit vis-à-vis de tel ou tel pays par son excédent sur la France. La non-convertibilité des monnaies oblige au contraire à recourir, soit, à des accords bilatéraux, soit à des mécanismes de compensation comme c'était le cas en Europe occidentale avant 1959.

● CHANGES FIXES

Traditionnellement, il était admis que les autorités monétaires devaient non seulement assurer la libre convertibilité de la monnaie nationale, mais encore faire en sorte qu'elle soit convertible contre toute autre devise et contre l'or, à un taux connu d'avance, ne pouvant varier que dans d'étroites limites. Telle était la finalité du système institué à Bretton-Woods (voir ce mot), complété par la suite par les accords généraux d'emprunts de 1961, qui avaient, entre autres choses, créé le Gold Pool (voir plus loin). Dans le système de libre convertibilité à taux de

(*) La première partie de ce lexique monétaire a été publiée dans le Monde de l'économie du 22 avril 1980. Dans un prochain numéro nous publierons un lexique des opérations de change.

change fixe, tel qu'il fonctionna du début de 1945 à l'été de 1971 (puis de façon édulcorée du 18 décembre 1971 — accords dits de Smithsonian Institute — jusqu'à mars 1973), la responsabilité d'une banque centrale (la Banque de France, par exemple), consistait à maintenir la parité de sa propre monnaie vis-à-vis du dollar, ce qui assurait par la même occasion la stabilité du change vis-à-vis de toutes les autres devises. Il existait un cours officiel du dollar, obligatoirement déclaré au Fonds monétaire, le cours effectivement constaté sur le marché ne pouvant fluctuer que dans d'étroites limites de part et d'autre du cours officiel (appelé parfois parité).

Quand le cours du dollar menaçait de « crever » son plafond autorisé (+ 0,75 % au-dessus du cours officiel) — parce que sur le marché des changes de Paris le montant global des demandes de dollars tendait à excéder le montant des offres (ventes) — la Banque de France était tenue d'intervenir pour fournir en quelque sorte l'appoint : elle vendait des dollars, prélevés sur ses réserves de change, pour racheter des francs. Dans le cas contraire, où c'était le dollar qui s'effondrait, menaçant de baisser au-dessous de son « plancher » autorisé (- 0,75 % au-dessous du cours officiel), la Banque de France fournissait des francs au marché en rachetant les dollars offerts mais ne trouvant pas preneurs au cours proposé.

C'était donc les banques centrales non américaines qui se chargeaient de maintenir la parité du dollar. Les autorités américaines étaient dispensées de cette responsabilité. Rappelons que la printemps et l'été de 1971 avaient été marqués par des troubles monétaires culminant avec la suppression du lien entre l'or et le dollar le 15 août 1971. Ces troubles avaient amené la suspension des interventions des banques centrales. Cette première expérience de changes flottants généralisés avait pris fin avec les accords de Smithsonian Institute (du nom du bâtiment de Washington où s'était tenue une conférence monétaire). Ces accords rétablissaient de nouvelles parités monétaires (le dollar étant dévalué) et élargissaient considérablement les marges de fluctuation : plus ou moins 2,25 % de part et d'autre du cours officiel.

● GOLD POOL

Le pool de l'or avait été institué en octobre 1961 par les accords généraux d'emprunt, ou accords de Paris, et fonctionna jusqu'à sa dissolution le 17 mars 1968. Il était composé des banques centrales de huit pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suisse), qui étaient convenues de maintenir sur le marché libre de l'or un prix ne variant que dans d'étroites limites autour du cours officiel (correspondant à la définition-or du dollar) de 35 dollars l'once. C'est la Banque d'Angleterre qui était chargée d'intervenir, soit à l'achat, soit à la vente, au nom de tous les membres du pool. Les Etats-Unis participaient, à eux seuls, pour 50 %, c'est-à-dire que, si le pool était acheteur net d'or, la moitié de l'or ainsi acquis leur était rétrocédée ; et qu'au contraire, lorsque le pool était vendeur net — ce qu'il devint à partir de juin 1965 à cause de la spéculation qui poussait le prix à la hausse — c'est les Etats-Unis qui fournissaient la moitié de l'or vendu par le pool.

Ce dispositif avait pour effet d'assurer indirectement la libre convertibilité à taux fixe des monnaies en or pour les personnes privées, mécanisme fondamental de tout régime monétaire d'étalon-or.

● CHANGES FLOTTANTS

Le change d'une monnaie est dit flottant lorsque n'existe aucune obligation d'intervention de la banque centrale sur le marché pour maintenir le cours dans le voisinage d'un cours officiel. En principe, le cours s'établit librement par le jeu de l'offre et de la demande. Tel est le cas pour le dollar, sur toutes les places importantes, depuis le 12 mars 1973. Dans la réalité, les choses se passent très différemment. Etant donnée l'importance de la devise américaine sur le plan commercial et financier, il n'est pas de banque centrale qui puisse se désintéresser à la longue du niveau auquel s'établit son taux de change. C'est un fait que, depuis l'institution d'un change flottant pour le dollar, le montant des interventions officielles, sauf, il est vrai, périodes de rémission, a été plus important que jamais. Ces interventions peuvent avoir lieu dans les deux sens, mais, jusqu'à maintenant, sur un intervalle suffisamment long de temps, les achats de dollars (pour en freiner la baisse), se sont révélés nettement plus élevés en volume global que les ventes (destinées à en freiner la hausse). Cela tient à la nature même du système dans lequel le monde n'a cessé de vivre, avant comme après mars 1973, et qui est un système à prédominance dollar (voir notre rubrique étalon de change-or dans notre précédent lexique).

● S.M.E. (Système monétaire européen)

Créé par un accord conclu les 4 et 5 décembre 1978 à Bruxelles (au sein du conseil européen), et entré en vigueur le 12 mars 1979, le S.M.E. établit, pour les pays qui y participent activement, un mécanisme de taux de change fixe. Il s'agit des huit pays suivants, tous membres de la C.E.E. : R.F.A., France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Irlande. Quant à la Grande-Bretagne, elle a adhéré à l'accord créant le S.M.E. mais ne participe pas à son dispositif le plus important, à savoir, précisément, le mécanisme de change.

● GRILLE DE COURS-PIVOTS BILATÉRAUX

Un cours-pivot (autrement dit un cours officiel de change) définit la valeur de chaque monnaie à l'égard de chacune des autres. La relation la plus importante pour la France est, évidemment, le cours-pivot du deutschemark, qui est, depuis le 24 septembre 1978, fixé à 2,36363 francs. De ce cours-pivot, le cours effectivement constaté sur le marché ne peut s'écarter à un moment donné de plus de 2,25 % environ en plus ou en moins. Ainsi, le cours-plafond du deutschemark à Paris est-il de 2,4033 francs et son cours-plancher de 2,3033 francs. L'Italie a un régime spécial, la marge de variation pour le lire étant de 6 % de part et d'autre du taux-pivot. Chaque banque centrale intervient, soit à l'achat soit à la baisse, selon le schéma décrit ci-dessus dans la rubrique « taux de change fixes » pour maintenir les variations de change à l'intérieur de la marge autorisée.

● CREDITS COMMUNAUTAIRES MUTUELS

Pour financer leurs interventions respectives, les banques centrales s'accordent des crédits mutuels de montant illimité, remboursables à quarante-cinq jours après la fin du mois de l'intervention, avec possibilité de renouvellement limité à trois mois. C'est le financement à très court terme. Au-delà de

cette période, peuvent intervenir des « crédits de soutien à court terme » de montant limité et d'une durée maximale de neuf mois, ainsi que des concours financiers à moyen terme, de montant également limité (selon des quotas-pars alloués à chaque pays) et pour une durée de trois ans.

● ECU

Toutes les opérations sont comptabilisées en une unité de compte (« numéraire »), l'ECU (European Currency Unit), calculée chaque jour sur la base des neuf monnaies — livres sterling comprises — des pays adhérents. Par exemple, la valeur de l'ECU en francs s'établit à partir des cours de change constatés sur le marché des changes de Paris pour chacune des huit autres monnaies, le franc étant lui-même compté pour l'unité. Chaque monnaie est affectée d'un coefficient de pondération qui tient compte de son poids relatif dans l'ensemble. Ainsi 1 ECU = 0,828 x (4,3420 F) (1) + 1,15 x (1/2) + ... Le coefficient de 0,828 affecté au deutschemark correspond à une pondération d'environ 33 % pour la devise allemande dans l'ECU, et le coefficient de 1,15 affecté au franc français correspond à une pondération d'environ 20 % pour la monnaie française. Suivent une pondération d'environ 13,3 % pour la livre sterling, d'environ 10,5 % pour le florin, 8,8 % pour le franc belge-luxembourgeois, etc., la plus belle pondération revenant au point irlandais (de l'ordre de 1 %).

● FECOM (Fonds européen de coopération monétaire)

Chaque pays membre doit mettre à la disposition du S.M.E. le cinquième de ses réserves d'or (évaluées à un cours dérivé du marché : moyenne des cours de Londres pendant les six derniers mois) et de devises. En contrepartie, chaque pays reçoit un actif libellé en ECU, qui peut servir pour les règlements entre les banques centrales des pays membres du S.M.E. Les réserves ainsi mises à la disposition du S.M.E. restant la propriété des pays qui les détiennent, l'opération s'effectue sous la forme d'un prêt à trois mois indéfiniment renouvelable au FECOM qui est un simple compte de la Communauté n'ayant aucune existence juridique. Il est prévu que dans une étape ultérieure (qui aurait dû, en principe, être l'année 1981) le FECOM serait remplacé par un véritable Fonds monétaire européen.

● INDICATEUR ET SEUIL « DE DIVERGENCE »

Il a été convenu qu'un pays ne devrait pas attendre que sa monnaie soit parvenue soit à son cours-plafond (ce qui peut le cas échéant indiquer qu'une certaine réévaluation serait souhaitable), soit à son cours-plancher (ce qui peut être le signe de faiblesses durables pour prendre des mesures correctives). Un dispositif compliqué, et en réalité peu applicable (parce que, peut-être inapplicable), a été adopté. Lorsque une monnaie s'écarte de son cours-pivot, défini ici en ECU (et non pas, comme dans la grille beaucoup plus utilisée dont il vient d'être question, en monnaies des pays partenaires) de plus d'un certain pourcentage, variable selon chaque monnaie, mais tournant autour de 1,5 %, la « sonnette d'alarme » est tirée, le pays en question pouvant être invité à présenter au conseil des ministres de la C.E.E. un programme d'actions visant à rétablir l'équilibre. — P. F.

(1) Nous supposons que tel est le cours du deutschemark le jour où se calcule l'ECU. (2) Ce 1 correspond au franc français pour le calcul de l'ECU en francs.

Apprenons la métaphysique aux futurs managers

par DOMINIQUE XARDEL (*)

Il est clair que depuis longtemps le manager de l'entreprise doit s'habituer à travailler dans l'ambiguïté et l'incertitude. Mais aujourd'hui, il doit faire face à une hostilité et à des contraintes grandissantes du milieu. Plus que jamais, il est engagé bien au-delà des tâches élémentaires de gestionnaire, de l'investisseur, de l'acheteur ou du vendeur. Son champ de vision ne peut s'arrêter aux problèmes strictement économiques, mais s'étend largement aux domaines de la technologie, de la sociologie ou de la politique.

Pour réussir, sinon survivre avec l'entreprise, un chef d'établissement doit avoir un comportement que l'on pourrait ainsi résumer à grands traits :

- par les résultats qu'il obtient, il lui faut justifier en permanence sa légitimité, sa propre échelle de valeurs et donc son autorité ;
- il doit davantage expliciter auprès de son personnel la vision stratégique sous-jacente aux orientations à prendre, aux missions à accomplir ;
- chaque fois qu'il faut déstabiliser, il lui faut montrer le même talent — ou le même dégoût — que celui qu'il a déployé dans les occasions toujours plus stimulantes de la croissance de ses activités ;
- il lui faut enfin consacrer davantage de temps à toutes les phases de la communication et de la négociation avec les divers groupes qui composent l'entreprise ou qui, de l'exté-

rieur, ont une influence sur elle.

Pour progresser, il faut aussi savoir simplifier. Il n'y a pas de redoublement sans désinvestissement préalable.

Enfin, aujourd'hui, l'aspect pyramidal de la hiérarchie dans laquelle un homme reçoit des directives d'un haut pour en donner lui-même en bas traduit de moins en moins la réalité des communications ou influences dans l'entreprise. C'est plutôt dans une structure par « porosité » que se situe désormais le manager, qui doit tenir compte des contraintes ou pres-

Le syndrome Léonard de Vinci

C'est précisément cette polyvalence dans la petite ou moyenne entreprise qui menace le dirigeant de ce qu'on appelle parfois le syndrome Léonard de Vinci : il sait ou peut tout faire. Plus il se croit parfois obligé à tout. Omniprésent, c'en est fini de la décentralisation et de la délégation du pouvoir là où il doit être.

Or la conséquence directe du syndrome Léonard de Vinci est qu'une part non négligeable des compétences, de l'intelligence ou des aptitudes des individus reste inemployée, gaspillée ou détournée — en général à contre-cœur — de l'entreprise. Le pro-

blème n'est pas nouveau, mais il n'est toujours pas résolu !

La vision du manager qui sait tout faire est à l'opposé de celle, générique et sans doute pagante à terme, que propose l'année dernière à Dubrovnik (1) devant quelque trois cents dirigeants du futur président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, M. R. Fauroux, en disant : « Le vrai rôle du patron, c'est de provoquer l'irrespect dans son entreprise guettée par le conformisme. » Si le propos est sans doute déformément exagéré, la contestation est cependant souvent productive et la subversion parfois moins nuisible que la passivité devant l'autorité.

Mis à part quelques cas isolés, la contestation est cependant souvent productive et la subversion parfois moins nuisible que la passivité devant l'autorité.

On ne peut en identifier cinq : — Sur le plan administratif, la capacité à organiser, à planifier, à prendre et faire prendre les décisions ;

— Sur le plan intellectuel, la largeur du champ de vision et d'intérêt, l'agilité mentale et l'aptitude à la communication écrite ;

— Au niveau des résultats à obtenir, l'équilibre maintenu face à l'incertitude et la capacité de résistance aux tensions ;

— L'aisance à communiquer oralement et à identifier les problèmes sociaux ;

— Enfin, l'éthique personnelle et la perception de la société.

La concertation entre les responsables des grandes écoles reste encore très limitée. Il est pourtant urgent de conduire une réflexion neuve sur les objectifs poursuivis et les méthodes pédagogiques.

On développe aujourd'hui l'enseignement de la gestion chez les ingénieurs et celui de la technologie dans les écoles de gestion. Les concours et les méthodes de sélection dans diverses grandes écoles ont de plus en plus tendance à se rapprocher. Il y a désormais peu de différences entre de nombreux candidats, qu'ils se présentent à Polytechnique, à Centrale, à H.E.C. ou à l'ESSEC, tous étant sélectionnés d'abord sur leurs aptitudes au raisonnement logique et à l'abstraction. Alors, comment ou pourquoi distinguons-nous de telles écoles entre elles ?

La réussite d'un ingénieur tient souvent au recul qu'il sait prendre par rapport aux problèmes techniques et il est normal qu'un ly préparé.

De même, celle d'un futur manager issu d'une école de gestion tient à sa capacité à appréhender la technologie et à maîtriser les multiples situations conflictuelles de l'entreprise. Au-delà des connaissances traditionnelles, ne faut-il pas donner aujourd'hui une plus grande place aux aptitudes non cognitives ?

On peut en identifier cinq : — Sur le plan administratif, la capacité à organiser, à planifier,

(*) Directeur de l'ESSEC.

à prendre et faire prendre les décisions ;

— Sur le plan intellectuel, la largeur du champ de vision et d'intérêt, l'agilité mentale et l'aptitude à la communication écrite ;

— Au niveau des résultats à obtenir, l'équilibre maintenu face à l'incertitude et la capacité de résistance aux tensions ;

— L'aisance à communiquer oralement et à identifier les problèmes sociaux ;

— Enfin, l'éthique personnelle et la perception de la société.

Développer les aptitudes non cognitives des élèves des grandes écoles, c'est d'abord apprendre à devenir, ou simplement à être, c'est s'entraîner au raisonnement rigoureux de l'analyse du risque, c'est favoriser l'apprentissage de la responsabilité, c'est enfin apprendre à entreprendre. Nous le savons bien, ce n'est pas le système des grandes écoles qui forme les entrepreneurs, mais il doit au moins former les personnalités et les caractères. Comme me le disait récemment le directeur d'une des principales business school américaines, si nous apprenions aux élèves à mieux s'exprimer et à savoir écrire, nous aurions déjà fait beaucoup !

À l'Institut de l'entreprise, M. François Dalle a parfaitement souligné l'importance de faire connaître aux élèves des grandes écoles la géographie des métiers, les différents processus industriels et surtout le commerce qui est d'abord commerce des hommes.

Les étudiants des grandes écoles sont aujourd'hui souvent critiques sur la formation qui leur est

donnée et c'est normal : sélectionnés essentiellement pour leurs capacités au raisonnement logique et abstrait, ils ont du mal à saisir le poids de l'intuition, de la sensibilité, l'importance des rapports humains ou simplement de l'écologie sociale, c'est-à-dire de l'équilibre biologique des êtres au sein d'une entreprise.

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE) a accompli des efforts considérables, encore mal connus de l'industrie. Grâce à elle, il a été formé, depuis dix ans, aux Etats-Unis et au Canada, plus de trois cents enseignants, une proportion notable d'entre eux — ayant accédé aux plus hauts niveaux scientifiques.

Il nous faut réhabiliter dans les grandes écoles le goût du concret, le sens des réalités, le plaisir de l'expérience et l'inclination au risque. Le progrès est à ce prix. Outre les disciplines traditionnelles et techniques de base enseignées aujourd'hui dans les écoles de gestion, il faut davantage favoriser l'ouverture des esprits et accroître pour les élèves toutes les occasions d'affirmer leur personnalité, si, dans les enseignements proposés aujourd'hui dans une école comme l'ESSEC, on trouve désormais plusieurs cours de développement personnel ou d'analyse transactionnelle ou encore un cours intitulé « technologie et métaphysique », ce n'est pas dû au hasard !

Enseignons à nos futurs managers les grands courants de la philosophie, de la métaphysique, développons leur culture littéraire et artistique et nous créons un meilleur équilibre intérieur nécessaire à ceux qui, demain, devront affronter des conflits difficiles.

Le Monde

VISITA

Michel Rocard

Michel Rocard a été élu président de la République le 17 mai 1980. Il est né le 12 mai 1927 à Paris. Il a été ministre de l'Intérieur de 1974 à 1977, ministre de la Santé de 1977 à 1979, ministre de l'Énergie de 1979 à 1980. Il a été élu président de la République le 17 mai 1980.

Un

Le Monde

PRESSE

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

ملكا في الحرف

Le Monde

politique

VISITANT LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

M. Michel Rocard dénonce le régime des « apparences » et des « illusions »

M. Rocard a achevé, samedi soir 24 mai, une visite de trois jours dans six des huit départements de la région Midi-Pyrénées (Gers, Aveyron, Tarn, Tarn-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne) en prononçant, à Boulogne-sur-Gesse (Haute-Garonne), un discours consacré au bilan des six années de mandat de M. Giscard d'Estaing.

Déjà, au cours de réunions antérieures, notamment à Viviez, communes limitrophes de Decazville (Aveyron), le 2 mai, et à Aureilhan près de Tarbes (Hautes-Pyrénées), le 23 mai, le député des Yvelines avait ébauché ce bilan, qui est centré autour de deux thèmes principaux. Dans un premier temps, M. Rocard explique que l'on est passé du régime des « apparences » au gouvernement des « illusions », car M. Giscard d'Estaing « ne présidait pas », et se contentait de « promettre », faisant ainsi la preuve de son « absence de courage politique ». Dans un second temps, M. Rocard développe l'idée que, à une époque où la sécurité est en question, c'est précisément l'absence de changement, l'immobilisme actuel, qui sont les dangers de l'insécurité. Insécurité qu'il situe aussi bien à l'intérieur de la société française — celle-ci devient « plus dure, fermée, bloquée », et donc « plus dangereuse » — qu'à l'extérieur, du fait d'une diplomatie qui se contente, selon lui, d'être celle « du spectacle ».

Cette dénonciation du giscardisme s'est accompagnée d'un inventaire des difficultés économiques et sociales du pays — industrielles dans le bassin houiller de Decazville et à Tarbes, agricoles à Millau, où il est allé soutenir les paysans du Larzac, ainsi qu'à Auch et à Montauban, — et des moyens d'y porter remède. Partout, M. Rocard a insisté sur la nécessité d'une profonde redistribution des pouvoirs au sein de la société, par les moyens de la décentralisation et de l'autogestion. Le député des Yvelines n'a pas plus négligé les références historiques : il a fait l'éloge, à Carmaux (Tarn), de Jean Jaurès.

Cette visite répondait aussi à une volonté de « rodage » sur le terrain de l'éventuel candidat à l'élection présidentielle qu'est M. Rocard. A cet égard, le bilan est, pour lui, positif : le député des Yvelines est apparu aussi l'aise face aux paysans du Gers qu'avec les ouvriers de Carmaux ou de Decazville. Il s'est en particulier appliqué à corriger la rapidité de son expression orale et à atténuer le caractère technique de certains de ses exposés.

Enfin, ce circuit à travers six fédérations, dont cinq sont des fiefs de la majorité du parti, a permis à M. Rocard de mesurer l'impact local des adversaires de son éventuelle candidature.

Un glissement progressif

De notre envoyé spécial

Boulogne-sur-Gesse. — Fort de l'avantage que lui procure la présidence de la République, M. Michel Rocard pourrait-il compter, dans la course à la présidence de la République, sur le soutien et le relais de tout le P.S. ? La réponse à cette question ne va pas de soi. Tant il est vrai que les conditions de la désignation du candidat sont loin d'être idéales pour lui. En entreprenant de visiter six des huit fédérations de la région Midi-Pyrénées, M. Rocard est allé chercher, sur le terrain, des éléments de réponse.

Ce terrain ne lui était pas, a priori, favorable. Au congrès de Metz, la motion qu'il avait déposée avait recueilli, sur l'ensemble de la région, environ 15 % des suffrages des militants. Ces chiffres, l'enjeu du mois d'avril 1979 (le maintien à la tête du P.S. de M. François Mitterrand) ne peut être comparé à celui de l'automne 1980 (la désignation du candidat socialiste pour 1981). Toutefois, la visite de M. Rocard a tout de même permis de constater un glissement lent mais progressif.

Cette évolution est d'une intensité variable selon les catégories et les régions. Il y a trois catégories de socialistes : les militants, les cadres des appareils fédéraux et les élus. Il est difficile de connaître l'état d'esprit des premiers avant qu'ils ne se prononcent à bulletin secret, comme ils le seront appelés à le faire à l'automne. Les cadres se déterminent selon qu'ils appartiennent à la majorité ou à la minorité du parti. Les élus des forces est donc dans ce domaine tout à fait favorable à la candidature de M. Rocard. Les trois derniers paraissent être attentifs au fait que, pour l'opinion, M. Rocard apparaît comme le meilleur candidat socialiste. Encore faut-il

distinguer entre les fédérations. Celle du Tarn-et-Garonne, par exemple, est dotée d'une direction l'année dernière par M. Hubert Gouze, militant du courant animé par M. Mauroy. La préoccupation principale des militants, comme des huit conseillers généraux, est de résister à l'emprise de M. Jean-Michel Baylet (M.R.G.), député et directeur de la *Dépêche*. Il a donc suffi que M. Rocard prononce de fortes paroles de soutien pour conforter ses partisans, majoritaires dans ce département.

Ailleurs, les choses sont plus délicates. Dans le Gers et dans l'Aveyron, elles semblent, du point de vue du député des Yvelines, bien avancées. Dans le Tarn, elles commencent à bouger. C'est dans les Hautes-Pyrénées et surtout dans la Haute-Garonne que les résistances à l'idée d'une candidature de M. Rocard semblent les plus fortes. Or la Haute-Garonne est le plus fort bastion socialiste de la région avec ses trente-neuf conseillers généraux.

Hiatus

Dans ces deux départements toutefois, il semble qu'une majorité d'élus soient passés d'une franche hostilité à un attentisme qui ménage l'avenir, malgré l'offensive menée, dans les Hautes-Pyrénées par le CERS et dans la Haute-Garonne, par les amis de M. Jean Popereau.

Ce hiatus entre les élus et les cadres donne lieu à quelques frictions. Il arrive que tel premier secrétaire fédéral soit critiqué par ses propres amis au motif que son attitude conciliante « fait le jeu » de la minorité du parti. Il est aussi que les élus boudent le repas avec M. Rocard parce qu'ils ont été écartés de l'organisation de la visite par un appareil fédéral soucieux de garder le contrôle de la situation.

Les responsables du courant favorable à M. François Mitterrand ne ménagent pas leurs efforts. Dans un texte interne récemment diffusé dans les fédérations, ils expliquent que « plus que jamais la politique de Michel Rocard se caractérise par l'opportunisme et le double langage, la fonctionnalité et l'ambiguïté ». Ils insistent sur la nécessité de faire apparaître que M. Mitterrand « répond le mieux aux critères du meilleur candidat pour l'élection présidentielle ».

Pourtant la visite de M. Rocard dans le Sud-Ouest a été couronnée de succès. Cela n'est guère surprenant. En premier lieu parce que le fait que des sections socialistes s'adressent à lui pour remplir à coup sûr une salle et assurer la réussite d'un meeting n'est pas une nouveauté. En second lieu, parce que ce voyage a été placé sous le signe du respect l'un des leaders socialistes parmi M. Rocard s'est déplacé comme le premier ministre, invité dans le cadre de la campagne de popularisation du « projet socialiste » et accueilli à ce titre par les secrétaires fédéraux. A chaque occasion, le député des Yvelines a présenté non ses propres options, mais celles du P.S., qu'il a résumées ainsi : « Vivre de son travail, vivre au pair, vivre dignement, vivre en paix ».

Il n'en a pas pour autant abandonné ses propres réflexions, (1) La visite que M. Michel Rocard devait entreprendre, au mois d'avril dernier, dans la région Aquitaine, avait été reportée sine die, l'annonce de celle-ci et les conditions dans lesquelles elle avait été organisée avait, en effet, conduit la direction du P.S. à adresser une mise en garde au député des Yvelines.

qu'il s'agisse de l'accent mis sur le thème de la diffusion des « contre-pouvoirs » dans la société. Mais il est clair que lui-même préconise. Sur ce dernier point, il a affirmé à maintes reprises : « Nous ne promettons pas la lune, tout ne sera pas possible en deux ans ». Il faisait ainsi écho à la formule qu'il avait employée le 25 février à Antenne 2 : « Je promets peu », formule qui lui avait été reprochée par la suite.

De même, s'il multiplie les références au « projet socialiste », il a également défini ce document non comme un texte sacré mais comme « le reflet des interrogations et des incertitudes » dont débattent les socialistes, donc comme un document susceptible d'être amélioré.

Cette fidélité à la sensibilité des raisons du bon accueil qu'il a eu, mais il est clair que M. Mitterrand paraît atteint du seul fait de la rupture de l'union de la gauche. En outre, l'idée que le premier secrétaire pourrait renouer la paix par une rencontre entre M. Brejnev et Giscard d'Estaing alors qu'à l'évidence la situation est telle qu'ils avaient bien peu de choses à échanger, est bon que les plus hautes responsabilités se rencontrent, mais quand ils le font, ce doit être avec un grand investissement, des responsabilités et des prestiges nationaux.

Dans ces conditions, le soci

principal des élus paraît être de privilégier un cours paisible des événements, de faire l'économie des affrontements au sommet afin de préserver les chances du candidat, quel qu'il soit. Aussi M. Rocard a-t-il pris garde de répéter, tout au long de son périple, qu'il faut « à tout prix éviter une crise fratricide au sein du P.S. ». « A moins, a-t-il ajouté, que les socialistes ne neulent contracter une assurance-défaite ».

Au fil de cette visite dans des fédérations réputées pour lui difficiles, M. Rocard a sans doute pu mesurer les obstacles qu'il lui faut surmonter.

L'étape qu'il lui faut désormais franchir tient à l'état d'esprit du parti : il doit monter aux militants que, contrairement à ce qu'affirment ses adversaires au sein du P.S., il a autre chose à proposer qu'une inexorable dérive droite, qu'il est porteur d'un projet de gauche que l'on ne pourra pas réduire à un succédané de l'expérience soviétique au Parti. C'est pourquoi il a insisté, au cours de ses interventions, sur l'idée que les socialistes doivent « aller plus loin que la social-démocratie ».

Dans le même temps, il ne peut négliger de se placer dans la situation de celui qui est prêt à postuler l'élysée. Dès lors, il ne peut aller trop avant dans les propositions concrètes : ainsi s'explique sans doute qu'il ait préféré mettre l'accent sur l'analyse critique du pouvoir en place.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Le seul ennemi du P.S. est le défaitisme »

Au cours de la réunion publique qu'il a présidée à Boulogne-sur-Gesse, M. Michel Rocard a affirmé : « La victoire redonnerait sens à la lutte ». Le seul ennemi du P.S. est le défaitisme. C'est ce qu'il a dit, et c'est ce qu'il a voulu dire. Il a voulu dire que le P.S. ne peut pas se laisser aller à l'optimisme, à l'illusion, à la démission. Il a voulu dire que le P.S. doit rester vigilant, qu'il doit rester prêt à combattre, qu'il doit rester prêt à défendre ses valeurs, ses principes, ses idées. Il a voulu dire que le P.S. doit rester prêt à affronter les difficultés, les obstacles, les dangers. Il a voulu dire que le P.S. doit rester prêt à vaincre.

A propos du parti socialiste, M. Michel Rocard a affirmé : « La victoire redonnerait sens à la lutte ». Le seul ennemi du P.S. est le défaitisme. C'est ce qu'il a dit, et c'est ce qu'il a voulu dire. Il a voulu dire que le P.S. ne peut pas se laisser aller à l'optimisme, à l'illusion, à la démission. Il a voulu dire que le P.S. doit rester vigilant, qu'il doit rester prêt à combattre, qu'il doit rester prêt à défendre ses valeurs, ses principes, ses idées. Il a voulu dire que le P.S. doit rester prêt à affronter les difficultés, les obstacles, les dangers. Il a voulu dire que le P.S. doit rester prêt à vaincre.

M. DEBRÉ NE PARTICIPERA PAS A LA « MARCHÉ VERS COLOMBEY ORGANISÉE PAR LE R.P.R. »

M. Michel Debré inaugurera dimanche 15 juin, à Amboise, ville dont il est le maire, une statue à la mémoire du général de Gaulle. Il ne participera pas, précise son secrétaire, à la « marche vers Colombey-les-Deux-Églises » organisée le même jour par le R.P.R. et à laquelle M. Jacques Chirac a invité « tous les anciens ministres du général de Gaulle appartenant à la famille gaulliste ».

LE GRAND RABBIN DE FRANCE : l'idée d'un « lobby » juif est une lubie.

Le grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, interviewé dimanche 25 mai par R.T.L., a notamment déclaré : « Il est certain que, sensibilisés par le problème d'Israël, les juifs français peuvent demander des garanties à ceux pour qui ils voteront, mais pas d'être, par exemple, que l'O.L.P. ait la censure du gouvernement, mais, en dehors de cela, chacun vote d'après ses convictions personnelles. Nous n'avons jamais, pour aucun vote, jusqu'à présent, donné des consignes. Nous n'en donnons pas, et d'ailleurs elles ne seraient pas suivies. » Le grand rabbin a également affirmé que l'idée d'un « lobby » juif était une « lubie ».

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Mlle Arlette Laguiller sera candidate en 1981 pour « faire entendre la voix des travailleurs »

« Je serai candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle de 1981, mais pas du tout pour être élue ni même pour prétendre que cette élection puisse changer le sort des travailleurs, quel que soit leur vote. Je serai candidate pour me servir de leur campagne électorale, de leur radio, de leur télévision, pour faire entendre ce que les travailleurs auront à dire dans ce concert de déclarations patriotiques, opportunistes, hypocrites, que sont les campagnes des quatre grands. » C'est en ces termes que, dimanche 25 mai, Mlle Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière (trotskiste), a annoncé sa prochaine candidature à l'élection présidentielle de 1981. Elle participait à la dixième fête annuelle du mouvement trotskiste, qui se tient depuis huit ans sur un terrain situé entre Mériel et Villiers-Adam (Val-d'Oise), dont la location prend fin cette année pour permettre la construction de la déviation de la R.N. 322.

Dans son discours, Mlle Laguiller, évoquant la crise économique qui frappe principalement les travailleurs, a stigmatisé l'attitude essentiellement électoraliste des dirigeants des partis communiste et socialiste. Elle a indiqué : « Pendant que les travailleurs, les classes laborieuses, sont confrontés à des problèmes graves immédiats, problèmes qui sont d'urgence encore dans les mois qui viennent, que leur proposent les dirigeants politiques des partis qui se réclament de la classe ouvrière, le parti communiste et le parti socialiste ? Eh bien, ces dirigeants n'offrent pas aux travailleurs le moindre plan de lutte (...). Ils ne font pas appel à la force voire à la violence des travailleurs eux-mêmes pour changer le cadre politique. (...) Les dirigeants du parti communiste et du parti socialiste ne consentent que la guerre électorale, plus contre les candidats de droite cette fois-ci, mais entre eux (...). Toutes leurs déclarations, toute leur politique, tous leurs mimiques — car il n'y a pas d'autre mot — n'ont d'autre objectif que ces futures élections. Le spectacle de la gauche est le même que celui de la droite, et ce n'est pas peu dire ! »

Évoquant l'« union de la gauche défunte » et la « division actuelle des organisations syndicales », Mlle Laguiller a précisé : « Ce n'est pas un drame (...) : quand ils s'unissent, ce n'est pas pour diriger les luttes ouvrières, mais pour tenter de gouverner au nom de la bourgeoisie. »

« La classe ouvrière est en état de légitime défense »

Après avoir lancé un appel à la lutte, Mlle Laguiller a affirmé : « Oui, la classe ouvrière est en état de légitime défense et elle a le droit et le devoir de se battre. » Au cours d'une conférence de presse, la future candidate a précisé les thèmes de sa campagne : « La lutte tout de suite contre les agressions de la bourgeoisie et de son gouvernement jusqu'à ce qu'il donne des gages aux travailleurs contre la crise qui vient ». Parmi les obstacles que Lutte ouvrière devra surmonter : les cinq cents signatures de députés et de maires pour une candidature au lieu de cent en 1974. Lors de la dernière élection présidentielle, Mlle Laguiller en avait obtenu 532 (1). Elle a indiqué qu'elle n'est pas opposée à l'éventualité d'une candidature commune avec la Ligue communiste révolutionnaire (2).

Mais la « fête », ce n'était pas seulement l'allocution de Mlle Laguiller. Des stands — au nombre de deux cent cinquante —, des variétés, des forums, des débats ont animé ces trois jours dans une véritable ambiance de kermesse avec ses jeux, ses spécialités culinaires, son terrain de camping, avec aussi les 2 kilomètres de voitures qui stationnaient à l'entrée. De l'Esplanade à la place Rouge, on pouvait entendre parler de « nos droits face à la police », de la loi sur le chômage, de la liberté d'expression avec M. Serge Livroz, écrivain, de l'intelligence avec un généticien, M. Gabriel Gachet, de la révolution avec M. Denis L. de l'Afghanistan, des femmes noires dans l'émigration, du théâtre, des mouvements ouvriers internationaux.

JACQUELINE MEILLON.

UN ANNIVERSAIRE

René Capitant

ou l'idéal vaut-il en politique ?

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Fils d'un juriste éminent et lui-même agrégé de droit avec une thèse sur « L'impérialisme juridique », il croyait à la loi et au droit. De Strasbourg avant guerre, où il enseignait, puis du cabinet Léon Blum, qu'il quitta au bout de six mois, inquiet de tant d'optimisme, il vit comment des sociétés ou des États qui ont leurs papiers aujourd'hui, devenaient l'épave encore innommable d'un vaste désastre. L'intérêt, le salut ou les restaurateurs par la volonté populaire et, catholique, il confessait davantage le devoir d'amour que la révérence des dogmes et des institutions. Partout il cherchait l'aspirant.

René Capitant le trouve en écoutant de Gaulle, en mars 1940, expliquer à des correspondants de guerre anglais que nous avions déjà perdu la guerre puis après un long silence comment nous gagnerions la suivante... D'ailleurs précurseur de l'organisation gaulliste dans l'Afrique du Nord vichyssoise, décisif précurseur du R.P.F. par sa tentative d'union gaulliste des 1940, décisif précurseur de la participation par ses rapports sur l'association capital-travail aux assemblées du R.P.F., René Capitant n'eut pourtant pas de responsabilités ministérielles décisives, même si c'était beaucoup que de préparer la libération à l'évacuation nationale de la zone des troupes de la justice à la fin de mai 1952.

Bien des articles en quarante ans d'écriture politique plus encore que juridique, bien des motions de censure sous la IV^e République, bien des rapports comme président de la commission des lois de la V^e République et pourtant, en

apparence, rien de fondé dans la vie française. L'hédoisme de la République ne put survivre à de Gaulle. De Gaulle bâtissait sur une pierre la France : Capitant cimentait l'édifice par la générosité sociale et la confiance en la légitimité populaire. La politique du moment, qu'il gouvernait ou non, ne pouvait que devenir l'étape encore innommable d'un vaste désastre. L'intérêt, le salut ou les restaurateurs par la volonté populaire et, catholique, il confessait davantage le devoir d'amour que la révérence des dogmes et des institutions. Partout il cherchait l'aspirant.

Capitant est donc l'honneur d'être le cible de tous ceux qui, à l'ombre de de Gaulle, faisaient et feraient de la V^e République un État conservateur, beaucoup plus dangereux pour la France que celui d'un État composé comme celui de la IV^e République. Lui, Louis Vallon, l'U.D.T., sans doute était considéré avec une sympathique commémoration par la gauche. Mais ils étaient la bête noire des conservateurs en Algérie, au patronat, à Mitterrand. Ils comptaient donc bien plus que les voix qu'ils avaient aux élections législatives, puis qu'ils étaient l'arrière-pensée du général, qu'en tout cas ils étaient écoutés, regardés comme tels et jamais démentis. L'ordinaire fut faussé à d'autres, c'est si facile de remplir la scène quand on a l'État. Eux ne furent jamais.

A l'égard de Mauriac et de Malraux et les complétant, Capitant a dessiné au fil de l'action et des événements l'épique du général. L'esthétique, le littéraire, étaient acquis. Sans Capitant, il aurait manqué le juridique et le social.

leurs managers

CATION
DEUX CONGRES DE PARENTS D'ÉLÈVES
Élaboration des conseils de parents d'élèves
des écoles publiques:
M. Jean Correc annonce son départ

LE FESTIVAL DE NANCY

Et toujours Pina Bausch

Déjà, en 1977, le Festival de Nancy, conscient de l'importance prise par les techniques non verbales, s'ouvrait au théâtre dansé. Alors que la plupart des autres festivals se tournaient vers la « modern dance » américaine, il nous faisait découvrir deux courants moins connus : la jeune danse expressionniste allemande, représentée par Pina Bausch et son ballet de Wuppertal, et la nouvelle danse japonaise inspirée des arts martiaux et d'un mouvement né avant 1960, le Buto.

Cette année, le festival reste fidèle à cette double orientation. Il présente à nouveau le Japon et l'Allemagne. Mais l'effet de surprise ne joue plus. Et l'on peut regretter que les responsables de la programmation ignorent l'intense mouvement de créativité que la danse suscite, depuis deux ou trois ans, dans le monde entier. En échappant aux codes traditionnels, elle est devenue un moyen d'expression privilégié. Conquérante ou diffuse, elle a enlaid, subverti, renouvelé le théâtre.

Dans les banlieues nancéiennes ou le festival s'est exilé, à la M.J.C. de Vandœuvre ou à la salle des fêtes de Tomblaine, un public jeune s'est précipité. Une véritable mêlée a transformé en assaut l'accès à des lieux trop exigus. L'épreuve, d'ailleurs, semble décupler la réceptivité du public. Les costumes sophistiqués, des musiques pop soulignent par contraste cette fascination du pourrissement.

Katzuo Oono est l'un des vieux maîtres qui ont aidé la génération née après 1945 à donner forme à ce rejet. Il a le goût des tangos, des images fortes et cultive une certaine ambiguïté que l'on retrouve chez Akira Kasai, passionné de travestissement et assez « kitch » dans ses prestations. Les spectacles Buto commencent à s'exporter dans le monde entier. Tous ne sont pas de même qualité et certains chorégraphes sont plus préoccupés, aujourd'hui, du côté spectaculaire esthétisant que de l'esprit originel du mouvement et de son retour aux courants sous-jacents de la danse.

Sankai Juku, un groupe également présenté à Nancy, est générateur d'images fortes où l'avant-garde la plus exacerbée se mêle aux archaïques.

Chez Tanaka Min, beaucoup plus austère, c'est moins l'obsession de la mort qui s'exprime que le désir de retourner à un état de pré-nécessité. Corps abstrait, entièrement nu et peint, il oscille, rampe, se déploie comme un zéro, attentif à capter par tous les pores de sa peau les regards posés sur lui. Si l'on ne parvient pas à entrer dans son rituel, sa démonstration peut paraître terriblement fastidieuse.

Le choix de ces troupes japonaises est cohérent mais dénote un peu un manque d'imagination. Quel dommage par exemple que l'on n'ait pas pensé à inviter Hideojima Yano. Les recherches que celui-ci mène à Paris avec son groupe Ma sont exactement dans le prolongement du Buto. Elles puisent aux mêmes sources et retiennent des sensations archaïques fondamentales. Sa dernière création, Hana, cérémoniale à la gloire de l'éphémère, aurait été parfaitement à sa place à Nancy.

Le festival nous a surtout permis d'élargir notre connaissance du nouvel expressionnisme allemand, celui de Pina Bausch mais aussi celui de Reinhild Hoffmann. Toutes deux appartiennent à l'école d'Essen. Influencée par Kurt Jooss et Mary Wigman, et aujourd'hui très florissante.

Depuis son fascinant Barbe bleue présenté l'an dernier à Paris au Théâtre de la Ville, Pina Bausch — contestée dans son pays — connaît une grande faveur auprès du public français. À Nancy, elle a été la « locomotive » du festival. On est accouru de partout pour la voir. Plus on la connaît, plus on se rend compte qu'elle a sorti l'expressionnisme dans un style des années 30 (dont témoigne encore le Canadien Margie Gillis) pour faire le langage de son époque. Antigone irrécusable et obstinée sous des airs d'éternelle adolescente, elle provoque, elle dérange. Son ballet Cufé Muller est peut-être l'évocation du temps où, petite fille, elle se glissait sous les tables pour observer. Mais, quelle vision dure elle offre : un univers brutal, sans échappée, sans espoir, quelle contemplation crispée, le dos au mur.

Café Muller est un spectacle sans progression dramatique. D'emblée Pina Bausch pose

un état paroxystique et le maintient jusqu'à la fin avec la même intensité, ce qui est très éprouvant. C'est un travail théâtral mais plus encore le travail d'une chorégraphe, dans la manière dont elle ordonne ses trajectoires. Une technique très poussée, très précise, sous-tend des gestes en apparence banals, et l'expression de la violence est aussi contrôlée et réglée qu'une rencontre de judo. Et puis, il y a ces petits pas d'une invention charmante. Dots de tendresse dans un monde sans joie.

Reinhild Hoffmann n'est pas plus indulgente pour elle-même que sa compatriote. Attachée à des planches, chargées de cailloux, elle se crucifie, elle se lapide. Elle est superbe dans son Solo mit soja. Prisonnière là encore d'une longue école mais mobile et présente. Au concours chorégraphique de Bagnolet, elle avait fait peur au jury par sa dureté agressive. Le public de Nancy lui a rendu justice.

MARCELLE MICHEL.

(Suite de la première page.)

Bon an mal an, en mai 1979, un spectacle appelé 4 Litres 12 en Concerto qui « remplissait », comme dit Artaud, le « lieu physique et concret » de la scène avec fermeté, à la manière forte.

Ce divertissement sauvage était construit sur un assise à toute épreuve : l'intervention des « clowns musicaux » au cirque. Les clowns, sans attendre Artaud, ont su traiter l'air de scène comme un « lieu physique et concret », peut-être par la force des choses, parce qu'ils suivaient ou précédaient de quelques secondes des acteurs tels que les éléphants, la femme-canon, les tigres, les acrobates du saut de la mort, peu portés sur le bavardage de salon et la dramaturgie abstrait.

Pour rester à niveau de remplissage, les clowns usant donc, usent, d'un langage concret fait de voix décalées et de phrases abracadabrantes qui renforcent des gestes absurdes, des comportements aliénés. L'emploi d'instruments de musique, soit faits de bric et de broc, soit d'un format anormal, permet, en fin de prestation, de lier un non-sens de gestes et un non-sens de coucous ou grincements, autre « langage concret ».

4 Litres 12 en Concerto poussait

L'irlandais du dimanche

Jusqu'au délire du débrayage théâtral des clowns musicaux, chacun des six partenaires fabrique, avec des outils résonnants qu'il connaît comme un sourd, un tintamarre épilépique qu'il nourrit de ses fantasmes personnels. Les six carpathiens s'ajoutent, le moins que l'on puisse dire est que la scène était « remplie ».

Gai par-dessus tête

Nous attendions de pied ferme le nouveau « chienlit » de 4 Litres 12. Il a été créé à Nancy le 24 mai. Il s'appelle Cauchemar à 4 Litres 12 la veille de ses noces. Ce se passe autour d'une table, de quelques mètres, et d'une baignoire. Cinq protagonistes — une mariée en blanc et quatre compagnons de la nœce — pénètrent, à la lueur de lampes de poche, dans un taudis aveugle, pour y déjeuner en sortant de la mairie.

Ils ne sont pas contents du tout de découvrir, dans les faïences des lampes, plein de gens de tous côtés, qui se taisent et se taisent, mais ne savent pas moins. Ce sont les spectateurs.

Les acteurs essaient de faire déguster tout ce monde, rien à faire. Une fée Carabosse, sortant de la baignoire, lance à la figure des « noces », marmottes géantes, couverts d'alu, comme on en utilise dans les cuisines de collectivités. Elle les oblige à manger on ne sait quel magma.

On cause tout, on converse tout, on est gai par-dessus tête, on crie à tous les diables. Et bientôt

ce Cauchemar va recouper des choses connues : la guerre des gaz, l'attaque des Indiens des westerns, Dracula et ses fiancées dévotement vampires.

A la première représentation à Nancy, ce spectacle, après dix minutes environ de désordre et de surprise, s'est avéré pas encore du tout roqué, carrément raté, tel quel.

Les éternelles de 4 Litres 12 ont sans doute eu peur de se prétendre. Ils ne sont plus clowns. Ils ne fabriquent plus de « musique ». Ils ne s'orientent plus les fragments d'un langage non figuratif, mi-animal mi-démi. Et ce soul de ne pas refaire la même chose, c'est bien. Mais ils n'ont rien inventé d'autre. Ce qu'ils jouent là ressemble aux frères Marx, au Magic Circus, en moins bien. Ils vont devoir aller plus loin.

C'est que le programme d'Artaud, le programme de Nancy, « remplir le lieu physique et concret de la scène », est très difficile à exécuter. Et surtout à renouveler, une fois que l'on a articulé une combinaison de danse, de mime, de cris. Dès qu'un « don d'invention pure » fait défaut, ou bien vient à faillir, la « poésie pour les sens » se rapproche très sensiblement d'une parodie de certaines conduites extra-sensitives : crises de violence nerveuses, gestes saccadés d'handicapés moteurs, balbutiements, telles allures démenties d'entraîneurs militaires (les Marines de Reinchenbach), des choses comme ça.

Inaccompli, le projet d'Artaud ressemble très vite à des « exceptions » de la vie, et c'est un symptôme constant (et pourquoi pas une qualité) du Festival de Nancy que de renvoyer le spectateur, bon gré mal gré, à la rue, au spectacle de ce qui se passe naturellement dans la ville, la ville devenant théâtre en soi, par transfert de public frustré.

Dimanche matin, à l'heure de la sortie de la grand-messe. Une petite rue en pente. Une pâtisserie. Décor blanc. Cinq femmes en robe noire, employées. Aucun gâteau visible : la pâtisserie n'est habitée que de boîtes blanches oblongues, de tailles différentes. Très longue file d'attente. Les clients, silencieux, solennels, se tenant très droits, disent seulement : « Un Irlandais ». Une des dames remet à chacun d'elles une des boîtes blanches. Ce ballet se passe mécaniquement, en souplesse, dans un climat de rite secret, sans aucune marque de gourmandise. Une stylisation extrême de la pâtisserie du dimanche.

Il n'y a rien de secret : l'Irlandais « n'est pas autre chose qu'un quatre-quarts, d'un classique parfait, mais un miracle de finesse.

Un peu plus bas dans la rue, un

homme jeune, en costume noir, visage aussi impassible que celui de Buster Keaton, tenant sous le bras un violon et un archet, essaie de fixer sur un pupitre métallique très fin une pile de très grandes partitions manuscrites. Il y a du vent, les partitions, d'une taille vraiment géante, pèsent lourd, l'entreprise est irréalisable. Cependant, avec une application méthodique, son violon toujours sous le bras, l'homme s'entête infiniment, avec calme. A trois mètres au moins de lui, il a posé par terre un quart en aluminium, pour les sous : un comble de fiction.

Les choses de la vie

Volait pour les gestes. Le langage maintenant. Chapelle des Cordeliers. Elle est fermée. Il faut s'adresser au Musée jorral. Un guide vous accompagne, haut de taille, assez abasourdi. Il ouvre la porte de la chapelle avec une clé ancienne, vous fait entrer, reforme la porte, et, s'approchant de vous tout près, vous dit à voix basse dans le creux de l'oreille : « Vous entrerez dans une église ».

Tout le « concret » de son théâtre, à ce guide, est dans cet emploi incongru du futur. Très beau, parce qu'il met le temps à l'envers. La présence du visiteur, le travail répétitif du guide, deviennent affectés d'un sur-sens, ils sont dé-réalisés aussi. On doute de la visite. On doute de soi.

Le guide vous fait placer juste devant un gisant, tout près. Il dit : « Vous verrez une statue du sculpteur Ligier Richier. Ce sera celle de Philippe de Gueldre, une femme. Cette statue ne sera pas en marbre, malgré les apparences ».

Ballet rituel de « l'Irlandais », combat du violoniste contre le vent, amputé obtus du futur par le guide des Cordeliers, le lecteur sent à quel point les choses de la vie courante, à Nancy, pendant le Festival, peuvent « théâtralement » remplir, comme dit Artaud, l'espace, par une poésie physique et concrète ?

En comparaison de ces événements « vrais », ce que l'on voit dans les théâtres parcs, plus « voulu ». Et pourtant, le projet de ce Festival est bon. Cosmopolite et actuel, Nancy est indispensable. Tout au plus pourrait-on conseiller à ces ferveurs de spectacles de regarder et d'écouter attentivement ce que créent, d'instinct, les Nancéiens, dans leur vie de chaque jour : un « théâtre de pratique pure », révé et gai.

MICHEL COURNOT.

MUSIQUE

Concerts et animations en Picardie
Riche patrimoine

Plus de cent concerts chaque année, par un seul ensemble, dans une région pas toujours favorisée au point de vue musical (les trois départements de Picardie), c'est un des aspects les moins connus, mais les plus féconds, d'une politique nationale de diffusion qui a semblé s'effondrer ces dernières années. Cette expérience mériterait d'être prise en compte dans le plan de relance que doivent annoncer bientôt M. Lecat, ministre de la culture, et Charpentier, directeur de la musique.

Les Journées musicales d'Amiens, qui s'achèvent, ont consacré pendant un mois vingt concerts exclusivement à la musique française, pour l'année du patrimoine : pour autant une action en profondeur amorcée l'an passé par les intégrales des œuvres pour piano et cordes de Fauré, et pour piano et vents de Roussel, elles ont présenté les styles les plus variés, allant de Louis Couperin à Dutilleul, avec même trois programmes comprenant des créations de Robert Quatrejages et Pierre Husque-noph.

Le fait est assez rare pour être noté. Il semble, en effet, que l'on ait bien du mal à prendre « au sérieux » la musique française, quelques grands noms mis à part, alors que notre patrimoine, et spécialement dans la musique de chambre, est l'un des plus riches du monde, malgré la faiblesse éclipse, au moins relative, du dix-neuvième siècle.

Nous avons pu ainsi découvrir à la Maison de la culture d'Amiens, dans un programme sans prétention consacré aux instruments à vent, des œuvres de deux compositeurs influents du jameux « Concert spirituel » qui marque la vie musicale de Paris au dix-huitième siècle : un ravissant Trio pour clarinette, cor et basson, de François Devienne, dont la bonne grâce, l'invention et la fantaisie n'ont rien à envier à Josef Haydn et une petite « symphonie concertante » pour les mêmes instruments, associée à un quatuor à cordes.

MERCREDI



de Jean-Baptiste Bréval (compositeur d'ailleurs mort en Picardie) d'une fraîcheur et d'une nouveauté dignes de l'école de Mannheim.

Les excellents interprètes de ce concert, associés dans une « formation » qui n'avait rien de l'improvisation et qui appartenait à un ensemble qui depuis huit ans, sous l'impulsion d'Edmond Rosenfeld, anime la vie musicale en Picardie, l'Ensemble Pupitre 14, subventionné à 50 % par l'Etat et à 50 % par la ville d'Amiens et les trois départements de la Somme, de l'Oise et de l'Aisne. C'est en quelque sorte un des Orchestres C (petites formations) prévus par le plan de dix ans de Marcel Landowski : les musiciens ont d'ailleurs le statut et les obligations des instrumentistes de première catégorie des orchestres régionaux.

L'originalité de cette formation est de réunir, sous la direction d'un quatuor à cordes, contrebasse, flûte, trio d'anchores, cor, percussion, guitare, harpe et piano) qui peuvent jouer à peu près toute la musique de chambre, et offrent une variété d'instruments bien plus grande qu'un petit orchestre d'ensemble. C'est un avantage considérable, non seulement pour la diversité des quelques cent concerts de chaque saison (en particulier pendant le Festival des cathédrales à l'automne), mais aussi pour les multiples animations et ateliers donnés inlassablement par ces instrumentistes dans les écoles, les villages, les entreprises ou les hôpitaux des trois départements.

Une telle formule pourrait changer profondément le visage de toutes les régions qui sont encore des déserts musicaux : elle est aussi féconde qu'économique. Le budget de « Pupitre 14 » est actuellement de 1 700 000 F, soit le dixième de celui d'un grand orchestre et à l'échelle des territoires qui n'ont pas de puissante métropole, c'est tout à fait remarquable. Il s'agit d'un orchestre régional voisin viennois en temps completier le travail de l'Etat exécuté par ces petits ensembles, comme c'est parfois le cas en Picardie avec l'Orchestre de Lille.

Ajoutons que ce style d'action n'est pas moins excellent pour les jeunes instrumentistes, froids émoussés des conservatoires supérieurs, qui commencent ainsi leur carrière en apprenant à jouer ensemble dans de petits groupes, avec un répertoire d'une richesse extrême, et à porter la musique aux autres, à parler de leur art, dans ces animations qui constituent une expérience irremplaçable, avant, soit de poursuivre une activité de soliste, soit d'entrer dans un orchestre symphonique.

JACQUES LONCHAMPT.

LA SACEM
ET LES DISCOTHÈQUES
(Suite)

Après le jugement de la première chambre civile du tribunal de Paris condamnant la société Princesses (exploitant une discothèque) à verser les sommes dues à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) tendant à obtenir l'avis de la commission de concurrences sur un éventuel « abus de position dominante » de la SACEM (Le Monde du 24 mai), celle-ci se déclare « doublement satisfaite du dispositif de cette décision qui met un terme à l'usage abusif par la société Princesses de son répertoire musical sans que les droits d'auteur soient régulièrement acquittés ». Elle ajoute qu'elle « fait toute confiance à la commission de la concurrence pour que son examen des pratiques contractuelles qu'elle considère comme parfaitement licites et conformes aux droits français et européens ».

D'autre part, le SNAC (Syndicat national des auteurs et compositeurs) et son défenseur, le bâtonnier Coutouren, nous précisent qu'ils ne sont pas intervenus aux côtés des représentants des discothèques, contrairement à ce que nous avons écrit. Cette information erronée, ajoute le SNAC, résulte sans aucun doute d'une lecture rapide du jugement, car il est bien évident qu'un organisme tel que le nôtre ne pouvait soutenir des demandes allant à l'encontre des intérêts essentiels des auteurs et compositeurs que nous avons pour mission de défendre.

L'AVENIR DE LA ROME
ANCIENNE

À la suite des appels réitérés du conservateur des Antiquités de la capitale italienne, le gouvernement italien a décidé de lancer une vaste campagne de restauration et de préservation de la Rome antique pour lutter en particulier contre la pollution automobile.

Différentes mesures avaient déjà été prises en ce sens : interdiction partielle de la circulation automobile autour du Colisée (Le Monde du 5 novembre 1977) et restauration de ce monument (dès 1973). Mais c'est la première fois que des mesures d'ensemble paraissent sérieusement envisagées : 180 milliards de lires (900 millions de francs) — devraient être ainsi alloués par l'Etat, et cinq grandes opérations seraient prévues dans le cadre d'un plan quinquennal.

Pour la fin de 1980, l'ensemble des monuments seraient « mis en cage » afin d'être soumis à diverses analyses et expertises chimiques. Les grandes structures architecturales (thermes, palais de Septime Sévère, maison de Néron) seraient consolidées et restaurées. La zone périphérique de la ville serait également exploitée de façon à réintroduire l'urbanisation sauvage à l'emplacement des cités archaïques rivales de Rome aux huitième et septième siècles avant J.-C. Enfin, des appropriations seraient envisagées pour permettre la création d'un grand parc archéologique sur la voie Appia Antica ou au pied du Capitole. L'inauguration des musées figurait aussi au programme des restaurations. Ce plan, pour devenir effectif, doit encore être approuvé par le Parlement. — (A.F.P.)

La Comédie de Lorraine en son atelier

Il suffit de franchir les grilles de la place Stanislas, de prendre la rue des Doms et tout de suite, après la vitrine d'un chausseur, de suivre un long couloir qui mène à un ancien atelier. Voilà la salle — depuis peu « son » lieu — où la Comédie de Lorraine présente à petit bruit deux spectacles de l'éclat du Festival de Nancy ne doit pourtant pas laisser inaperçus.

Le premier, Jeux de massacre, d'après Karl Valentin, mené tambour battant (peut-être à trop grands coups de baguettes), illustre les heurs et malheurs d'un chausseur en déroute avec deux artistes minables et projets en panne, métaphore aigre-douce de l'univers petit bourgeois qui s'aggrave beaucoup à être allégée. Le second, Tristesses, vaut surtout par la performance de Yves Nugues, comédien, acrobate et mime d'une souplesse de dons

inouïs, dans une suite de sketches de son invention : tour à tour play-boy, homme d'affaires, blond de cuir, le bonhomme — la séduction, le pouvoir, la violence, figures grotesques d'une condition humaine réduite aux mécanismes de son quotidien. La structure en catalogue alourdi, un peu le pré-pas mais il est difficile de dessiner aussi juste dans l'art de la caricature tragique.

Deux spectacles et, une fois encore cette année, l'occasion de prendre sur le fait une compagnie pour l'enfance et la jeunesse en train de virer de bord et de viser au public plus large de la capitale. On trouve-t-on dans cette voie un théâtre pour ce fameux « non-public » ?

BERNARD RAFFALLI.
* Comédie de Lorraine à l'Atelier, 18, rue des Doms, jusqu'au 28 juin. Réservations : 337-04-83.

ROCK

Magazine au Bataclan

En dépit d'un troisième album, The Corvett Use of Soap, décevant, qui par un peu dans nos sens et manque de cette imagination apocalyptique à laquelle nous avait habitués Magazine, ce groupe, anglais à donné au Bataclan, le jeudi 22 mai, un très beau concert. Dans un superbe décor en aluminium, traversé par des effluents d'éclairage originaux, Magazine dessinait des paysages de science-fiction plus vrais que nature. Mené par Howard Devoto, ce préteur mystérieux au visage inquiétant, le groupe (basse, batterie, guitare, claviers) a gagné en chaleur grâce à une rythmique funky qui n'en conserve pas moins son caractère impétueux et logique. Les compositions sont structurées avec une précision médicale comme si rien ni personne n'était en mesure de dévier le cours de leur avance. Peu à peu les morceaux s'animent, débouchent sur une espèce de climat de terreur évoqué par des sonorités en éruption. La musique de Magazine ne craint pas l'insolite qui émane des mélodies, somme toute, traditionnelles. Un rock tordu et tourmenté : tourmenté comme

les gaiters qui cisailent les thèmes, amères et rigides ; tourmenté comme l'esprit d'Howard Devoto qui écrit des textes catégoriques — tellement noirs — déterminés qu'ils en deviennent pervers — et qui les chaire sans appel. Devoto semble psalmodier plus qu'il ne chante, il a ce phrasé qui hache les mots, les décortique, les laisse traîner. Quant au synthétiseur, parfois trop présent, il s'élance dans des envolées cauchemardesques au lyrisme vapoureux pour plus d'espace et d'ampleur.

Inventés par la nouvelle vague anglaise, ce que l'on a appelé l'après-punk, Magazine et d'autres groupes pratiquent aujourd'hui un rock froidement lucide et implacable avec des textes en étroite relation, comme s'il n'existait pas d'autres issues possibles. Ces groupes ont juste le reflet d'un malaise chronique et n'ont plus, semble-t-il, la prétention d'en être l'acrobate. Ils se contentent pour l'instant d'être musicalement compétents et inventifs.

ALAIN WAIS.
* Discographie : chez Polydor.

OPÉRATION SPÉCIALE

3 costumes
(2 pièces)

1200^F

1 costume à partir de 500^F
pure-laine jûline et polyester, velours coton, etc.

3 pantalons 350^F
pure-laine, laine et polyester, velours coton, etc.

3 chemises 140^F
polyester et coton

CLUB DX 131

TOUT LE PRÊT À PORTER
MASCULIN
ouvert tous les jours sauf dimanche
de 10 h à 18 h 30

CLUB DX 131
131, rue du Fg S^t Honoré
75008
M^o S^t Philippe du Roule

الجزيرة

SPORTS

ALPINISME

Nicolas Jaeger est porté officiellement disparu après sa tentative sur le mont Lhotse

Le ministre népalais du tourisme a fait savoir, le 23 mai, qu'il n'y avait raisonnablement plus d'espoir de retrouver vivant l'alpiniste français Nicolas Jaeger, disparu alors qu'il tentait l'ascension en solitaire et sans oxygène du mont Lhotse (8511 mètres), le quatrième sommet du monde, situé dans le massif de l'Himalaya.

Après pour la dernière fois le 28 avril par une équipe de télévision américaine, Nicolas Jaeger approchait l'altitude de 8000 mètres. Avant de partir, il avait laissé à l'ambassade de France, à Katmandou, une note indiquant qu'on devait le présumer mort s'il n'était pas rentré avant le 15 mai.

De notre correspondant

Grenoble. — L'alpinisme français Nicolas Jaeger a probablement été emporté par une avalanche pendant son ascension de la face sud du Lhotse (8511 m), le plus haut des montagnes du monde (8848 m) que par le col Sud (7886 m). C'est la thèse que retiennent aujourd'hui l'entourage de l'alpiniste ainsi que sa famille, qui a tenté depuis Katmandou (Népal) d'organiser une opération de reconnaissance hélicoptère le long de l'itinéraire qu'il devait emprunter.

Nicolas Jaeger, qui était parti à la fin du mois d'avril avec un sac et une simple tente de bivouac depuis le camp de base, pensait mettre environ sept jours pour vaincre l'immense muraille de plus de 3000 mètres qui conduisit à 8511 mètres par la face sud. Celle-ci n'a jamais été vaincue. En 1975, une expédition italienne, qui comprenait notamment l'alpiniste Reinhold Messner, avait dû renoncer à cette entreprise en raison notamment des dangers d'avalanche et des très grosses difficultés que présente cet itinéraire. Celui-ci est actuellement l'un des objectifs les plus convoités par les spécialistes de l'Himalaya.

En s'attaquant à cette voie, Nicolas Jaeger avait mis le bivouac très haut. Par beau temps, il avait beaucoup plus de chances de réussir qu'une expédition lourde engagée dans cet itinéraire très dangereux, indique Claude Dieck, membre de l'expédition française de l'Everset en 1978 (1).

L'alpiniste français a été surpris par le mauvais temps dès le début de son ascension du Lhotse. À partir du 28 avril, et pendant quatre jours, il a en effet beaucoup neigé sur l'Everset et sur les sommets qui l'entourent, ce qui rendait cette entreprise particulièrement périlleuse.

Paris trop ambitieux ?

En décidant de s'engager dans la face sud du Lhotse, puis, après un court repos au camp de base de l'Everset, d'abandonner deux de ses amis, de reprendre sa route pour tenter, également en solitaire, l'escalade de l'arête ouest de l'Everset, l'alpiniste n'a-t-il pas tenté un pari trop ambitieux ? Non, déclarent les alpinistes qui le connaissent bien. Ceux-ci affirment qu'il avait parfaitement organisé son expédition, que son projet avait été rigoureusement préparé et que Nicolas Jaeger avait, depuis l'été 1979 où il était resté seul pendant soixante jours à 7550 mètres d'altitude au Huscaran (Pérou), qu'il pourrait résister à un long séjour à haute

altitude. « Les possibilités d'adaptation de l'organisme humain sont encore grossièrement sous-estimées », déclarait, à l'issue de son aventure, Nicolas Jaeger. Une solide motivation, une bonne organisation pratique et la répétition de séjours en haute altitude permettront dans l'avenir de reculer encore des limites qui semblaient récemment infranchissables.

Nicolas Jaeger est considéré comme l'un des meilleurs alpinistes de sa génération. Alors qu'il était étudiant en médecine, il sortait, en 1975, major du stage de l'École nationale de ski et d'alpinisme (E.N.S.A.). Depuis 1968, en tant qu'amateur puis comme guide de haute montagne, il a réalisé plus de cent ascensions solitaires des Alpes, dont de nombreuses premières. Les cartes dans Nom à l'ailleur Vert, l'arête sud intégrale de l'aiguille Noire de Penterey, l'éperon nord intégral des Drottes, le pilier sud du Grand Dru, le grand pilier d'angle au sud de l'arête de la voie Bonatti-Gobbi. La plupart de ces ascensions furent réalisées en des temps records.

Enfin, Nicolas Jaeger s'est rendu à trois reprises au Pérou. En 1971, il réussit sous ascensions solitaires et aurait peut-être découvert la cordillère Blanche, dont les sommets dépassent 6000 mètres. En 1978, l'alpiniste français repartit seul pour le Pérou. Au cours de son séjour qui dura deux mois, il effectua cinq ascensions solitaires, dont la face est directe de l'Abaraz (5700 mètres). Enfin, l'été dernier, il est resté seul pendant quelques jours dans le Huscaran (6170 mètres) pour achever sa thèse de médecine consacrée au comportement de l'homme en très haute altitude et pour écrire un livre, *Carnets de solitude*.

CLAUDE FRANCHILLON.

RELIGION

DES MESSES SELON LE RITE DE PIE V ONT PU ÊTRE CÉLÉBRÉES DANS LE SANCTUAIRE DE LOURDES

(De notre correspondant.)

Lourdes. — A une semaine de la venue du pape en France, les autorités religieuses des sanctuaires de Lourdes ont accepté, pour la première fois depuis 1969, « dans un esprit de conciliation » et en application des consignes de modération qui auraient été, dit-on, données par Rome, que le rite de saint Pie V soient célébrées dans le sanctuaire de Lourdes, y compris dans la basilique souterraine.

Ces cérémonies traditionnelles ont été suivies par les douze cents participants du pèlerinage du Combat pour la foi dirigé par l'abbé Coche, en présence du représentant personnel de Mgr LeFebvre en France, l'abbé Aulagnier.

Auparavant, pour de semblables pèlerinages à la Pentecôte, les traditionalistes n'avaient été admis qu'à utiliser la prairie située en face de la grotte.

L'abbé Coche a précisé qu'il n'était « nullement question que l'Église Saint-Nicolas - du Charbonnet et Paris soit évacuée ». Il s'est élevé contre une récente décision du cardinal de Paris, qui refusait de mettre à la disposition des traditionalistes, le 13 juin prochain, pendant deux heures, la nef de Notre-Dame-de-Paris.

Mais, a ajouté l'abbé Coche, l'Église de la préfecture de police pour célébrer notre messe selon le rite de saint Pie V sur le parvis de Notre-Dame ce jour-là. » — G. D.

Mgr Marcel LeFebvre, supérieur d'Écône, continuant à entretenir l'interdiction qui lui a été faite par le Saint-Siège, a ordonné le 25 mai un nouveau prêtre traditionaliste au séminaire de Saint-Thomé-d'Armagh, dans le Connecticut (États-Unis). — (A.P.)

VIE QUOTIDIENNE

Trois conseils pour le jardinier amateur

Il existe, en France, quelque huit millions de jardins privés (5,5 millions pour les résidences principales, 2,5 millions pour les résidences secondaires), et l'on peut donc en déduire qu'il y a quelque huit millions de jardiniers amateurs. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance leur donne les trois conseils suivants :

- 1) Les tondeuses font leur apparition sur les gazons dès les premiers beaux jours. Mais attention : les engins à moteur munis d'un siège nécessitent la souscription d'une assurance similaire à l'assurance auto obligatoire. Il faut donc posséder cette garantie spéciale. Si un tiers (voisin ou ami) est blessé par l'engin, l'assureur indemnisera la victime. Les dommages causés par une tondeuse d'un autre type peuvent être pris en charge par l'assurance de responsabilité civile familiale sur demande de l'assuré.
- 2) Ignorant les secrets de la botanique, quelques citadins font appel à des aides — bénévoles ou rémunérés — pour effectuer quelques travaux de jardinage. Ils risquent d'encourir de lourdes responsabilités. Les tribunaux considèrent en effet que celui qui donne des instructions pour accomplir une tâche agit en employeur et peut porter la responsabilité des accidents causés ou subis par son « employé ».
- 3) Si l'on profite du beau temps pour utiliser un herbicide, il ne faut pas oublier que ce genre d'appareil est souvent à l'origine de brûlures et d'incendies. Dans la première hypothèse, l'assurance de responsabilité civile familiale de l'occupant des lieux peut prendre en charge le préjudice subi par un invité ou un voisin. Il convient, s'il s'agit de produits chimiques, de vérifier que le produit couvre bien les conséquences des accidents survenus à l'extérieur des locaux assurés. En revanche, c'est l'assurance incendie qui joue pour les dégâts causés aux biens personnels (meubles de jardin, par exemple).

Si le responsable potentiel

TRANSPORTS

LE PROGRAMME D'ÉTÉ DE LA S.N.C.F.

De nouveaux trains entre les capitales européennes

La S.N.C.F. vient de publier son programme d'été qui prévoit notamment la mise en ligne de nouveaux trains à partir du dimanche 1^{er} juin. Ainsi, des trains internationaux « InterCity », compatibles avec T.E.E., pour la vitesse mais offrant des places de 1^{re} et 2^e classes.

Trois de ces trains partiront de Paris en fin d'après-midi, pour Cologne, la Meuse, pour Bâle (Arbalette) et la troisième, InterCity, pour Bruxelles. Un quatrième, le Mont-Cenis, partira de Lyon pour Milan. En outre, une voiture-ils des Chemins de fer soviétiques circuleront trois fois par semaine entre Paris et Kiev.

Un nouveau T.E.E. Albert-Schweitzer sera mis en service entre Strasbourg et Dortmund via Cologne. La desserte de nuit Paris-Côtes d'Azur sera, dorénavant, assurée par le Train bleu d'été, outre ses wagons-lits, des couchettes de deuxième

MÉTÉOROLOGIE BREF

Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 mai à 8 heures et le mardi 27 mai à 24 heures :

La France restera à l'écart des perturbations principales circulant à des latitudes plus septentrionales. Des masses d'air chaud et humide venant du sud s'étendront lentement sur une partie de la France, liées à un système nuageux mal organisé.

Le mardi 27 mai, le temps sera très nuageux et souvent pluvieux. Les régions les plus touchées par les pluies seront l'Alsace, la Moselle, le Centre et le Languedoc. Ailleurs, les ondées seront plus rares. Il fera assez doux, un peu plus frais toutefois dans le Nord-Ouest. Ailleurs, il fera souvent lourd, et des orages accompagneront parfois les pluies dans le sud du pays.

Le lundi 26 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1.014,5 millibars, soit 761,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mai ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Alençon, 19 et 13 degrés ; Biarritz, 17 et 12 ; Bordeaux, 22 et 13 ; Bourges, 18 et 9 ; Brest, 16 et 7 ; Caen, 18 et 8 ; Chambéry, 15 et 7 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 20 et 8 ; Grenoble, 20 et 9 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 21 et 8 ; Marseille, 21 et 12 ; Nancy, 17 et 5 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice, 19 et 12 ; Orléans, 18 et 8 ; Paris, 18 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rouen, 19 et 7 ; Strasbourg, 20 et 7 ; Tours, 17 et 8 ; Toulouse, 22 et 13 ; Poitiers, 18 et 10 ; Valenciennes, 14 et 7 ; Téhéran, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 15 et 8 ; Athènes, 24 et 15 ; Berlin, 14 et 7 ; Bruxelles, 14 et 7 ; Casablanca, 24 et 15 ; La Havre, 18 et 10 ; Londres, 16 et 8 ; Madrid, 18 et 8 ; Moscou, 14 et 8 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 17 et 11 ; Palma de Majorque, 21 et 11 ; Rome, 21 et 14 ; Stockholm, 14 et 7 ; Téhéran, 30 et 22.

COLLOQUE

UNE SEMAINE DE L'AFRIQUE A PARIS. Organisée par les troupes-neuf ambassades africaines de Paris, une Semaine de l'Afrique (du caractère essentiellement culturel) aura lieu à Paris (4 bis, avenue Hoche, 8^e), du 28 mai au 7 juin, à l'académie diplomatique internationale.

Trois types de manifestations sont prévues : expositions, conférences et projections de films africains inédits. Figurent notamment au programme des conférences : de M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), sur la guerre de libération en Afrique australe ; de M. Henri Jean-Baptiste, conseiller technique auprès de la présidence de la République française, sur la trilogie ; de M. Joseph Ki-Zerbo, sur l'histoire de l'Afrique ; de M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, sur les problèmes de culture et de formation en Afrique. Plusieurs spectacles seront présentés avec la participation d'une troupe égyptienne, d'un groupe zairais et d'une chorale voltaïque.

Les séances de cinéma prévoient la projection de films algériens, béninois, égyptiens, éthiopiens, gabonais, ghanéens, toulousiens, maliens, ainsi qu'un reportage sur le Festival des arts nègres, qui s'est tenu à Lagos (Nigeria) en 1977.

EXPOSITION

DEUX SIÈCLES D'AUTOMATES. — Une exposition sur le thème « Deux siècles d'automates et de musique mécanique » est présentée, jusqu'au dimanche 15 juin, au Trianon de Bagatelle, route de St-Germain, à Neuilly. Organisée par la délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, cette exposition réunit une cinquantaine de pièces de collection consacrées à la musique populaire et dont les plus anciennes datent de la fin du dix-huitième siècle.

* Ouverte tous les jours, sauf le lundi de 11 h. à 17 h. 30. Entrée gratuite.

MAISON

LES CENT ANS DE JANSEN. — Pour le centenaire de son installation rue Royale, le décorateur Jansen a rénové sa boutique d'objets. Dans un décor de l'époque d'été, il a installé un palais italien, de nombreux objets anciens y sont présentés : boîtes anglaises en bois fruitier, boîtes à thé, chopes écossaises du dix-neuvième siècle, flacons Louis-Philippe, etc.

Pour fêter aussi cette continuité décorative depuis 1880, Jansen expose une collection d'argenterie 1930 comprenant une cinquantaine d'objets de table et de coiffeuse, créés par un artisan qui savait sculpter l'argent massif en le marquant à l'épave. Cette exposition « Argent, art déco » a lieu jusqu'au 30 mai.

* Jansen, 9, r. Royale, 75008 Paris.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 28 MAI

« L'Arc de triomphe », 14 h. 30, au pied de l'arcade, Mme Collin.

« Notre-Dame », 15 h. portail central, Mme Bachellier.

« L'Hotel Dore », 15 h. 30, rue de St-Germain, Mme Lamy-Lassalle.

« Le quartier des Halles », 15 h. 30, face de l'Hotel Salomon-Glaumant, l'Auxerrois (Mme Saint-Girons).

« Les Versailles de Louis XVI », 15 h. 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut (Café national des monuments historiques).

« Les Gobelins », 15 h. 42, avenue des Gobelins (Toujours culturel).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h. 42, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).

« Basilique de Saint-Louis », 15 h. 42, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Moufflard », 15 h. 42, place de la Contrescarpe (Mme Hager).

« Eglise Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h. 42, face de la rue de la Harpe.

« Hôtels du Marais », 15 h. 42, rue Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Gobelins », 15 h. 42, avenue des Gobelins (Toujours culturel).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h. 42, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

18 h. Grand amphithéâtre, Sorbonne, 47, rue des Ecoles, M. J. d'Arcy : « Culture et communication sans frontière ».

17 h. 30, Collège de France, M. B. Lewis : « La découverte de l'Europe par les musulmans ».

18 h. Cercle de l'Union internationale, 33, rue Saint-Hippolyte, M. Alvert : « Romain, génie oriental ».

18 h. Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, D. et A. Laster : « Marcel Proust et la musique (Société des Amis de Marcel Proust) ».

20 h. 30, Domus Medica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Dénal : « Exposé et séance de psychanalyse. La paranoïa » (Psychosanté).

CIRCULATION

LES « VISITES » DU CENTRE MOBILE D'ÉDUCATION ROUTIÈRE

Comme chaque année, le Centre mobile d'éducation routière des polices va visiter une vingtaine de villes en France, permettant aux usagers de la route de faire vérifier gratuitement les principaux organes de leur véhicule : freins, éclairage et signalisation, pneumatiques, etc. Voici les étapes prévues au cours des mois prochains : Annecy : 28 mai ; 4 juin ; Chambéry : 5-13 juin ; Valence : 29-29 juin ; Montélimar : 30 juin - 5 juillet ; Orange : 28 juillet - 2 août ; Alès : 4-9 août ; Montpellier : 1^{er}-5 septembre.

Perpignan : 8-13 septembre ; Castelnau-de-Montaudou : 31-37 septembre ; Lourdes : 29 septembre - 4 octobre ; Muret-de-Marsan : 13-21 octobre ; Libourne : 29-30 octobre ; Bayan : 12-13 novembre ; Cognac : 19-27 novembre ; Montreuil-sous-Bois : 8-13 décembre.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 25 mai 1980 :

UN DÉCRET

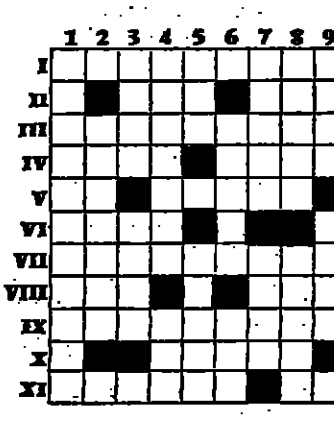
Relatif aux conditions de capacité professionnelle prescrites pour la présentation d'opérations d'assurance ou de capitalisation.

UN ARRÊTÉ

Fixant le salaire de référence et la valeur du point de retraite dans le régime de retraites complémentaires des assurances sociales institué par le décret n° 10-1277 du 23 décembre 1970 (Créances).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2678



HORIZONTALEMENT

I. Travaux pour lesquels on fait appel aux pompes. — II. Pile étrangère ; Canton suisse. — III. Soutènement bien quand ils sont chauds. — IV. Paroisse ; Petit lieu ou grosse commune. — V. Note ; Très solide quand elle est de fer. — VI. Jourdain, dans la Vienne. — VII. Feras des réserves. — VIII. Habitude dont il faut se débarrasser ; A une forte tête. — IX. Chantre du paysan russe. — X. Qui ne sont plus dans la pièce. — XI. Du soir au matin ; Pronom.

VERTICALEMENT

1. Preuve qu'on a eu assez de la mort. — 2. Rend tout semblable à de l'argent. — 3. Extirper ; Pourrait un huit quand ils sont d'amour. — 4. Bien bonhommes ; Napperon. — 5. Pas comme l'écoles ; Utile pour celui qui veut exprimer des regrets. — 6. Matière purulente ; Refuse de se charger. — 7. Comme un chat vraiment très chonette ; Est bon à naturellement. — 8. Ville de la Mayenne ; Comme et comme pas. — 9. Située ; Arrose Périgueux.

Solution du problème n° 2677

HORIZONTALEMENT

I. Dictateur ; Poète. — II. Ras-surantes. — III. Urinal. — IV. Tamisier ; Calé. — V. Yves ; Virile. — VI. Laine ; Remuée. — VII. Pronom ; VO. — VIII. Flétri ; Ten ; Hep. — IX. Main ; Marine. — X. Cuit ; Oie ; Faillie. — XI. Yac ; Zébu ; Erg. — XII. Bros ; Kiss ; Me. — XIII. Main ; Nauséuse. — XIV. NI ; Tamin ; Siant. — XV. Dépenses ; Rite.

VERTICALEMENT

1. Douteux ; Moyenne. — 2. Ra ; Fans ; Al. — 3. Criminalité. — 4. Nive ; En ; Rente. — 5. Araignée ; AP. — 6. Talès ; Rationné. — 7. Ry ; Apt. ; Sain. — 8. Usait ; Uns. — 9. Rusé ; Retapées. — 10. Ri ; Vénétable. — 11. Pardmonieses. — 12. On ; Arum ; NI ; Auer. — 13. Itale ; Hété ; Sal. — 14. Ré ; Elève ; Arment. — 15. Est ; Boop ; Geste.

GUY BROUTY.

« Le livre de poche » vient de faire paraître « Les Mots croisés du Monde », ouvrage groupant quelques cent problèmes conçus par notre collaborateur Guy Brouty. Du même auteur, les éditions Marabout/Kessing viennent également d'éditionner un ouvrage comportant des nombreux problèmes de mots croisés « étonnants ».

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Halles
75001 PARIS CEDEX 09
C.A.P. Paris 6207-33

ABONNEMENTS
3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
262 F 331 F 461 F 596 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
367 F 651 F 956 F 1230 F

ÉTRANGER
(une mandataire)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
234 F 386 F 558 F 728 F

II. - SUISSE - TONISIE
289 F 506 F 723 F 949 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Savat, directeur de la publication, Jacques Savatier.

Imprimerie
du Monde
5, r. des Halles
PARIS-IX
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

pour la huitième fois

Josiek Wyszola record
• 2.35 m de haute

Quatre-vingt-cinq délégués
sur cent quarante-trois
seraient présentes à Moscou

سلا فيل

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

DES LOGEMENTS DANS LES ENTREPOTS

La brocante de l'habitat

La rue de l'Ouroq est longue et triste. Elle arrose le canal et l'oubliée bien vite. Elle s'étire loin, là-bas, vers les gazomètres (qu'on démonte) et vers la gare de marchandises qui fait courir un mur sans fin rue d'Aubervilliers. Dans ce quartier, dans cet « écart » de la ville, le dix-neuvième siècle a rangé l'industrie, l'industrialisme les « utilités ». On y trouve même un remarquable monument public, le siège des Pompes funèbres municipales, double garage monumental, halle majestueuse derrière une façade sobrement ornée, qui abrite l'véhicule de service et quelques modèles de musée, des premières Citroën aux précieuses limousines.

Dans ces communes de la capitale (abattoirs, gazomètres, écuries, quais de gare, pompes funèbres, magasins généraux), on a bâti depuis trente ans, sur les cendres de l'industrie démantée ailleurs, de nombreuses cités H.L.M. Le fond du dix-neuvième arrondissement, c'est un peu la ZUP de Paris, avec sa grisaille, ses pelouses élimées et ses arbustes mal nourris, ses logements normalisés qui valent toujours mieux qu'un taudis en fond de cour, espèce en voie de disparition, mais dont il reste, entre deux « résidences », des spécimens peu ragoutants.

Jusqu'au jour où l'on sort du train-train habituel et où une petite société d'H.L.M. (épaulée il est vrai par un gros profession-

nel, la R.I.V.P.) monte une opération exceptionnelle. Au 135, rue de l'Ouroq, les anciens entrepôts des Galeries Barbès n'ont pas été démolis, mais convertis en logements. Comme à Amsterdam, à Londres, à New-York ou... à Lille.

Les bâtiments de meulière, couverts de sheds, occupaient entièrement ce terrain de 2800 mètres carrés, la cour avait été couverte pour gagner des surfaces de déchargement. Pour respecter le coefficient du sol du secteur, livrés à 2, « il a fallu démolir le tiers des surfaces disponibles », explique M. Lombardini, directeur d'une S.A. d'H.L.M. (l'Habitat social français). La cour, repavée, donne une entrée plaisante à l'immeuble et se prolonge à l'intérieur par un immense hall traversé de galeries métalliques, d'escaliers peints d'un rouge sombre, et planté de quelques arbres, sous la verrière.

En supprimant des planchers, les architectes Lévy et Maison-haute ont sculpté l'espace intérieur. Un seul ascenseur et plusieurs escaliers desservent des galeries, des coursives, qui conduisent, par divers chemins, aux appartements. Une véritable « rue intérieure », qui sera sans doute assez bruyante à l'usage, a été créée. On pense bien sûr au phalanstère, aux joies et aux peines de la vie sociale. Il dépendra des « socialistes » d'en faire un lieu de rencontre et de jeu ou une pénible contrainte collective.

North Side Story

La simplicité des matériaux (du métal peint), les tons chaleureux de la brique et de la peinture bordeaux, la rusticité des formes (verrières d'usines, sol de caoutchouc) donnent à l'ensemble un air d'arrière-cour américaine, en plus gai et en plus propre. On a envie, penché à ces balcons, d'entamer le grand air de West Side Story.

Les appartements, eux aussi, sont amusants. Les hauteurs sous plafond, qui varient de 3,50 mètres à 7 mètres au rez-de-chaussée, ont été conservées et utilisées pour aménager des mezzanines. Pour une même surface, et au prix H.L.M. (700 F de loyer pour un F3), on dispose d'appartements au volume double des normes, et parfois de surfaces en « crab » qui ne sont pas officiellement prises en compte. Les plans des logements sont variés, jusqu'à être

parfois si déconcertants que des élèves de l'école Boule ont été appelés à montrer, en guise de travaux pratiques, ce qu'on pouvait en tirer à peu de frais.

Le long de la rue, six ateliers de sculpteurs (sans logement, pour éviter l'installation de faux artistes) ont pu être aménagés. Pour compléter le côté « mode » de l'opération, des capteurs solaires installés sans dommage esthétique sur le toit devront assurer à 70 % le chauffage de l'eau.

D'une taille modeste et d'une architecture sobre (meulière et linteaux de métal), les entrepôts Barbès se prêtent bien à une telle reconversion. La création d'un espace collectif bien structuré, un chantier rapide à un coût raisonnable (2 600 F le m²), font de cette opération un exemple encourageant.

MICHELLE CHAMPENOIS.

LA VILLE ET SON PASSÉ

Le patrimoine en diapositives

L'EXPOSITION qui est présentée depuis le 14 mai dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville est consacrée au Patrimoine de la Ville de Paris. Ce patrimoine est considérable et il n'était pas question de le présenter intégralement dans une exposition comme celle-ci. Le parti qui a été adopté par les organisateurs est celui du choix d'un exemple-type pour illustrer la diversité du patrimoine architectural (églises, musées, bibliothèques, mairies et théâtres) et du patrimoine urbain : parcs et jardins, hôpitaux, écoles et mobilier, c'est-à-dire fontaines et luminaires.

des gravures et estampes créés en 1779 au musée Carnavalet peut apporter à la réparation d'un dessin ancien.

La fin de cette très remarquable exposition, qui a été conçue pour être vue par un large public, est particulièrement consacrée à ce que deviendra le patrimoine parisien dans l'avenir avec l'accroissement d'achats, de dons, de legs et de commandes de la Ville : les organisateurs ont dressé un vaste bilan.

ANDRÉ JACOB.

* Salon d'accueil de la Ville de Paris, 29, rue de Rivoli - 75004 Paris. Du 15 mai au 7 juin, de 9 heures à 18 heures, sauf le dimanche. Entrée gratuite.

Dans le quartier dit « de François-I^{er} »

La Commission du Vieux-Paris a consacré la plus grande partie d'une de ses dernières séances à entendre le rapport de M. Jean-Pierre Babelon, conservateur en chef aux Archives nationales, sur la chapelle des Assomptionnistes, rue François-I^{er}, dans le huitième arrondissement, remarquable par ses vitraux et la Vierge qui orne son autel.

C'est dans le quartier dit de « François I^{er} », dont le tracé avait été établi en 1626 et où subsistent encore quelques immeubles de cette époque et des hôtels construits sous le Second Empire, que les assomptionnistes s'élevèrent, à partir de 1850, leur nouveau couvent auquel ils adjoint quelques années plus tard une chapelle. M. Jean-Pierre Babelon s'est attaché à rechercher si le peintre hongrois Mucha avait bien exécuté les vingt-quatre vitraux à décor floral ornant la chapelle depuis 1878. Tout porte à croire que ceux-ci sont bien l'œuvre du portraitiste privilégié de Sarah Bernhardt, qui entretenait des relations suivies avec un des Pères de l'Assomption.

M. Babelon est beaucoup moins affirmatif pour ce qui est de l'origine de la très belle Vierge à l'enfant en prière datant du treizième siècle, qui surmonte le maître-autel et dont on pensait que c'était celle qui ornait le trumeau du portail de la chapelle basse de la Sainte-Chapelle, disparue lors de la Révolution. Seule une analyse scientifique permettra peut-être de dire quelle est l'origine exacte de cette œuvre. Il reste que cette très précieuse sculpture du treizième siècle, dont les assomptionnistes ont fait la protectrice de leur congrégation, mérite d'être conservée et protégée. La Commission du Vieux-Paris a émis le vœu que la chapelle de la rue François-I^{er} ne soit pas démolie, qu'elle conserve intégralement son décor, et que la Vierge à l'enfant soit classée d'office. — A.J.

Pauvre hôtel de Mortagne...

L'HOTEL de Mortagne, une belle demeure du dix-septième siècle située 51, rue de Charonne, dans le onzième arrondissement de Paris, à deux pas de la Bastille, menace toujours ruine. On croyait sauver, en effet, cet immeuble qui abrita, en son temps Vaucanson, le célèbre mécanicien constructeur d'automates. Il n'en fut hélas rien.

Mme Liliane Brosille (P.C.), conseiller de Paris, vient de s'en inquiéter auprès du maire de la capitale et a demandé à ce dernier d'intervenir énergiquement, en cette année du patrimoine, auprès du ministre concerné pour la sauvegarde d'un édifice qui représente un témoignage historique dans ce quartier de Paris.

taure la demeure de Vaucanson. L'immeuble est presque achevé ; l'hôtel est totalement abandonné ; sa toiture et sa façade se dégradent dangereusement.

Selon la mairie de Paris, le promoteur a pris contact avec la Conservation régionale des bâtiments de France pour la mise au point d'un programme détaillé de restauration de l'hôtel de Mortagne et pour son aménagement en immeuble d'habitation ainsi que le prévoit le permis de construire délivré le 1^{er} juillet 1975. Les pourparlers entre le constructeur et les services compétents du ministère de l'environnement et du cadre de vie ont abouti, toujours selon la mairie de Paris, à un plan de réhabilitation. Dès que l'architecte des bâtiments de France, dont l'avis est déterminant en l'espèce, s'agissant d'un bâtiment protégé, aura donné son accord, les travaux de restauration pourront commencer.

Cinq ans après le début de la procédure, aucune date n'est cependant encore fixée pour l'ouverture du chantier. De quoi s'inquiéter sinon désespérer... — J.F.

**VIENT DE PARAÎTRE**
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE FISCAL 1980
Prix en notre librairie : 145 F - Franco 156 F

Trois nouveaux grands parcs dans Paris

De mémoire de jardinier... depuis un siècle, rien

En décidant de créer à La Villette, à Bercy et sur les terrains Citroën trois parcs représentant au total 59 hectares, l'Etat et la Ville de Paris renouent avec une tradition très ancienne. Les derniers grands parcs

aménagés dans la capitale datent de plus d'un siècle : 1867 pour les Buttes-Chaumont, 1878 pour Montsouris, le parc floral dans le bois de Vincennes ne pouvant être considéré comme un parc urbain.

RESTE à donner à chacun de ces futurs parcs une vocation particulière afin qu'ils deviennent pour les Parisiens comme pour les touristes des lieux de rencontre et de détente originaux.

A part le jardin du Roi, appelé ensuite Muséum d'histoire naturelle, créé par Louis XII pour faire « la démonstration des plantes et de tous les médicaments » et qui devint très rapidement un lieu de promenades et d'études très fréquenté, qui seul sous l'Ancien Régime était ouvert à certaines périodes au public. Jusqu'au siècle dernier, les jardins de l'Etat, les Tuileries et le Luxembourg représentaient l'essentiel des espaces verts proposés aux Parisiens. En fait, c'est à Napoléon III — il en avait rapporté le goût de son séjour en Angleterre — que l'on doit l'ouverture des grands jardins publics parisiens. Le baron Haussmann, sur son ordre, ouvre des voies, dégage des carrefours et aère la capitale en aménageant plus de trente parcs et squares. Les travaux commencèrent par le bois de Boulogne de 1852 à 1860, puis se continuèrent au bois de Vincennes. A l'intérieur de Paris, sont créés ou redessinés le parc Monceau, les Buttes-Chaumont, le parc Montsouris et le parc du Ranelagh.

L'évolution de la Ville conduit alors les responsables de son aménagement à abandonner les parcs au profit des jardins et des squares. Mais faute de moyens et surtout à cause d'une urbanisation mal contrôlée au cours de ces dernières années, cette politique est souvent restée lettre morte.

Trois parcs nouveaux devraient donc être aménagés avant 1990 :

● La Villette (dans le dix-neuvième arrondissement). — Le programme d'aménagement des anciens abattoirs, défini par l'Etat, prévoit la construction d'un musée national scientifique et technique qui pourrait s'ouvrir en 1984 et la réalisation d'un parc de 30 hectares dont 3 hectares sont déjà ouverts au public.

● Les terrains Citroën (dans le quinzième arrondissement). — Le parc, que la Ville se propose de dessiner, couvrira 14 hectares et sera largement ouvert sur la Seine. Il comprendra un vaste espace central d'un seul tenant représentant une dizaine d'hectares et trois jardins de quartier, de plus de 1 hectare chacun, reliant l'espace central aux immeubles voisins. Différents équipements publics et des logements seront aussi réalisés sur

ces terrains. La conduite de cette opération d'urbanisme a été confiée à la SEMAE XV (Société d'économie mixte du quinzième arrondissement). Son coût est estimé à 328 millions de francs. La durée des travaux est fixée à six ou huit ans.

● Bercy (dans le douzième arrondissement). — Le maire de Paris vient de préciser que le futur Palais des sports n'était qu'un élément de l'aménagement des anciens entrepôts. Des logements à caractère social seront aussi édifiés et une société vinicole maintenue. Au centre des entrepôts, sur 15 hectares, sera créé un parc « préservant l'essentiel des plantations existantes et quelques-uns des bâtiments intéressants à conserver », a précisé M. Chirac. Les grands alignements plantés, comprennent six cents à sept cents arbres, seraient respectés ainsi que l'ancienne trame des entrepôts datant du dix-huitième siècle et formés par des voies pavées. Des entrepôts comme ceux de Saint-Julien et de Saint-Emilion seraient conservés. Des filons seraient établis avec la Seine, grâce à la remise en état des passages souterrains qui permettraient, jadis, de rouler les tonneaux jusqu'au fleuve.

JEAN PERRIN.



Le crédit utilisable quand bon vous semble.

Habituellement, demander un crédit à son banquier est synonyme de démarches, paperasses et pertes de temps.

Le Crédit en Réserve du CIC, c'est un crédit différent. Une enveloppe de crédit vous est offerte avec la liberté de l'utiliser par tranches, quand bon vous semble. Dès que le remboursement est terminé, le Crédit en Réserve se reconstruit automatiquement.

Par exemple, pour 10.000 F empruntés sur 12 mois le coût total du crédit est de 973,16 F et les mensualités sont de 914,43 F. Taux 17,50%, assurance comprise.

Nous avons conçu le Crédit en Réserve pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service.

Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

Crédit en Réserve.
Le crédit sans servitude.

Nous avons conçu le Crédit en Réserve pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Un banquier à votre service
et une banque libre-service.



A VENDRE
(cause retour)

OPTIC-PHOTO avec 1000 photos
Magasin avec 2 pièces et cave
Loyer annuel : 12000
Entre 1000000 et 15000000

91-154

● **Le Mexique va vendre du pétrole à la Suède.** — Un accord aurait été conclu entre les deux pays à l'occasion de la visite en Suède du président mexicain, M. Lopez Portillo. Il porterait sur la livraison, à partir du 1^{er} octobre 1980, de 70 000 barils par jour de pétrole brut. Cette quantité correspond à 13,5 % des besoins suédois en pétrole brut. (A.F.P.)

